

VERS UN OBSERVATOIRE ET UN "LABEL QUALITÉ"
DE LA DURABILITÉ DU TOURISME EN MÉDITERRANÉE

Ioannis Spilanis, Julien Le Tellier





VERS UN OBSERVATOIRE ET UN "LABEL QUALITÉ"
DE LA DURABILITÉ DU TOURISME EN MÉDITERRANÉE

Conception de la couverture : Plan Bleu

Photos © Photaki.com

Mise en page : Plan Bleu

Notice légale

Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Plan Bleu aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, régions ou villes, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Droits de copyright

Le texte de la présente publication peut être reproduit en tout ou en partie à des fins pédagogiques et non lucratives sans autorisation spéciale de la part du détenteur du copyright, à condition de faire mention de la source. Le Plan Bleu serait reconnaissant d'avoir un exemplaire de toutes les publications qui ont utilisé ce matériel comme source. Il n'est pas possible d'utiliser la présente publication pour la revente ou à toutes autres fins commerciales sans demander au préalable par écrit la permission au Plan Bleu.

Pour des fins bibliographiques, citer le présent volume comme suit :

Spilanis I., Le Tellier J., Vayanni H. (2012). *Vers un observatoire et un « label qualité » de la durabilité du tourisme en Méditerranée*. Plan Bleu, Valbonne. (Les Cahiers du Plan Bleu 12).

Disponible en anglais sous le titre :

Towards an observatory and a “quality label” of tourism sustainability in the Mediterranean

ISBN : 978-2-912081-32-2

Imprimé par NIS photoffset
Papier CyclusPrint 150 et 250

© 2012 Plan Bleu



Plan Bleu
Centre d'activités régionales du PNUE/PAM
15, rue Beethoven, Sophia Antipolis
06560 Valbonne
France
www.planbleu.org

Table des matières

Remerciements _____	4
Résumé exécutif _____	5
Introduction : contexte et objectifs _____	9
Cadre d'évaluation de la durabilité de l'activité touristique _____	11
Définition opérationnelle de la durabilité pour mesurer la performance et l'impact du tourisme _____	11
Faisabilité des profils de durabilité _____	13
Le tourisme en tant que force motrice _____	15
Présentation des destinations méditerranéennes étudiées _____	15
Le dynamisme des destinations _____	18
Analyse systémique et conclusions préliminaires _____	25
Performance et impact du tourisme dans les destinations _____	28
Approche comparative des destinations _____	28
Analyse systémique et durabilité du tourisme : des acteurs aux destinations _____	38
Du développement touristique à la durabilité des territoires _____	41
Évaluation des politiques publiques mises en œuvre dans les destinations _____	44
Politiques locales et nationales _____	44
Mesures politiques et recommandations des experts _____	53
Vers la création d'un « label qualité » et un système de suivi de la durabilité du tourisme méditerranéen _____	57
Vers un « label qualité » du tourisme méditerranéen ? _____	57
Vers un observatoire de la durabilité du tourisme méditerranéen _____	59
Conclusion générale _____	64
Bibliographie _____	66
Abréviations _____	67
Table des illustrations _____	68
Figures _____	68
Tableaux _____	68

Remerciements

Rapport réalisé sous la direction de Hugues Ravenel, directeur du Plan Bleu.

Auteurs

Le projet « Profil de durabilité dans quelques destinations touristiques méditerranéennes » a été coordonné par Ioannis Spilanis (Université d'Egée) et Julien Le Tellier (Plan Bleu), avec la collaboration de Helen Vayanni (Université d'Egée).

Les études de cas ont été rédigées par les experts nationaux, présentés par ordre alphabétique, Mohamed Berriane (Maroc), Jean Mohamed Mehdi Chapoutot (Tunisie), Samir Grimes (Algérie), Zoran Klaric (Croatie), Enrique Navarro Jurado (Espagne), Adel Aly Ahmed Rady (Egypte), Alessio Satta, Barbara Pintus et Manuela Puddu (Italie), Çevat Tosun et Caner Caliskan (Turquie).

Comité de lecture

Constance Corbier Barthaux (Agence française de développement / AFD), Campbell Thomson (Banque européenne d'investissement / BEI) et Luigi Cabrini (Organisation mondiale du tourisme / OMT).

Comité de pilotage du programme du Plan Bleu « Tourisme et développement durable en Méditerranée » (2009-2011)

Fabrice Bernard (Conservatoire du littoral, France), Luigi Cabrini (Organisation mondiale du tourisme - OMT), Constance Corbier Barthaux (Agence française de développement - AFD), Mohammed Larid (Ecole nationale des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral - ENSMAL, Algérie), Zeljka Skaricic (Centre d'activités régionales / Programme d'actions prioritaires – CAR/PAP, PNUE/PAM), Campbell Thomson (Banque européenne d'investissement - BEI).

Comité éditorial

Loïc Bourse et Dominique Legros (Plan Bleu)

Conception graphique et réalisation

Statistique et cartographie : Jean-Pierre Giraud

Bibliographie et documentation : Hélène Rousseaux

Mise en page, illustration et édition : Isabelle Jöhr

Les analyses et les conclusions de ce rapport ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence française de développement, ni de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement, ni de la Banque européenne d'investissement.

Résumé exécutif

Le projet « Profil de durabilité dans quelques destinations touristiques méditerranéennes » résulte des recommandations de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD) adoptée en 2005 par les Parties contractantes à la Convention de Barcelone. L'objectif est d'évaluer la durabilité du tourisme dans plusieurs destinations¹ et de fournir les bases d'un outil méthodologique commun pour le suivi et la promotion du tourisme durable dans le bassin méditerranéen. En effet, les orientations et les actions de la SMDD pour promouvoir le tourisme durable suggèrent d'« élaborer (...) un programme cadre de promotion de la Méditerranée d'une durée de dix ans (...) qui devra mettre l'accent sur les atouts patrimoniaux, culturels et environnementaux, de la région, en vue de la création d'un label de qualité du tourisme méditerranéen ». Cette orientation conduit le Plan Bleu à aborder la question de la labellisation/certification de la durabilité des destinations touristiques méditerranéennes.

Le projet « Profil de durabilité dans quelques destinations touristiques méditerranéennes » s'appuie sur une approche systémique et territoriale qui prend en compte la destination en tant qu'unité de base pour évaluer le développement touristique. Les relations entre le système touristique méditerranéen et les autres secteurs prioritaires de la SMDD (eau, transports, déchets, énergie, développement urbain et rural, etc.), ainsi que les différents acteurs et parties prenantes, sont considérés à plusieurs échelles : locale, nationale, régionale, globale.

Le principal objectif du projet est de mesurer et évaluer les résultats, performances et impacts du tourisme dans une perspective de développement durable de la destination, en prenant en compte les paramètres économiques, sociaux et environnementaux, ainsi que les modes de gouvernance des destinations. L'objectif est d'évaluer l'empreinte économique, écologique et sociale du tourisme à travers l'analyse détaillée de onze destinations réparties dans huit pays méditerranéens du Nord, du Sud et de l'Est. Les profils de durabilité correspondent à des diagnostics territoriaux de situations variées en vue d'identifier les points forts et les points faibles de chaque modèle en termes de répartition spatio-temporelle

¹ Alanya (Turquie), Al Alamein, Marsa Matrouh et l'oasis de Siwa (Égypte), Cabras et Castelsardo (Sardaigne, Italie), Jerba (Tunisie), Rovinj (Croatie), le littoral de Tétouan (Maroc), Tipasa (Algérie), Torremolinos (Espagne).

des flux touristiques, de modes de diversification des destinations, et de valorisation des patrimoines naturels, culturels et historiques locaux. À l'issue de ces diagnostics sont proposées des options possibles en termes de mesures politiques pour améliorer la performance économique du secteur, permettre une distribution plus équitable des recettes touristiques, contribuer au bien-être des sociétés locales, maîtriser les pressions sur le milieu et minimiser les atteintes à l'environnement. L'étape finale consiste à établir une synthèse sur l'état de la durabilité du tourisme en Méditerranée et un rapport de cadrage régional en termes d'images à promouvoir.

Le tourisme est tout d'abord considéré comme une force motrice dont les résultats et performances sont mesurés dans les territoires des destinations au regard des trois piliers du développement durable : économique, social et environnemental. Ensuite, les impacts du tourisme sont estimés pour tenter d'évaluer l'état de durabilité des destinations. À terme, les diagnostics territorialisés ont vocation à orienter des mesures politiques pour améliorer les performances et l'impact du tourisme ; ces mesures portent sur le traitement de problèmes spécifiques affectant l'état de durabilité des destinations.

À travers une méthodologie expérimentale – basée sur une variante de l'approche DPSIR (Forces motrices, Pressions, États, Impacts, Réponses) afin d'évaluer l'empreinte du tourisme et ses impacts sur les destinations –, l'objectif est de proposer un aperçu différencié et détaillé des destinations touristiques méditerranéennes en termes de durabilité économique, environnementale et sociale. Une série de variables et indicateurs économiques, sociaux et environnementaux sont sélectionnés pour mesurer l'offre et la demande touristiques, les résultats et les performances des activités touristiques et, enfin, l'impact du tourisme sur l'état de durabilité des destinations. L'approche systémique et territoriale retenue permet aussi d'identifier et d'analyser sous l'angle de la gouvernance le rôle des différents acteurs internes et externes aux destinations. La dernière étape a pour but de proposer des mesures et moyens possibles en vue d'améliorer les performances et les impacts du tourisme pour le bien-être des populations locales, tout en suggérant des outils communs pour le suivi et la promotion du tourisme durable dans le bassin méditerranéen.

L'étude transversale des destinations permet d'élaborer une typologie en trois groupes :

- Alanya (Turquie), Jerba (Tunisie) et Torremolinos (Espagne) sont des **stations balnéaires 3S (Sea, Sand and Sun) proposant un produit international standardisé**. Il s'agit de destinations matures dont les variables économiques, sociales et environnementales indiquent une phase de saturation voire de déclin (baisse des performances économiques et sociales, problèmes environnementaux, difficultés en matière d'attractivité touristique, coûts élevés d'une éventuelle « renaissance » pour rester attractif, atteintes à la qualité de vie pour la population locale) qui fait suite à une phase de forte croissance économique à l'origine de la transformation complète des destinations, de leur économie, de leur environnement et de la société en général.
- Al Alamein (Egypte), Marsa Matrouh (Egypte), le littoral de Tétouan (Maroc) et Tipasa (Algérie) représentent des **villes-stations 3S articulées à des spécificités locales**. La demande touristique nationale croissante conduit à un développement du secteur résidentiel (promotion foncière et immobilière, résidences secondaires) au détriment de l'économie touristique classique, menaçant la durabilité de ces destinations. Ce type d'offres, poussé par les opérateurs immobiliers et non par un réel plan d'aménagement touristique, a un impact négatif sur l'environnement et ne présente pas des résultats économiques et sociaux significatifs : économie informelle, faible création d'emplois, faible impact sur l'économie en général.
- Cabras et Castelsardo (Sardaigne, Italie), Rovinj (Croatie) et l'oasis de Siwa (Egypte) sont des **destinations de caractère, proposant un produit touristique particulier valorisant les spécificités et patrimoines locaux**. Ces destinations de caractère ont en commun un attrait principalement culturel et naturel qui les distingue de l'offre 3S classique. Pour ces destinations, le « lieu » a une importance particulière ; l'activité touristique semble être mieux intégrée dans l'économie locale et peut être considérée comme une voie vers un développement durable. L'inconvénient principal reste le faible impact économique et social du tourisme, principalement en raison de la forte saisonnalité en comparaison aux autres types de destinations.

Les acteurs internes et externes, qu'il s'agisse du contexte national ou international, jouent un rôle majeur dans le développement et les évolutions des destinations :

- **Les autorités nationales** ont un rôle crucial principalement dans les pays où le système politique est centralisé, notamment dans les pays

du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM). Leur impact sur les destinations est variable du fait des différentes approches en matière d'aménagement du territoire, même si les principaux objectifs (résultats économiques à court terme, apport de devises, création d'emplois, développement régional) semblent similaires pour l'ensemble des destinations.

- **Les tours opérateurs** (internationaux et nationaux) ont lancé, soutenu et contrôlé le développement du tourisme, principalement dans les destinations de type 3S international, avec un impact à la fois positif, à court terme dans la phase de développement, et négatif à long terme avec la standardisation et la massification du produit touristique. Les tours opérateurs ont fortement contribué à la promotion des destinations méditerranéennes, en attirant une demande internationale, en atténuant les effets de saisonnalité par diverses stratégies commerciales et de diversification des services offerts, en créant des emplois et des recettes touristiques. Mais ce développement aboutit également à de faibles revenus par habitant, des fuites économiques élevées, une dépendance des destinations qui subissent en outre de fortes pressions environnementales.
- **Les opérateurs immobiliers** (nationaux et internationaux) tendent à remplacer progressivement l'offre classique d'hébergement hôtelier. Leur émergence peu régulée par la puissance publique dans de nombreuses destinations nationales et internationales de type 3S crée une situation nouvelle compromettant non seulement le tourisme mais aussi l'économie et l'environnement local.

Les autres acteurs jouent un rôle moins important, même si le **renforcement de l'influence des autorités locales** et la **sensibilisation croissante des touristes** (passant de consommateurs passifs à une clientèle recherchant des produits différents et authentiques) sont des facteurs importants pour les années à venir.

Au terme d'une analyse systémique territorialisée, les principes et lignes directrices proposées portent sur :

- la création d'une **offre diversifiée** basée sur les spécificités économiques, sociales, culturelles et environnementales locales pour offrir un produit touristique d'excellence, proposant des services authentiques à forte valeur ajoutée, permettant d'intégrer innovations et main-d'œuvre qualifiée, et de respecter la capacité de charge des destinations ;
- l'attraction de touristes internationaux (**demande**) désireux de découvrir des « produits » différents

et spécifiques proposés par des destinations méditerranéennes uniques ;

- la promotion de « marques » locales spécifiques aux diverses destinations mais regroupées sous une marque unique « Destination méditerranéenne d'excellence », un nom réputé et reconnu, garant de la valorisation des patrimoines historiques, culturels et environnementaux des destinations méditerranéennes : *marketing territorial*.

L'analyse de la performance et de l'impact du tourisme dans les destinations conduit à des propositions pour repenser les modèles de développement du tourisme, ce qui implique de rompre avec – ou à tout le moins d'infléchir – des pratiques portant atteintes à l'environnement et à la qualité de vie des populations locales pour adopter une approche plus durable. Des exemples d'actions possibles sont présentés ci-dessous :

- pour les opérateurs touristiques du secteur privé, les principes d'une « **entreprise responsable** » devraient être adoptés et respectés afin d'améliorer les performances du secteur ;
- pour les autorités locales, la notion de « **destination méditerranéenne de qualité / d'excellence** » ouvrirait la voie aux améliorations nécessaires pour la « renaissance » et la diversification des destinations ;
- pour les touristes, un « **passport méditerranéen** » améliorerait leur sensibilisation à la durabilité des destinations ;
- pour les investisseurs, l'« **évaluation de la durabilité** » permettrait d'orienter leurs prochaines opérations.

Dans ce contexte, le Plan Bleu pourrait contribuer à :

- fournir des recommandations, des lignes directrices, des outils d'aide à la décision tels que des jeux d'indicateurs et, à la demande des parties prenantes, un appui technique auprès des organismes intéressés (pays, régions, professionnels, ONG, etc.) ;
- élaborer et mettre en œuvre des activités à l'échelon régional visant à promouvoir le développement durable en Méditerranée ainsi qu'une image différente du tourisme méditerranéen, en mobilisant un observatoire méditerranéen de la durabilité du tourisme en tant qu'outil de suivi.

Ces propositions restent à développer dans le cadre d'une « charte de durabilité du tourisme méditerranéen » (ou de termes de référence pour la définition d'un plan d'action orienté vers l'amélioration de la durabilité du tourisme), à l'échelle des destinations et/ou de la région méditerranéenne, guidée par une approche de *marketing territorial*

visant à concilier création de richesse et d'emplois avec protection de l'environnement, appuyée par de futurs dispositifs de certification et de suivi de la durabilité des destinations. Dans une démarche d'aide à la décision, ces outils permettraient aux décideurs locaux et nationaux d'évaluer d'un côté les retombées économiques de la « mise en tourisme » ou de la « renaissance » d'un territoire touristique et, d'un autre côté, les factures sociales et environnementales des différents modes de développement du tourisme.

Introduction : contexte et objectifs

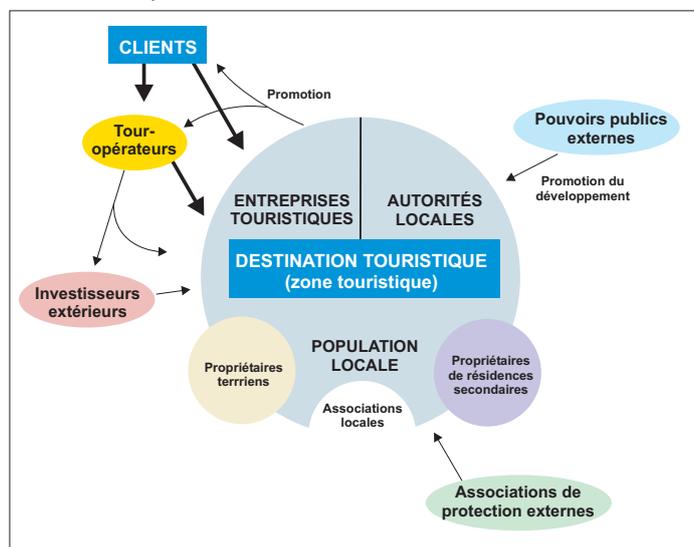
Dans le cadre du programme d'activités du Plan Bleu « Tourisme et développement durable en Méditerranée » (2009-2011), le projet « Profil de durabilité dans quelques destinations touristiques méditerranéennes » résulte des recommandations de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD) adoptée par les Parties contractantes à la Convention de Barcelone en 2005.

L'objectif est d'évaluer la durabilité du tourisme dans plusieurs destinations² et de fournir les bases d'un outil méthodologique commun de suivi et de promotion du tourisme durable dans le bassin méditerranéen. En effet, les orientations et les actions de la SMDD pour promouvoir le tourisme durable suggèrent d'« élaborer (...) un programme cadre de promotion de la Méditerranée d'une durée de dix ans (...) qui devra mettre l'accent sur les atouts patrimoniaux, culturels et environnementaux de la région, en vue de la création d'un label de qualité du tourisme méditerranéen ». Cette orientation conduit le Plan Bleu à aborder la question de la labellisation/certification des destinations touristiques méditerranéennes.

en compte la destination en tant qu'unité de base du développement touristique (*Figure 1*). Les relations entre le système touristique méditerranéen et les autres secteurs prioritaires de la SMDD (eau, transports, déchets, énergie, développement urbain et rural), ainsi que les différents acteurs, sont considérés à plusieurs échelles : locale, nationale, régionale, globale.

L'objectif est d'évaluer l'empreinte économique, écologique et sociale des activités touristiques à travers l'analyse détaillée de onze destinations réparties dans huit pays méditerranéens du Nord, du Sud et de l'Est. Les « profils de durabilité » correspondent à des diagnostics territoriaux de situations variées – en termes de maturité et de cycle de vie des destinations (approche longitudinale), de répartition spatio-temporelle des flux touristiques et des effets de saisonnalité, de résultats et de retombées économiques pour les populations locales, de mise en valeur des potentiels locaux de chaque territoire – en vue d'identifier les points forts et les points faibles de chaque modèle en termes de répartition spatio-temporelle des flux touristiques, de modes de « renaissance » (diversification) des destinations et des modes de valorisation des patrimoines naturels, culturels et historiques locaux.

Figure 1 Le système touristique : parties prenantes et échelles opérationnelles



Source : Ph. Moisset, Plan Bleu

Le projet « Profil de durabilité dans quelques destinations touristiques méditerranéennes » s'inscrit dans une approche systémique et territoriale, qui prend

² Alanya (Turquie), Al Alamein, Marsa Matrouh et l'oasis de Siwa (Egypte), Cabras et Castelsardo (Sardaigne, Italie), Jerba (Tunisie), Rovinj (Croatie), le littoral de Tétouan (Maroc), Tipasa (Algérie), Torremolinos (Espagne).

À l'issue de ces diagnostics, des mesures politiques sont proposées pour améliorer la performance économique du secteur, permettre une distribution plus équitable des recettes, contribuer au bien-être des sociétés locales, maîtriser les pressions sur le milieu et minimiser les atteintes à l'environnement. L'étape finale consiste à établir une synthèse des profils de durabilité permettant de développer un cadre régional de promotion du tourisme durable en Méditerranée.

Principales étapes du projet et structure du rapport final

Dans un premier temps, le tourisme est considéré en tant que force motrice dont les résultats et performances sont à mesurer dans les destinations en fonction des trois piliers du développement durable : économique, social et environnemental. Dans un second temps, l'impact des résultats du tourisme est estimé pour tenter d'évaluer l'état de durabilité de la destination. Ces diagnostics territorialisés ont vocation à dégager des mesures politiques pour améliorer les performances et l'impact du tourisme dans les destinations ; ces mesures traitent de problèmes spécifiques affectant l'état de durabilité des destinations.

Le profil de durabilité est basé sur une variante de l'approche DPSIR (Forces motrices, Pressions, Etats, Impacts, Réponses) afin d'évaluer l'empreinte économique, sociale et écologique du tourisme et ses impacts sur les destinations ; le but est d'identifier les corrélations entre les résultats et les impacts du tourisme sur un territoire et pour différents types de destinations.

A travers une méthodologie expérimentale présentée dans le Chapitre I, l'objectif est de proposer un aperçu différencié et détaillé d'un échantillon raisonné de destinations touristiques méditerranéennes. Il s'agit d'évaluer la performance, l'impact et l'état de durabilité des destinations en utilisant un cadre commun, indépendamment des caractéristiques propres, du niveau de développement et du mode de gouvernance de chaque destination (Chapitres II et III). L'objectif est d'identifier les moyens d'améliorer les performances du secteur et atténuer ou diminuer les impacts du tourisme pour le bien-être des populations locales et dans une perspective de développement durable (Chapitre IV). Enfin, le projet débouche sur la proposition d'un outil commun pour le suivi de la promotion du tourisme durable en Méditerranée (Chapitre V).

Le Chapitre I « Cadre d'évaluation de l'activité touristique » présente la méthodologie du projet. La manière d'élaborer un profil de durabilité dans une destination touristique est décrite étape par étape, avec des indications sur les variables à prendre en compte, ainsi que les données nécessaires.

Le Chapitre II « Le tourisme en tant que force motrice » propose une lecture transversale des diagnostics territorialisés, ce qui permet d'élaborer une typologie des destinations à partir des données quantitatives et qualitatives sur l'activité touristique (l'offre et la demande) tirées des études de cas réalisées par un collège d'experts du tourisme. Ces études de cas sont structurées en cinq étapes :

- **Étape 1. Sélection et description des destinations.** La destination doit être une unité administrative de niveau équivalent NUTS 3 (département, province, *nome*, *wilaya*, gouvernorat, district, *comitat*, canton, *mohafazah*) ne comportant pas d'agglomération importante, ou de niveau équivalent NUTS 5 (commune, municipalité) ayant une population permanente, où le tourisme national et/ou international est déjà une activité importante. Les experts fournissent une description de la destination : délimitation cartographique de la zone touristique, caractéristiques géographiques et liaisons de transport.
- **Étape 2. Le tourisme en tant que force motrice dans les destinations.** Les experts rassemblent des données sur l'offre et la demande touristiques pour

mettre en évidence les principales caractéristiques des destinations.

- **Étape 3. Résultats économiques, sociaux et environnementaux du tourisme dans les destinations (performance).** Les résultats et les performances de l'activité touristique sont évalués au regard des trois composantes du développement durable : les dépenses (composante économique), l'emploi (composante sociale), la consommation des ressources naturelles et les changements en termes d'occupation des sols (composante environnementale).
- **Étape 4. Impact du tourisme sur l'état de durabilité des destinations.** Les experts analysent la manière dont l'activité touristique a influencé et influence l'efficacité économique, l'équité sociale et les biens et services environnementaux des destinations. Il s'agit de savoir dans quelle mesure l'activité touristique impacte l'évolution du PIB et la structure de l'économie locale, l'évolution de la population et la répartition des revenus, ainsi que la disponibilité et l'état des ressources naturelles.
- **Étape 5. Mesures politiques.** Les experts synthétisent les résultats issus des étapes précédentes en appréhendant les modes de gouvernance territoriale des destinations. Ils mettent en lumière les problèmes de durabilité et formulent des propositions pour améliorer l'état de durabilité des destinations.

Le Chapitre III « Performance et impact du tourisme » propose une synthèse (a) des résultats de l'activité touristique dans les destinations à travers une approche comparative ; (b) de l'impact de l'activité touristique sur la durabilité des destinations. Le Chapitre III s'attache également à clarifier le rôle des acteurs internes et externes intervenants pour chaque type de destination ; l'approche systémique des destinations aborde le tourisme sous l'angle de la gouvernance, en cherchant à clarifier le rôle des différents acteurs.

Le Chapitre IV « Mesures politiques » est axé d'une part, sur l'évaluation des mesures appliquées par les autorités locales et nationales et d'autre part, sur les propositions des experts.

Le Chapitre V « Vers la création d'un « label qualité » et d'un système de suivi de la durabilité du tourisme en Méditerranée » focalise sur des recommandations en faveur du développement d'un « label qualité » et d'un dispositif de suivi du tourisme méditerranéen et de sa durabilité.

Cadre d'évaluation de la durabilité de l'activité touristique

L'évaluation de l'impact du tourisme dans un territoire (un pays, une région ou une destination) est une étape importante et un prérequis pour quiconque souhaite prendre des mesures visant à atteindre un meilleur niveau de durabilité.

Lorsque les experts et institutions locales, nationales et internationales essaient de mesurer les performances touristiques, ils prennent en compte la fréquentation touristique (internationale) du territoire par rapport aux années précédentes et à l'évolution constatée dans d'autres destinations, généralement concurrentes. Les performances économiques de l'activité sont évaluées par le biais de divers paramètres : les dépenses touristiques et leur impact sur différents indices, tels que le PIB, les investissements, l'apport de devises, les importations, les taxes, etc. Les performances sociales sont aussi considérées comme un paramètre important : création d'emplois directs et leurs caractéristiques (sexe, âge, niveau de qualification, saisonnalité, lieu de résidence). Les effets indirects du tourisme sur les comportements et la structure sociale sont aussi considérés comme des questions essentielles.

Ces dernières années, le concept de « tourisme durable » a bouleversé les méthodes d'évaluation de l'impact du tourisme. Non seulement les performances environnementales de l'activité touristique et son impact sur le territoire et sa population doivent être évalués parallèlement aux performances économiques et sociales, mais il est également nécessaire d'intégrer une perspective de long terme, en particulier en termes d'impact sur la zone d'accueil et de respect de sa capacité de charge. De nombreuses études ont été menées par des universitaires ainsi que par des organismes internationaux tels que l'OMT, le PNUE, l'UNESCO, etc., dans le but d'examiner en profondeur l'applicabilité des principes de la durabilité dans le secteur du tourisme et d'élaborer des lignes directrices en termes de politiques.

Ce chapitre méthodologique présente tout d'abord une approche opérationnelle de la notion de tourisme durable, puis un cadre expérimental d'évaluation des performances de l'activité touristique et de son impact sur le territoire d'accueil, dans le but d'évaluer la durabilité du tourisme et de développer des propositions de mesures politiques. Enfin, les orientations méthodologiques portent sur la collecte des données et autres informations permettant d'élaborer le profil de durabilité d'une destination.

Pour plus de détails, le « Protocole d'élaboration du profil de durabilité dans les destinations touristiques méditerranéennes », est disponible sur le site Internet du Plan Bleu à l'adresse suivante : http://www.planbleu.org/publications/Note_Methodo_Profil_DurabiliteFR.pdf.

Définition opérationnelle de la durabilité pour mesurer la performance et l'impact du tourisme

Le développement du tourisme n'est pas une fin en soi pour un territoire : destination touristique dans le cas présent. Sa réussite ne doit pas seulement être mesurée à travers le nombre de touristes (internationaux) qui visitent la destination, bien que cela soit un indicateur important, mais aussi par son impact sur le développement de la région d'accueil et sur le bien-être de la population locale. Cet impact est généralement évalué par les performances de l'activité touristique, principalement par les dépenses des touristes et les emplois créés dans la destination. Les effets directs et indirects du tourisme sur le PIB et sur l'emploi total dans le territoire sont les indicateurs de base de l'évaluation du développement touristique d'un territoire.

Le concept de développement durable prend davantage en compte le bien-être de la population, bien-être qui cesse d'être exclusivement mesuré par des indicateurs économiques et qui prend en considération les dimensions sociale et environnementale. L'émergence de ce concept au niveau mondial engendre deux modifications importantes dans les manières d'évaluer l'état de durabilité d'une destination touristique :

- Premièrement, l'évaluation de l'impact de toute activité (en ce qui nous concerne, le tourisme) ne peut pas se fonder uniquement sur l'estimation de l'impact sur le développement économique d'un territoire (efficacité économique), mais également sur sa contribution à l'équité sociale (répartition des retombées du développement sur les différentes catégories sociales, équité intra-générationnelle) et à la préservation de l'environnement (afin de conserver les fonctions des écosystèmes, nécessaires pour pouvoir fournir des biens et services environnementaux – Costanza et al., 1997 ; TEEB, 2009).

- Deuxièmement, l'évaluation porte non seulement sur le court terme (par exemple, l'augmentation annuelle de la valeur ajoutée et de l'emploi), mais également sur le long terme, étant donné que les conditions du développement pour les générations futures doivent être assurées (équité intergénérationnelle), principalement grâce à la transmission de différents niveaux de capital social, naturel, humain et technologique (Turner et al., 1994 ; GHK, 2002).

Comment peut-on mesurer et évaluer les performances touristiques et les associer au développement durable d'un territoire ? Le cadre méthodologique proposé est basé sur une version élargie de l'approche DPSIR (OCDE, 1993 ; Peirce, 1998). Pour l'activité considérée en tant que **force motrice** (le tourisme), les experts doivent mesurer ses **résultats et performances** au regard des trois piliers du développement durable : économique, social et environnemental. L'évaluation doit ensuite être centrée sur l'**impact** du tourisme dans les destinations étudiées. Des **mesures politiques** sont finalement proposées pour améliorer les performances du tourisme ou son impact sur la destination. Ces mesures politiques sont destinées à régler les problèmes spécifiques rencontrés dans une destination et pouvant affecter son état de durabilité : par exemple le manque ou le caractère inadapté des infrastructures touristiques, les faibles dépenses touristiques, la forte saisonnalité, les pressions sur les zones protégées, la forte consommation d'eau, etc.

1. Dans un premier temps, le tourisme est considéré comme l'un des moteurs des changements économiques, sociaux et environnementaux qui affectent l'état de durabilité d'une destination. Les changements dépendent du modèle de développement, de l'intensité de l'activité et de ses performances. L'intensité de l'activité touristique peut être mesurée en fonction :
 - du nombre, du type et de la dimension des infrastructures touristiques (hôtels, restaurants, centres de thalassothérapie, marinas, golfs, centres des congrès, etc.) et des infrastructures générales (routes, ports, aéroports, production d'énergie, télécommunications, etc.) construites dans le but de satisfaire la demande touristique. Ces infrastructures influencent de manière permanente l'occupation des sols de la zone et créent des retombées économiques temporaires et de l'emploi dans le secteur de la construction ;
 - du nombre de touristes (nationaux et internationaux) visitant la destination, mesuré par le nombre de nuitées passées dans les différents types d'hébergement.

Dans le but de satisfaire leurs besoins, les touristes :

- dépendent de l'argent pour acheter des biens et services tels que l'hébergement, les transports, les loisirs, le commerce et tout autre service susceptible de faire partie des produits touristiques ;
- « utilisent/consomment » les ressources humaines fournissant ces services, ce qui permet de créer des emplois. Ces emplois ont des caractéristiques différentes : âge et sexe des employés, durée des contrats de travail, niveaux de qualification, position de l'employé dans l'entreprise, niveaux de salaire, etc. ;
- « utilisent/consomment » des ressources naturelles (énergie, eau, foncier, etc.) et produisent différents types de déchets et d'externalités négatives.

Il s'agit des effets directs que chaque touriste engendre dans une destination. Tous les touristes n'ont pas les mêmes besoins ni le même comportement, et ne produisent donc pas le même effet par personne. La somme de ces effets constitue la performance globale, le résultat de l'activité touristique, qui dépend non seulement du nombre de touristes, mais également de leur comportement au quotidien. Les résultats en termes de dépenses par personne et par nuitée peuvent être considérés comme l'unité de mesure de base de la performance du tourisme, facilitant les comparaisons spatiales et temporelles.

2. Dans un deuxième temps, les effets économiques, sociaux et environnementaux directs et indirects, c'est-à-dire la performance globale, de l'activité touristique sont à considérer à travers leurs impacts sur la destination :
 - Les dépenses touristiques totales constituent un facteur de changement dans l'économie locale qui peut être mesuré par l'évolution du PIB, la demande en biens et services non touristiques (demande indirecte et induite), l'émergence de nouvelles activités ayant un rapport direct ou indirect avec le tourisme, ainsi que la disparition d'activités existantes, la diversification des investissements privés et publics, etc. Ces changements affectent l'efficacité économique de la destination, ainsi que la structure du PIB local.
 - L'emploi touristique direct total est également un facteur de changement de la structure de la population de la destination, car il peut modifier le pourcentage de population active et employée, le pourcentage d'emploi des femmes et des jeunes, les flux migratoires, le revenu total et la répartition des revenus dans la zone, affectant l'équité sociale et le patrimoine culturel de la zone.
 - La pression sur les écosystèmes constitue un facteur de changement de l'état environnemental

du territoire et, plus précisément, de sa capacité à produire des biens et services environnementaux pour la population : l'approvisionnement en eau potable, l'absorption des déchets et des rayonnements ultraviolets, la pollinisation, etc. La qualité de l'eau de mer, la quantité et la qualité de l'eau potable, la biodiversité de la zone, la qualité du sol, de l'atmosphère, du paysage et de l'environnement urbain sont les questions principales abordées lors de l'évaluation du niveau de préservation de l'environnement de la destination.

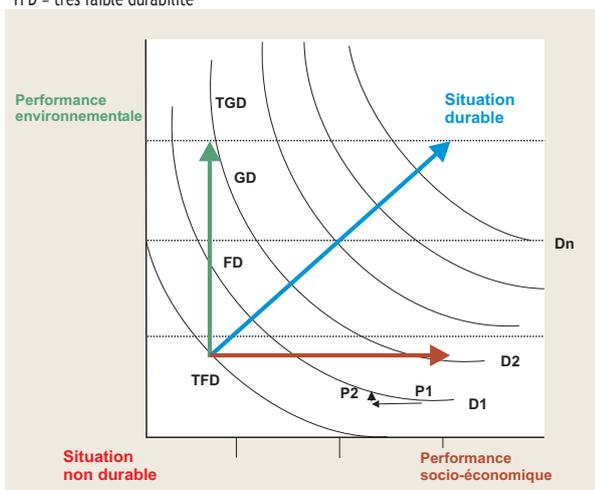
Le même résultat des activités touristiques n'a pas le même impact selon les caractéristiques des destinations ; la capacité de charge économique, sociale et environnementale est différente selon les territoires. Par exemple, un parc hôtelier de 1 000 lits, créant des emplois pour 500 personnes, aura un impact économique et social plus important dans une petite commune de 5 000 habitants que dans une ville d'un million d'habitants. L'impact d'une consommation d'eau de 25 000 litres ne sera pas le même dans une zone désertique par rapport à une zone où les précipitations sont abondantes et où les réserves d'eau sont importantes.

Un haut niveau de durabilité dans une destination, impliquant le bien-être de ses habitants, est obtenu par l'amélioration combinée des différents paramètres qui déterminent la durabilité. Le niveau de durabilité peut être représenté grâce à un système de courbes d'indifférence (Figure 2).

Figure 2 - Baromètre de durabilité. Développement durable et bien-être

Légende:

TDG = très grande durabilité ; GD = grande durabilité ; FD = faible durabilité ; TFD = très faible durabilité



P1, P2 = point 1, point 2

S1, S2...Sn = courbe de durabilité 1, courbe de durabilité 2... courbe de durabilité n

Source : Basé sur le « baromètre de la durabilité » (IISD, 1997 ; Sebastian & McArthur, 1998 ; Pinter et al., 2000).

Le « tourisme durable » est un tourisme qui, grâce à des performances économiques, sociales et environnementales élevées, contribue à apporter à la destination le meilleur niveau possible de bien-être et de durabilité à long terme – même si une situation de durabilité idéale n'existe pas *a priori*. D'après la littérature internationale, on peut soutenir que le tourisme de masse 3S n'est pas durable, car les bénéfices économiques pour la destination sont faibles, et l'impact environnemental et social est négatif voire désastreux (Briassoulis, 1995 ; Nijkamp & Verdonkschot, 1995). Dans le système d'axes de la Figure 2, toute position résultant de l'effort pour s'éloigner de l'origine des axes, que ce soit en améliorant les performances du modèle balnéaire 3S, ou en le remplaçant par un autre produit touristique aux performances plus élevées (« renaissance »), est préférable car elle est significative d'améliorations de la situation existante, en s'approchant d'une situation plus souhaitable/soutenable.

In fine, le projet « Profils de durabilité dans quelques destinations touristiques méditerranéennes » met en avant l'idée de régulation politique et de croissance économique durable du tourisme. En vue d'articuler croissance économique, développement humain et maîtrise des atteintes à l'environnement, il conviendrait de systématiser les études d'impacts et d'évaluation des coûts tant environnementaux que sociaux et économiques des activités touristiques et de la « mise en tourisme » de territoires. Il s'agit d'accompagner la puissance publique à « **anticiper pour ne pas regretter** », ce qui appelle à définir des systèmes locaux d'observation, de suivi et de veille des évolutions des activités touristiques, tout en développant des approches prospectives.

Faisabilité des profils de durabilité

La première étape consiste à sélectionner les destinations faisant l'objet d'une étude de cas : la destination correspond à une zone administrative, ayant une population permanente, allant d'une commune à une zone côtière équivalente NUTS 3 ; la destination ne comporte pas de grande agglomération telle que Barcelone, Casablanca ou Alexandrie ; le tourisme national et/ou international est une activité développée de manière significative dans la destination. Une fois la zone d'étude déterminée, toutes les données font référence à ce territoire. Une brève description de la destination est nécessaire, comprenant notamment ses caractéristiques géographiques et son réseau de transports, ainsi que ses limites spatiales.

L'étape suivante renvoie aux données et informations nécessaires pour évaluer la performance de l'activité touristique et son impact sur la destination.

Dans un premier temps, il est nécessaire de bien connaître l'offre et la demande de services touristiques qui représentent les **forces motrices** des évolutions de la destination. Il s'agit :

- des infrastructures touristiques telles que les hébergements, marinas, centres de congrès, golfs, restaurants, etc. Il est nécessaire de connaître la capacité des infrastructures (nombre de lits, nombre de places de bateaux, etc.) et la superficie occupée, ainsi que la catégorie des hébergements, pour évaluer le type de tourisme pratiqué dans une destination donnée ;
- des ressources touristiques, telles que les patrimoines historiques, culturels et naturels qui contribuent à l'attractivité de la destination ;
- des infrastructures générales nécessaires à l'activité touristique telles que les réseaux d'eau, de transport, d'énergie, les stations de traitement des eaux usées et des déchets, ainsi que leurs évolutions liées au développement touristique du territoire ;
- du nombre d'arrivées et de nuitées, par nationalité des touristes, ou a minima en distinguant la clientèle nationale des touristes étrangers, et par type d'hébergement. Ce sont des informations nécessaires pour évaluer l'intensité de l'activité touristique, la durée de la saison et le taux d'occupation.

Dans un second temps, les **résultats et performances** de l'activité touristique doivent être estimés. Il s'agit :

- des résultats économiques principalement représentés par les dépenses touristiques dans la destination (par nationalité et par type de touriste si possible) ;
- des emplois directs générés par la demande touristique dans le secteur de l'hôtellerie, les stations balnéaires, la restauration, les agences de voyages et de location de voitures, les loisirs, etc. ;
- de la pression environnementale provoquée par le tourisme, pression permanente (modification de l'occupation des sols) et pression opérationnelle (consommation d'eau et d'énergie, production de déchets et d'eaux usées), liée au nombre de touristes et à leur comportement, mais également aux caractéristiques des installations – notamment des hébergements.

Afin de réaliser des comparaisons dans le temps, il est nécessaire de mesurer les performances de l'activité touristique, exprimées « par nuitée » (par exemple, les dépenses et la consommation d'eau et d'énergie par nuitée), mais aussi « par lit » (par exemple, la création d'emplois par lit).

Dans un troisième temps, l'**impact** global de l'activité touristique sur l'**état de durabilité** de la destination doit être étudié. Il s'agit de déterminer la façon dont l'activité touristique a influencé l'efficacité économique, l'équité sociale et la préservation de l'environnement de la destination.

- En ce qui concerne l'**efficacité économique** d'un territoire, il est nécessaire de déterminer

la compétitivité de la zone à l'heure actuelle, sous l'influence du tourisme, et de fournir des informations sur ses perspectives.

- La **justice sociale/équité sociale** reflète la répartition/redistribution des bénéfices de la croissance économique liée au tourisme sur l'ensemble de la population locale. Elle peut être approchée par la structure et l'évolution de la population, de ses emplois et niveaux de revenu et de qualification, ainsi que par la cohésion sociale dans le territoire.
- La **préservation de l'environnement** renvoie à la capacité du capital naturel à assurer l'approvisionnement des biens et services environnementaux à une société donnée, à préserver les fonctions éco-systémiques face à la pression touristique, et plus largement à améliorer la qualité de vie. Composantes essentielles du produit touristique, les environnements bâtis et culturels sont pris en compte parallèlement à l'environnement naturel car ils contribuent à la qualité de vie, tout en étant des éléments cruciaux du produit touristique.

Cette approche méthodologique vise à déterminer dans quelle mesure l'activité touristique a influencé et influence l'évolution du PIB et la structure de l'économie locale³, l'évolution et la structure de la population, ainsi que la répartition des revenus, la disponibilité de l'eau, la qualité des sols, l'état de la biodiversité, le paysage et les autres composantes de l'environnement. Cette tâche n'est pas toujours aisée car l'état de durabilité de la destination ne résulte pas seulement de la performance et de l'impact du tourisme mais aussi des autres activités (y compris les activités répondant aux besoins de la population locale), ainsi que des évolutions économiques, technologiques, démographiques et environnementales locales, nationales et mondiales.

L'analyse des données collectées auprès des autorités locales et nationales et des entreprises touristiques doit permettre de comprendre les caractéristiques principales de chaque destination et ses évolutions (profil), de déterminer où se posent les problèmes de durabilité et de proposer des actions (mesures politiques) visant à améliorer l'état de durabilité. La dernière étape de l'étude consiste en une présentation transversale et une analyse comparative des études de cas afin de mettre en lumière les points communs et les différences entre les destinations méditerranéennes. Une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT) contribue à formuler les lignes directrices politiques nécessaires à l'amélioration de la durabilité du tourisme. L'expérience acquise par la synthèse des études de cas permet *in fine* d'élaborer un cadre régional pour la promotion du tourisme durable en Méditerranée.

3 Très souvent, le tourisme est « accusé » de porter atteinte aux activités traditionnelles d'un territoire en créant une situation de mono-activité qui fragilise l'économie locale et la rend dépendante des importations.

Le tourisme en tant que force motrice

Ce chapitre est dédié à la présentation des onze destinations étudiées à partir des informations quantitatives et qualitatives sur les forces motrices : l'offre (infrastructures et attractions touristiques), la demande (arrivées des touristes et nuitées), ainsi que les principales caractéristiques déterminantes dans le développement du tourisme et son impact sur la destination.

Présentation des destinations méditerranéennes étudiées

Les experts ont étudié les onze destinations suivantes (classées selon le nombre annuel de nuitées touristiques) :

Tableau 1 Destinations touristiques méditerranéennes étudiées

Pays	Destinations	Localisation
Turquie	Alanya	Sud-ouest de la Turquie, zone côtière de la région d'Antalya
Tunisie	Ile de Jerba	Gouvernorat de Médenine
Espagne	Torremolinos	Junta de Andalusia, Costa del Sol, province de Malaga
Egypte	Marsa Matrouh	Gouvernorat de Matrouh
Croatie	Rovinj	Comté d'Istrie
Maroc	Littoral de Tétouan	Région Tanger-Tétouan, provinces de Tétouan et de Tétouan
Egypte	Al Alamein	Gouvernorat de Matrouh
Algérie	Tipasa	Région Centre-Nord, Wilaya de Tipasa
Egypte	Oasis de Siwa	Gouvernorat de Matrouh
Italie	Castelsardo	Île de Sardaigne, région de Sardaigne
Italie	Cabras	Île de Sardaigne, région de Sardaigne

(*) La ville de Chefchaouen était initialement proposée comme destination à étudier au Maroc. Elle n'a finalement pas été sélectionnée en raison du manque de données disponibles.

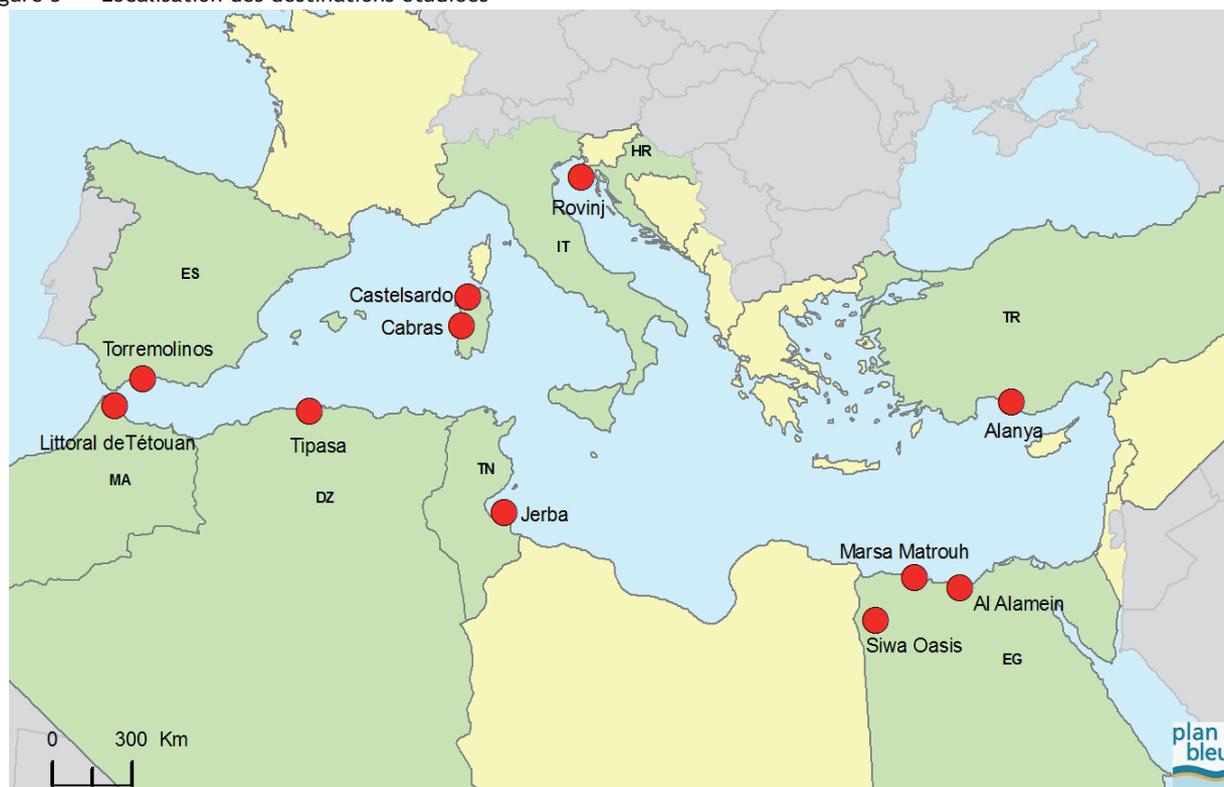
La sélection des destinations étudiées n'a pas vocation à déboucher sur un échantillon exhaustif des différents types de destinations méditerranéennes, ni à focaliser sur des cas particulièrement représentatifs du secteur touristique de chaque pays : par exemple, le littoral de Tétouan ne correspond pas au modèle dominant des destinations touristiques marocaines. Toutefois, même si les destinations étudiées ne sont pas strictement comparables (maturité, taille, caractéristiques générales), les territoires sélectionnés sont représentatifs de la diversité des destinations méditerranéennes et des différents niveaux de développement du tourisme dans la région.

Les destinations sont présentées par ordre en termes de nombre annuel de nuitées touristiques⁴ :

Alanya, dans la région d'Antalya au sud de la Turquie, est devenue, avec environ 150 000 lits, une importante zone touristique de l'est du bassin méditerranéen. Son développement est récent : en 1980, Alanya

4 Des données de base sur les destinations sont disponibles sur le site Internet du Plan Bleu.

Figure 3 Localisation des destinations étudiées



Source: Plan Bleu, 2012

comptait « seulement » 7 774 lits. La population a triplé en l'espace de trois décennies et la société est passée d'une « société anatolienne traditionnelle » à une « société moderne » (Tosun, 2011). Près de 10 000 résidents proviennent de divers pays européens. Le modèle de développement touristique est le même que dans la plupart des régions côtières méditerranéennes : incitations à l'investissement dans le tourisme, croissance peu maîtrisée des espaces bâtis, apparition brutale de grands hôtels le long du littoral d'Alanya et d'hôtels-clubs dans les zones et villes environnantes, touristes étrangers représentant 91 % de la clientèle. Cette destination diffère des autres en termes d'origine de la clientèle internationale : les ressortissants des démocraties de l'ex-Union soviétique sont les principaux clients de la destination (36,7 %), suivis par les Allemands (26 %). L'aéroport international d'Antalya, à 130 km à l'ouest d'Alanya, est le principal point d'accès des visiteurs étrangers.

L'île de Jerba est la plus importante destination de Tunisie : elle concentre environ 18 % de l'hébergement et de la fréquentation touristiques du pays. L'évolution de Jerba pour devenir une station touristique importante du bassin méditerranéen a commencé à la fin des années 1950, avec la création de l'un des premiers Club Med. Représentant le principal type d'hébergement, de très grands hôtels (plus de 500 lits), classés 5 et 4 étoiles et ouverts toute l'année, sont construits le long de la côte dans une zone exclusivement consacrée au tourisme. Les touristes européens, avec une majorité de Français (50 % de la clientèle internationale), arrivent par avion et représentent la principale clientèle de l'île. Jerba est desservie par un aéroport international, relié à 122 aéroports européens, et par 39 compagnies charter. L'île est également reliée au continent par la route, notamment via l'ancienne chaussée romaine.

Torremolinos est l'une des plus anciennes destinations touristiques méditerranéennes, dont le développement a commencé dans les années 1950, après la création des premières installations touristiques au cours des années 1940. Elle fait partie d'une destination plus vaste et très connue, la Costa del Sol, qui est active toute l'année en raison de son climat doux en hiver et chaud en été. Les hôtels et autres hébergements professionnels et privés s'étendent le long de la côte, à l'intérieur et autour de la ville, engendrant de très fortes densités du bâti. L'hébergement privé (appartements et maisons) s'est développé très rapidement au cours des dernières décennies, dépassant de loin l'hébergement professionnel. Torremolinos est ainsi devenue une zone résidentielle où plus de 26 % des résidents officiels sont étrangers, avec une majorité de Britanniques. La nationalité britannique est la plus représentée parmi les touristes

(23,7 %) dans une zone où la présence des touristes nationaux est également importante (39,4 %). En raison de l'importance croissante de l'hébergement privé et de la promotion foncière et immobilière, le tourisme est en perte de vitesse par rapport aux autres activités. Torremolinos est très bien connectée aux réseaux de transports : la destination est située à deux kilomètres de l'aéroport international de Malaga auquel elle est reliée par la voie ferrée, ainsi que par la route et l'autoroute.

Marsa Matrouh, située sur la côte méditerranéenne à 290 km à l'ouest d'Alexandrie, est la capitale du Gouvernorat de Matrouh. C'est la principale zone touristique du gouvernorat : environ 60 % des chambres d'hôtel de la côte nord de l'Égypte. Comportant une succession de baies et de plages, le littoral est l'une des spécificités et la principale attraction touristique de la zone. À la fin des années 1990, Marsa Matrouh adopte une politique touristique agressive : de nouveaux hôtels haut de gamme sont créés sur la côte en dehors de la ville et, en plus des hôtels, le secteur de l'immobilier réalise des appartements et d'autres unités d'hébergement secondaire, ainsi que des centres commerciaux. Les touristes nationaux sont la principale clientèle de la destination. Ils arrivent davantage en voiture et en train qu'en avion, même si l'implication des TO et la fréquence des vols charter augmentent.

Rovinj est une ville ancienne située sur la côte nord adriatique dans le comté d'Istrie (Croatie). C'est une destination mature d'ex-Yougoslavie, développée à partir des années 1960, très proche et très bien reliée par la route à plusieurs pays européens émetteurs de touristes : Italie, Slovénie, Autriche, Allemagne, République Tchèque, etc. 95 % de la clientèle de Rovinj est européenne et seulement 2,7 % des touristes sont Croates. L'influence italienne est particulièrement forte, ainsi que la présence d'Italiens qui représentent 11,4 % de la population permanente de la ville. L'attractivité de la destination est principalement due à la vieille ville pittoresque, avec de nombreux monuments intégralement protégés, au milieu d'une campagne restée à l'état naturel. Plusieurs espaces naturels sont protégés par différents dispositifs, tout comme le sont les 22 îlots habités qui contribuent à l'image touristique de la Croatie : navigation dans les îles de l'Adriatique. Le climat de Rovinj est influencé par sa proximité avec l'Europe centrale (5°C en janvier et 22°C en juillet), ce qui peut expliquer la forte saisonnalité : 90 % des nuitées sont réalisées entre juin et septembre. Les hébergements touristiques, en particulier des campings, petits hôtels et B&B, sont intégrés à la ville et offrent de larges disponibilités, avec près de 40 000 places et lits pour une population d'environ 20 000 habitants.

Sur la façade méditerranéenne du Maroc, le **littoral de Tétouan** est constitué d'une série d'espaces côtiers depuis la frontière avec la ville espagnole de Ceuta au nord jusqu'à la petite commune de Martil au sud. Le développement de cette zone dès les années 1960 a eu d'abord une orientation vers la clientèle internationale, soutenue par le pouvoir central et une participation active des entreprises publiques (plan de développement touristique), avec la création de villages de vacances en partenariat avec des investisseurs internationaux. La mer était et demeure la principale attraction de la destination. Très vite, le développement du tourisme dans la zone s'est pratiquement arrêté, les TO faisant preuve d'une nette préférence pour la façade atlantique au sud du pays où le climat permet de prolonger la saison touristique – notamment à Agadir. La nouvelle période de développement a commencé dans les années 1980 lorsque des investisseurs marocains ont racheté et/ou exploité une grande partie des hébergements touristiques construits pour les touristes internationaux. De nouveaux bâtiments ont été réalisés afin de répondre à une nouvelle demande, principalement nationale. Ainsi, le tourisme national s'est substitué au tourisme international après le retrait des TO et des grands opérateurs étrangers : les touristes internationaux, concentrés dans les villages touristiques, représentent à peine la moitié de la clientèle des hébergements officiels. Le tourisme national « résidentiel » (appartements, studios, villas, installations de tourisme social d'entreprises publiques et privées) représente près de 94 % des lits disponibles, les hôtels étant relégués au rang d'hébergement complémentaire. La période de construction touristique plus récente, à la fin des années 1990, résulte d'investissements locaux, nationaux et étrangers dans le foncier et l'immobilier. L'artificialisation du littoral est confirmée et presque toute la côte est désormais urbanisée. C'est la route qui dessert la destination « Littoral de Tétouan » ; la clientèle provient davantage de la façade atlantique du pays, notamment de la conurbation littorale qui s'étend de Casablanca à Kénitra en passant par la capitale Rabat, que de l'étranger. Tanger, avec son port et son aéroport international, est située à environ 80 km. La ville de Tétouan dispose aussi d'un petit aéroport à vocation nationale.

Al Alamein est l'une des stations touristiques les plus récentes parmi les destinations étudiées : développement au cours des deux dernières décennies. Dans les années 1950, les seuls touristes étaient les familles des soldats tués pendant la deuxième guerre mondiale ; le cimetière d'Al Alamein est encore l'une des attractions majeures en dehors du village touristique. La station Marina d'Al Alamein est un complexe touristique « autonome » composé de sept « villages » construits le long d'une plage de 15 km,

avec un accès réservé à une clientèle majoritairement composée de l'élite égyptienne (Rady, 2011) : catégories sociales aisées. L'aéroport d'Al Alamein est très récent et reçoit uniquement des vols nationaux. Les rares touristes internationaux arrivent via Alexandrie ou Le Caire. Cette destination est également reliée à Alexandrie et au Caire par voie routière et ferroviaire : environ 110 et 300 km respectivement.

Tipasa est une zone pilote de préservation et de développement des littoraux en Algérie (Grimes, 2011). C'est aussi une zone pilote pour le développement du tourisme, ainsi que la ville chef-lieu de la Wilaya de Tipasa Centre-Nord, à seulement 70 km d'Alger. Cette localisation proche de la capitale du pays est à l'origine d'une forte pression sur le foncier, notamment dans la zone côtière ; un tiers du littoral est urbanisé. Les places de camping (6 700 places) sont en nombre supérieur par rapport aux lits des hôtels (2 688) et attirent quasiment exclusivement des touristes nationaux. La Wilaya de Tipasa a un fort potentiel touristique, avec plusieurs « zones d'expansion touristique » réparties sur 1 510 hectares d'une bande côtière totalisant 104 km de linéaire. Le réseau routier et ferroviaire relie Tipasa à Alger et aux autres villes côtières où se concentre la majeure partie de la population algérienne.

L'oasis de Siwa est la seule destination non côtière du projet. Son caractère reste traditionnel, ses attractions sont principalement culturelles (monuments anciens, architecture traditionnelle), et son paysage est remarquable (bosquets de palmiers et d'acacias, lacs et sources d'eau, dunes de sable). Aux quelques hébergements d'entrée de gamme et de taille réduite dans le centre-ville, se sont ajoutés en périphérie des hôtels modernes, plus grands, et de nouvelles auberges écotouristiques. Siwa est reliée par différentes routes à Marsa Matrouh au Nord (310 km) et au Caire à l'Est (550 km).

Castelsardo est un village pittoresque de l'ouest de la Sardaigne, davantage réputé pour son architecture historique, son artisanat, son vin, sa tradition gastronomique et ses parcs naturels environnants, que pour son caractère côtier, bien qu'il dispose d'un port de plaisance d'environ 800 places. Sa capacité d'hébergement, composé de petits hôtels et de B&B (2 113 lits au total pour 5 795 habitants), est intégré à l'architecture locale traditionnelle. Les Italiens sont les principaux clients (69 %) et les Allemands (8 %) constituent la nationalité étrangère la plus représentée. Les différents ports et aéroports de Sardaigne proposent de multiples liaisons nationales et internationales ; des compagnies charter et *low cost* desservent l'île.

Cabras est située au centre-ouest de la Sardaigne, à 100 km environ des aéroports internationaux de

Cagliari et d'Alghero. C'est une destination qui mise sur ses atouts environnementaux et culturels : la création d'une aire marine protégée (AMP) explique principalement le développement du tourisme de nature, associé à des sites d'intérêt et à des zones spéciales de protection, des plages de sable, des îlots, etc. En termes de gouvernance, une nouvelle approche a été lancée par la municipalité de Cabras, appuyée par un projet spécifique du Ministère de l'environnement autour d'un « programme de gestion » articulé à l'AMP. Cette approche innovante consiste à activer un processus de développement participatif visant à définir un produit touristique global, résultant de l'interaction entre les domaines institutionnels, socio-économiques et productifs et le secteur du tourisme, capable de créer un système d'interconnexion exemplaire dans le contexte local, régional et méditerranéen (Satta, 2011). Cabras dispose d'une faible capacité d'hébergement (1174 lits), principalement dans les hébergements secondaires (fermes-auberges, maisons d'hôte), avec des flux touristiques en hausse depuis 1996. Plus de 20 000 nuitées par an sont enregistrées dans la destination. Il s'agit principalement d'une clientèle nationale (environ 75 %) provenant à hauteur de 48 % du reste de la Sardaigne. La durée moyenne des séjours touristiques s'élève à 3,45 jours, alors que les touristes étrangers (principalement allemands et français) ne séjournent que 2,14 jours en moyenne. La saisonnalité est très forte pour les touristes italiens, alors que la répartition des touristes étrangers est meilleure ; les touristes étrangers préfèrent venir en septembre qu'en août.

Le dynamisme des destinations⁵

L'analyse de l'offre touristique permet d'avoir une première idée de chaque destination, ainsi que de ses opportunités et contraintes. L'analyse de la demande permet ensuite d'apprécier l'intégration par le marché mondial du produit touristique proposé par la destination. L'évolution de l'offre et de la demande touristiques traduit le dynamisme de chaque destination et reflète la situation réelle de l'activité touristique.

Evolution de l'offre : hébergements touristiques, pression foncière, période opérationnelle

Les évolutions quantitatives et qualitatives de l'offre d'hébergement et de ses principales caractéristiques (catégorie, type d'hébergement,

⁵ De plus amples informations analytiques par destination sont incluses dans les rapports des études de cas et les tableaux de données disponibles sur le site Internet du Plan Bleu : <http://www.planbleu.org/publications/tourisme.html>.

type de construction, part de résidences privées) sont des paramètres importants pour évaluer la qualité du produit touristique et pour définir les différents types de destination. Ces paramètres permettent également de fournir des informations sur le cycle de vie des destinations et d'apprécier leur niveau de développement et de maturité.

Évolution de l'offre d'hébergement

Les principales caractéristiques de l'offre d'hébergement des destinations sont présentées de manière synthétique ci-dessous ; les destinations sont présentées par ordre en fonction du nombre annuel de nuitées touristiques :

Offre d'hébergement - Principales caractéristiques des destinations étudiées

Alanya : croissance rapide de tous les types d'hébergements touristiques de 1980 à 2008, avec une qualité en baisse en raison de l'augmentation des établissements d'entrée de gamme agréés par la municipalité. Constructions importantes sur le littoral, à l'intérieur et à l'extérieur de la ville.

Jerba : augmentation du nombre de lits dans les grands hôtels (capacité supérieure à 500 lits) officiellement haut de gamme (33 % de la capacité d'hébergement) dans une zone circonscrite en dehors des espaces habités par la population locale. Avec 45 000 lits concentrés sur 3,3 % de la superficie de l'île, la zone touristique instituée en 1973 est aujourd'hui considérée comme saturée.

Torremolinos : faible taux de croissance de l'hébergement hôtelier au cours des dernières décennies, avec des fluctuations selon les années. Les grands hôtels de 4 et 5 étoiles sont devenus majoritaires dans l'offre hôtelière, ce qui traduit le déclin des petites entreprises et des entreprises familiales. La zone résidentielle à croissance rapide dotée de lits dans des résidences privées (environ 64 000 lits) a dépassé la capacité de l'hébergement professionnel classique dans les hôtels (28 250 lits).

Marsa Matrouh : croissance du nombre de lits dans les hôtels haut de gamme en dehors de la ville chef-lieu de gouvernorat et des zones habitées.

Rovinj : les places de B&B et de camping sont plus nombreuses que les lits d'hôtel, avec un nombre réduit de grands établissements. Pas de changement significatif dans la structure de l'offre d'hébergement ; activités touristiques arrêtées de 1991 à 1995 pendant la guerre en ex-Yougoslavie.

Littoral de Tétouan : croissance rapide des résidences privées, progression de l'hébergement hôtelier le long de la côte.

Al Alamein : grands complexes touristiques implantés le long du trait de côte en position littorale et déconnectés de la ville. Développement touristique massif.

Tipasa : peu de lits dans les hôtels classés par rapport à l'hébergement saisonnier et aux campings.

Oasis de Siwa : progression du nombre de lits hôteliers. Efforts qualitatifs sur le plan architectural et en termes d'intégration à l'environnement local.

Castelsardo : progression du nombre de lits d'hôtel dans la ville. L'hébergement de faible qualité (sur la base de la classification par étoiles) mais « traditionnel » domine.

Cabras : peu de lits et sous-représentation des hôtels.

La pression touristique sur les zones côtières du bassin méditerranéen augmente nettement. Elle est davantage visible lorsque l'activité touristique est séparée de la ville et des autres activités, dans des destinations « anciennes » telles que Jerba et le littoral de Tétouan, ainsi que dans de « nouvelles » destinations comme la marina d'Al Alamein, que lorsque les usages du sol sont mixtes comme à Alanya, Cabras et Castelsardo, Marsa Matrouh, Rovinj et Tipasa, où l'offre touristique est davantage intégrée aux autres constructions et au bâti existant. Les projets de planification territoriale ne protègent pas suffisamment les zones littorales fragiles, fortement sollicitées pour différentes utilisations et principalement pour les projets immobiliers.

Dans les destinations matures telles que Jerba, Rovinj et Torremolinos, l'offre d'hébergement ne connaît plus d'expansion. À Torremolinos, ceci est dû au manque d'espace disponible pour la construction (phénomène de saturation), alors que pour les autres destinations cela semble dû à une décision des pouvoirs publics (planification territoriale).

En ce qui concerne la qualité des hébergements, 90 % des lits d'hôtel à Al Alamein se situent dans des hôtels 4 et 5 étoiles, 71 % à Alanya, 63 % à Torremolinos, 48 % à Jerba et 40 % à Marsa Matrouh. À l'opposé, Tipasa, Cabras et Siwa ne disposent pas d'hôtels haut de gamme.

Offres et produits touristiques des destinations

Le principal produit touristique du bassin méditerranéen est le tourisme dit 3S. Certaines destinations se développent de manière séparée, c'est-à-dire à distance et « indépendamment » des villes ou villages existants, parfois plus petits que la zone touristique, pour présenter une « image internationale » standardisée. D'autres destinations sont intégrées à la ville et l'influencent fortement sans nécessairement déformer la zone bâtie préexistante ; les extensions urbaines sont néanmoins inévitables.

En première approximation, nous pouvons classer les destinations comme suit :

1. **Destinations 3S internationales** : Alanya, Jerba et Torremolinos ;
2. **Destinations 3S nationales articulées à des villes préexistantes** : Al Alamein, Marsa Matrouh, Tipasa, le littoral de Tétouan ;
3. **Destinations de caractère, qualifiées a priori d'artisanales, offrant un produit touristique spécifique, valorisant les patrimoines et atouts locaux**, sans expansion importante de la superficie bâtie : Rovinj, Castelsardo, et surtout l'oasis de Siwa et Cabras.

Le développement de l'hébergement secondaire (B&B, pensions, villas, etc.), ainsi que des habitations de type résidentiel (résidences secondaires appartenant à des nationaux ou des étrangers) pour lesquelles il n'existe pas d'information quantitative exploitable pour l'ensemble des destinations, influence fortement l'analyse classique basée principalement sur les hôtels et hébergements assimilés.

En ce qui concerne la question « **Recul de l'offre hôtelière classique versus expansion du résidentiel et de la promotion immobilière** », même s'il n'existe pas d'information précise sur l'évolution de l'hébergement résidentiel privé et sur l'activité des opérateurs immobiliers qui alimentent l'offre d'hébergement, l'« hôtel classique » semble reculer par rapport au développement du résidentiel et de la promotion foncière et immobilière : résidences secondaires et hébergements alternatifs de type B&B, location chez l'habitant, appartements, villas, etc.

En effet, les collectivités territoriales et/ou d'autres acteurs institutionnels locaux ont tendance à céder aux sirènes des promoteurs immobiliers (création d'emplois dans le secteur de la construction, ressources fiscales), or les charges communales sont accrues et en inadéquation avec les taxes d'édilité, avec un excès de résidentiel :

- Au Maroc par exemple, on observe le glissement de projets d'aménagement touristique standard (complexes hôteliers) vers de simples opérations immobilières avec un « hôtel alibi » au milieu d'un projet résidentiel (Berriane, 2011) ; dans les projets touristiques présentant un équilibre « hôtels - résidences », il arrive que les hôtels ne soient finalement pas réalisés et laissent la place à d'autres types de constructions (supermarché par exemple).
- En Croatie, pays en voie de devenir le 28^{ème} membre de l'Union européenne en 2013, une nouvelle législation sur la construction est adoptée : celle-ci ne fait presque pas de distinction entre les résidences secondaires et permanentes, tout en permettant une transformation des capacités d'hébergement touristique en résidences secondaires. La construction de résidences secondaires devient un problème sérieux qui accélère de manière inquiétante le mitage des espaces côtiers et les extensions urbaines horizontales dévoratrices d'espaces naturels, agricoles et boisés (Klaric, 2011).

En outre, les experts s'entendent généralement sur le fait que *laisser faire le marché, c'est laisser faire la construction débridée*. Face au développement incontrôlé du résidentiel, ils estiment qu'avant

d'ouvrir de nouveaux espaces au tourisme, il y a lieu de densifier les territoires déjà « mis en tourisme » : cela permet de concentrer les impacts environnementaux sur des territoires circonscrits et de préserver les rares espaces encore naturels.

Toutefois, plutôt que d'incriminer les nouvelles formes d'hébergement, il semble pertinent de les considérer comme une réponse à des demandes émergentes, souvent nationales, familiales et populaires, qui correspond aux aspirations de nouveaux gisements de clientèle. Il est donc nécessaire de trouver des alternatives pour intégrer aux circuits établis les nouvelles offres souvent informelles, et ainsi les soumettre à l'impôt de la manière la plus juste possible : gisement de fiscalité locale.

Pressions environnementales et sociales du tourisme

Les paragraphes suivants abordent la question de la pression exercée par les activités touristiques sur la population locale et l'environnement. D'une part, les indices de pression (*Tableau 2*) sont associés au nombre de lits rapporté au nombre d'habitants de chaque destination : indice de pression du tourisme sur la population, pression sociale. D'autre part, ils sont influencés par l'espace occupé par les hébergements touristiques : indice de pression du tourisme sur l'espace et l'environnement, pression environnementale. Dans certains cas, la destination est déconnectée de la ville et elle est très bien délimitée. Dans d'autres cas, cette délimitation est assez difficile à réaliser, étant donné

que l'activité touristique est répartie dans la ville ou concentrée dans une partie bien délimitée de la ville. Cela dépend également du nombre de résidences secondaires, qui augmente dans toutes les destinations, même si les informations quantitatives permettant d'appuyer cette affirmation ne sont pas disponibles pour toutes les destinations.

Alanya, qui dispose de la plus grande capacité hôtelière des destinations étudiées, présente un très fort indice de pression sociale (lits/habitants), avec une pression environnementale assez faible (lits/superficie) car la zone administrative est assez grande (1 756 km²) : espaces boisés de l'arrière-pays. L'indice de pression environnementale est multiplié par 57,4 sur la bande littorale (*Tableau 2, Figure 4*) ; l'activité touristique est concentrée le long de la côte.

À Jerba, la superficie administrative des deux municipalités concernées par l'activité touristique (Houmt Souk et Midoun) est de 371,31 km², la superficie de la zone touristique délimitée par Chapoutot (2011) est d'environ 100 km², enfin la zone côtière où les hôtels sont réellement situés ne représente que 12,6 km² ; les hôtels sont concentrés dans une zone touristique délimitée et séparée. Rapportée à la surface de la zone où les hôtels sont concentrés, l'indice de pression environnementale est multiplié par 30 par rapport à la pression exercée sur la superficie administrative.

Dans le cas de Torremolinos, où la zone touristique et la ville se confondent dans un espace très réduit

Tableau 2 Indices de pression des hébergements touristiques sur les destinations (Destinations classées par type, puis par ordre alphabétique)

Types de destinations	Destinations internationales 3S, tourisme balnéaire de masse			Destinations nationales 3S, glissement vers le résidentiel				Destinations de caractère, valorisation des spécificités locales			
	Alanya	Jerba	Torremolinos	Al Alamein	Marsa Matrouh	Littoral de Tétouan	Tipasa	Cabras	Castel Sardo	Rovinj	Oasis de Siwa
(Lits + places de camping) / pop. de la zone touristique	1,60	0,54	0,46	5,33	0,30	0,05	0,04	0,20	0,35	2,75	0,31
(Lits + places de camping)* / superficie de la zone administrative	84,04	122,89	1 389,73	123,66	96,94	25,47	25,03	11,13	44,35	328,08	18,98
(Lits + places de campings)* / superficie de la zone touristique	4 822,58	3 850,72	3 415,71	138,67	130,00	1 035,20	391,93	11,13	44,35	328,08	22,86
Lits + places de camping	147 571	45 631	28 752	2 400	6 000	7 029	8 930	1 761	2 017	39 167	1 000

Source : Données fournies par les experts, calculs de l'auteur. * Pour la pression environnementale, l'hypothèse posée consiste à considérer qu'une place de camping représente 20 % de la pression d'un lit d'hôtel.

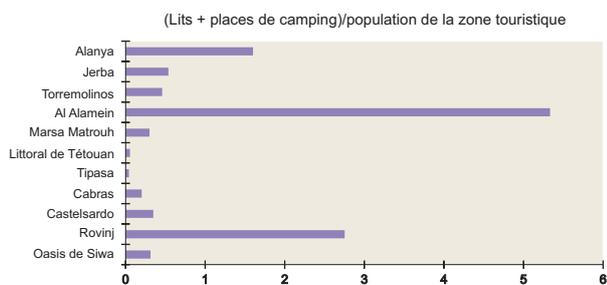
(seulement 8,3 km²), la pression environnementale est extrêmement élevée. Il en est de même pour la pression sociale, surtout si l'on prend en compte non seulement les lits touristiques (28 250), mais également les lits dans les résidences secondaires (estimés à 64 160).

En ce qui concerne la pression sociale, les destinations peu peuplées et au modèle de développement intégré (Castelsardo et Siwa) affichent un indice relativement élevé, même si les nuitées des touristes sont en nombre réduit par rapport aux destinations de tourisme balnéaire de masse.

Les destinations déconnectées des agglomérations présentent une faible pression sociale : les employés se déplacent quotidiennement pour travailler dans la zone touristique, « grande usine » à l'extérieur de la ville. C'est le cas d'Al Alamein, où une zone touristique de 2 000 lits dans les hôtels (indice social de 5,33) et 12 600 lits dans les résidences secondaires est située près d'un petit village de 1 841 habitants.

En outre, il convient de souligner que tous les types d'hébergement n'exercent pas la même pression environnementale : les 17 000 places de campings à Rovinj (43,5 % de l'ensemble de l'hébergement) consomment moins de terrain et de ressources (espace, eau, etc.) que le même nombre de lits dans des hôtels⁶.

Figure 4 Indice de pression sociale



Source : données fournies par les experts, calculs de l'auteur. Destinations classées par type, puis par ordre alphabétique.

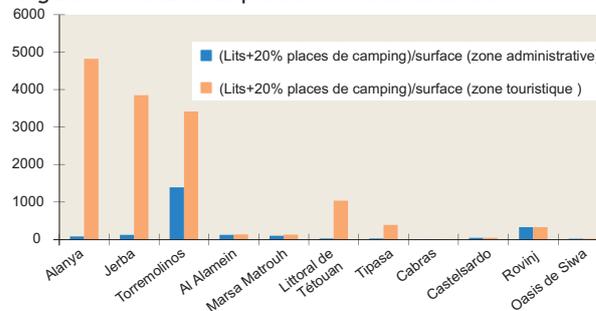
Sur la Figure 4, en dehors du cas extrême d'Al Alamein, deux destinations présentent une pression sociale élevée, Rovinj et Alanya, avec plus d'un lit touristique par habitant.

La Figure 5 montre que la pression environnementale diffère en fonction de la zone prise en compte : zone administrative ou touristique. Pour la zone administrative, seule Torremolinos présente un

6 Sur la base de références existantes et des conclusions de réunions d'experts, nous avons considéré qu'une place de camping exerce 20 % de la pression d'un lit d'hôtel en termes de consommation d'espace, d'eau et d'énergie.

résultat très élevé, suivie de Rovinj. Pour la zone touristique, Alanya, Jerba et Torremolinos, les trois plus grandes destinations du projet, ont une pression environnementale plus importante, avec plus de 3 000 lits par km². Le littoral de Tétouan dispose de plus de 1 000 lits par km².

Figure 5 Indice de pression environnementale



Source : données fournies par les experts, calculs de l'auteur. Destinations classées par type, puis par ordre alphabétique.

La pression environnementale est également engendrée par les résidences secondaires, même si elles sont utilisées par leurs propriétaires pendant une période plus courte : de 30 à 60 jours par an, principalement pendant la haute saison, lorsqu'elles ne sont pas mises en location pendant une période plus longue ou occupées par des retraités. Al Alamein, Marsa Matrouh, le littoral de Tétouan et Torremolinos disposent d'un nombre de lits supérieur dans les résidences secondaires que dans les hôtels. Même si leurs utilisateurs ont des comportements différents des touristes 3S (moindres dépenses, mobilité réduite dans la destination), leurs effets doivent néanmoins être pris en compte car ils modifient l'utilisation des sols, consomment des ressources, produisent des déchets, participent aux embouteillages, etc.

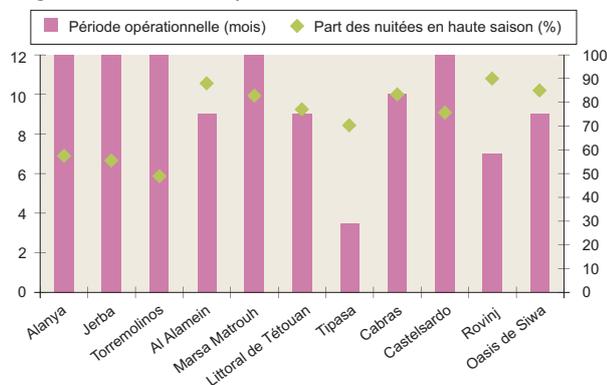
Période opérationnelle et effets de la saisonnalité

La période opérationnelle correspond à la période au cours de laquelle les entreprises touristiques sont ouvertes pour recevoir les touristes ; il existe une corrélation entre la période opérationnelle d'une destination et sa saisonnalité. Le climat, le type de produit (3S ou « 3S étendu »⁷) et l'organisation du marché du tourisme sont des paramètres importants qui influencent la durée de la saison touristique. De plus, la diversification du produit touristique offert par

7 Nous considérons comme produit « 3S étendu » les cas où la principale motivation des touristes est identique à celle du tourisme 3S (détente et loisirs), mais où les touristes participent à des visites organisées ou à d'autres activités dans la zone. Dans les destinations où les TO dominent le marché, ces activités sont souvent proposées aux clients par les guides accompagnateurs.

une destination est une stratégie courante permettant de prolonger la saison. Par exemple, Alanya, Jerba et Torremolinos sont des destinations opérationnelles toute l'année (Figure 6), avec des touristes internationaux qui arrivent via les TO : ces derniers ont lancé diverses stratégies de diversification du produit (sans toujours valoriser les atouts locaux), en ajoutant de nouvelles activités et attractions pour attirer les touristes en basse saison. Pour le cas de Torremolinos, cette stratégie destinée à allonger la saison touristique semble assez inefficace – malgré son coût élevé –, comme le montre le nombre élevé de lits non opérationnels en janvier, ce qui explique pourquoi les opérateurs se tournent vers la clientèle nationale afin de compenser le manque d'arrivées internationales en basse saison.

Figure 6 Période opérationnelle et saisonnalité



Source : données fournies par les experts, calculs de l'auteur.

De manière générale, la forte implication des TO qui commercialisent le produit touristique des destinations internationales 3S (Alanya, Jerba, Torremolinos) semble conduire à une période opérationnelle plus longue, ce qui traduit des stratégies d'atténuation des effets de la saisonnalité par rapport aux autres types de destinations. Les TO cherchent à développer un « tourisme toute l'année », en lien avec les compagnies aériennes et les hôteliers, tout en retenant différents facteurs de diversification du produit touristique pour allonger la saison.

Les destinations de caractère, dites artisanales, avec un développement spontané / non-planifié par les acteurs locaux, n'ont souvent pas les moyens de mettre en œuvre de telles stratégies destinées à allonger la saison touristique ; la faible implication des TO peut expliquer la forte saisonnalité des activités touristiques à Cabras, Castelsardo, Rovinj et Siwa. Toutefois, lorsqu'une destination est géographiquement proche de la clientèle qui voyage par ses propres moyens, comme c'est le cas pour Rovinj, la période opérationnelle peut être plus longue – même si la répartition des arrivées touristiques n'est pas équilibrée sur l'ensemble de l'année.

En outre, les destinations nationales (Cabras, Castelsardo, Al Alamein, Marsa Matrouh, le littoral de Tétouan et Tipasa) présentent une période opérationnelle plus courte et une saisonnalité plus forte que les destinations internationales, ainsi qu'une fréquentation importante dans les résidences secondaires et l'hébergement non déclaré.

Évolution de la demande : nationalités des touristes, durée moyenne des séjours, taux d'occupation

La dépendance d'une destination par rapport aux TO et/ou au nombre réduit de nationalités des touristes peut la placer dans une situation délicate. De plus, si on distingue les destinations « internationales versus nationales » selon les nationalités des arrivées et des touristes accueillis dans les structures d'hébergement professionnel, le développement rapide des résidences privées se généralise et engendre une nouvelle catégorie de destinations : les destinations résidentielles.

Clientèles des destinations et dépendance vis-à-vis des tours opérateurs

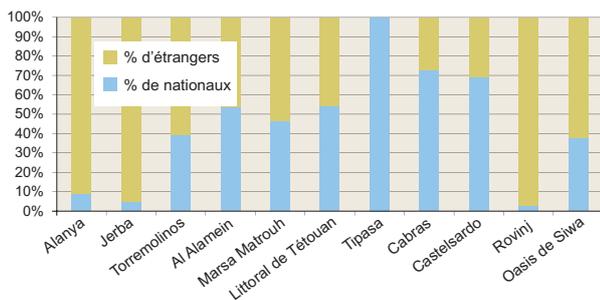
Lorsque l'on classe les destinations en fonction de la nationalité des touristes, on distingue généralement deux groupes : les destinations internationales où au moins la majorité des touristes sont étrangers et les destinations nationales où la majorité des touristes est constituée de nationaux.

Les onze destinations étudiées peuvent être classées comme suit :

- Les **destinations internationales** : Alanya, Jerba, Rovinj, Siwa et Torremolinos reçoivent plus de touristes étrangers que de nationaux (Figure 7). À Jerba, les touristes français, qui sont de loin la première nationalité des arrivées, représentent 50 % des nuitées ; les touristes français, allemands et italiens représentent plus de 80 % de la clientèle (Figure 8). Les touristes internationaux sont également les principaux clients de Rovinj : Allemands (32 %), Italiens (14 %) et Autrichiens (12 %). À Alanya, les touristes des nouvelles démocraties de l'ex-Union soviétique représentent 36,7 % et les Allemands 27 % ; aucune autre nationalité ne dépasse les 7,5 %. À Torremolinos, les Espagnols représentent 39,4 % de la clientèle et arrivent devant les Anglais et les Allemands qui regroupent 33,8 % des arrivées. Enfin, les Italiens représentent 41,6 % de l'ensemble des nuitées enregistrées à Siwa.

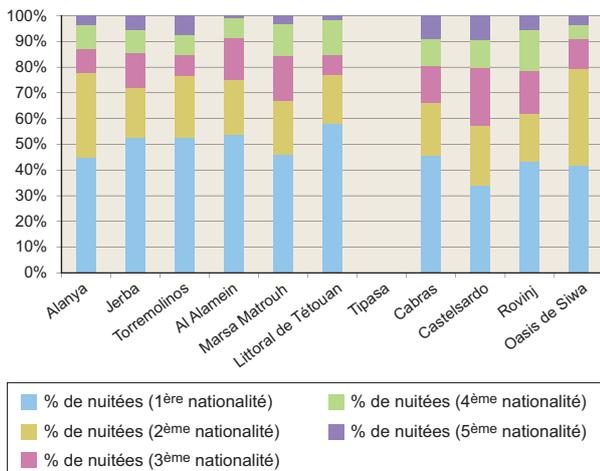
- Les **destinations nationales** : Al Alamein, Marsa Matrouh et le littoral de Tétouan accueillent une majorité de clients nationaux, mais la présence des touristes étrangers est loin d’être négligeable (Figure 7). La clientèle nationale domine à Castelsardo et à Cabras, avec respectivement 67,1 et 75 % d’Italiens. Enfin, les touristes étrangers sont quasiment inexistant à Tipasa.

Figure 7 « Internationalisation » des destinations



Source : données fournies par les experts, calculs de l’auteur. Destinations classées par type, puis par ordre alphabétique.

Figure 8 Nuitées des cinq nationalités étrangères les plus représentées (%)



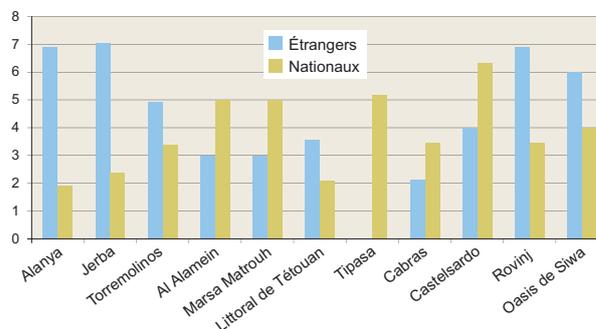
Source : données fournies par les experts, calculs de l’auteur. Destinations classées par type, puis par ordre alphabétique.

Le degré de dépendance d’une destination peut être évalué si l’on analyse en parallèle les informations de la Figure 7 et de la Figure 8. Jerba est le cas le plus extrême : la destination dépend à plus de 90 % des touristes étrangers et à 50 % d’une seule nationalité. Toutes les destinations internationales ont une forte dépendance par rapport aux touristes des cinq nationalités les plus représentées.

La durée moyenne du séjour est généralement plus longue pour les touristes internationaux qui sont retenus dans les hôtels par les TO (forfait) et qui arrivent de plus loin que les touristes nationaux

(Jerba : 7 jours pour les étrangers - 2,4 jours pour les nationaux ; Alanya : 6,9 - 1,9) (Figure 9). Les TO ont une forte présence dans trois destinations étudiées : à Alanya, où ils gèrent 88,3 % des arrivées et séjours des touristes étrangers, à Jerba (77,9 %) et à Torremolinos (69,4 %). Lorsque l’implication des TO est forte, la durée moyenne du séjour dans une destination est généralement plus longue car les TO cherchent à « bloquer » les clients dans un seul lieu (destination, hébergement) et le plus longtemps possible afin de réduire les coûts ; ils organisent des excursions dans la région environnante.

Figure 9 Durée moyenne de séjour des touristes nationaux et étrangers (nuitées)



Source : données fournies par les experts, calculs de l’auteur. Destinations classées par type, puis par ordre alphabétique.

Dans certains cas, la différence entre les touristes nationaux et étrangers en termes de durée moyenne des séjours n’est pas significative : Torremolinos par exemple, avec 4,9 nuitées en moyenne pour les étrangers⁸ contre 3,4 pour les Espagnols (Figure 9). Les touristes nationaux peuvent même séjourner plus longtemps dans la destination que les touristes étrangers : c’est le cas à Cabras et Castelsardo, avec respectivement 2,12 et 4 nuitées en moyenne pour les étrangers contre 3,4 et 6,3 pour les Italiens. Cette situation est fréquente lorsque les touristes internationaux n’arrivent pas via un voyage organisé et choisissent de ne pas rester dans la même destination pendant toutes leurs vacances ; ils préfèrent visiter une zone plus étendue (la Sardaigne par exemple). Lorsque les touristes effectuent un circuit itinérant pendant leurs vacances, par exemple en Sardaigne ou en Andalousie, le séjour moyen dans un hôtel est plus court.

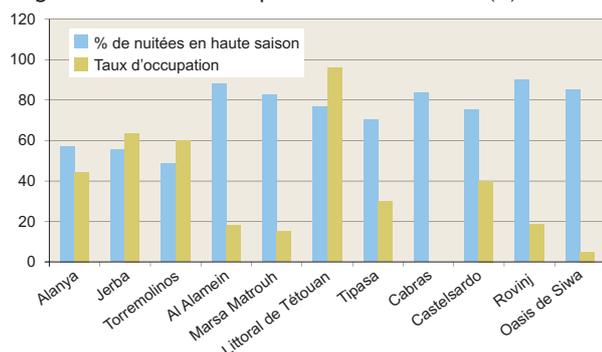
Taux d’occupation des hébergements, saisonnalité de la fréquentation touristique

Les évolutions de la saisonnalité et du taux d’occupation permettent de suivre les changements en termes d’attractivité d’une destination et de retombées économiques pour les entreprises locales.

8 5,8 en 2004.

Le phénomène de saisonnalité est atténué dans les destinations où les TO sont présents telles qu'Alanya, Jerba (où 55,5 % des nuitées sont réalisées entre juin et septembre) et Torremolinos (Figure 10). A contrario, la saisonnalité est très forte à Rovinj (89,9 %), Cabras (83,5 %), dans les destinations égyptiennes (plus de 80 %) et à Castelsardo (75,4 %) ; à Siwa, qui n'est pas une destination balnéaire, la haute saison est en hiver.

Figure 10 Taux d'occupation et saisonnalité (%)



Source : données fournies par les experts, calculs de l'auteur. Destinations classées par type, puis par ordre alphabétique.

À Torremolinos, les évolutions sont négatives que ce soit en termes de nuitées (-5 % de 1999 à 2007) ou en termes de taux d'occupation des hébergements professionnels (de 82,2 % en 1999 à 70,7 % en 2007, avec une estimation de 10 points de moins pour 2008) ; la baisse du taux d'occupation s'explique principalement par l'augmentation de l'offre en lits alors que la demande diminue (Navarro Jurado, 2011). Le taux d'occupation moyen annuel des hébergements professionnels est de 63,7 % à Jerba, et seulement 44,4 % à Alanya qui est une destination internationale moins mûre que les deux précédentes. Il est estimé à 40 % à Castelsardo (où la période opérationnelle est annuelle) et à seulement 18,5 % à Rovinj – avec une période opérationnelle de sept mois par an.

Diversification des produits touristiques : qualité, attractions, infrastructures

La diversification d'un produit pour faire face à la concurrence est une stratégie bien connue dans toutes les branches de l'économie. Dans le domaine du tourisme, la multiplication depuis cinquante ans des destinations balnéaires 3S dans le monde entier, offrant presque partout le même produit, a engendré une concurrence féroce entre les destinations de tourisme de masse. La concentration du marché auprès de quelques grands TO n'a fait qu'empirer la situation.

Dans les destinations étudiées, différentes stratégies ont été mises en œuvre pour conserver les parts de

marché existantes ou pour en gagner de nouvelles. Les principaux outils sont la mise à niveau de la qualité des services touristiques de base (notamment pour l'hôtellerie et la restauration), la création de nouvelles infrastructures touristiques, et l'exploitation des ressources naturelles et culturelles locales.

Pour ce qui concerne les services, les attractions et les activités touristiques, les rapports des experts mettent en lumière les points suivants :

- **Les destinations internationales** telles qu'Alanya, Jerba et Torremolinos :
 - ont diversifié le produit balnéaire par de nombreuses infrastructures relativement importantes et ayant peu de rapport avec les caractéristiques locales : golfs, casinos, centres de thalassothérapie, parcs à thème, qui font partie des infrastructures les plus courantes dans les destinations du monde entier ;
 - disposent de peu d'attractions spécifiques en dehors des plages qui sont très artificialisées. Les plages sont surtout utilisées pour faire des photos car les touristes se baignent davantage dans les piscines⁹ ;
 - n'ont pas exploité leurs propres atouts et potentiels (naturels, historiques, culturels, patrimoniaux) pour créer de nouvelles attractions. Les attractions autre que la plage demeurent en nombre réduit et sont utilisées par les touristes 3S « à côté de la plage » pour se divertir pendant leur séjour. Les touristes choisissent rarement de visiter la destination spécialement pour ce type d'attractions standardisées.
- **Les destinations nationales** telles qu'Al Alamein, Marsa Matrouh, le littoral de Tétouan et Tipasa :
 - n'ont pas créé d'infrastructures spécifiques pour diversifier le produit 3S ;
 - disposent néanmoins d'attractions particulières liées à leur patrimoine culturel et naturel, encore peu valorisé, et à leurs caractéristiques urbaine et périurbaine.
- **Les « destinations de caractère »** telles que Cabras, Castelsardo, Rovinj et Siwa :
 - ont assez peu diversifié leurs infrastructures touristiques ;
 - disposent de nombreuses attractions particulières qui demeurent encore sous-exploitées (hormis à Rovinj qui est une destination à part : il s'agit d'une ancienne ville touristique, une destination mature, qui a des caractéristiques communes avec les destinations internationales 3S).

9 Le nombre de piscines dans ces destinations dépasse l'entendement, comme cela peut être constaté sur les images satellite.

Analyse systémique et conclusions préliminaires

Dans cette section, nous tentons d'expliquer les différences observées entre les trois types de destination, en apportant une première appréciation de leur état de durabilité à partir des constats sur l'offre et la demande touristiques. Pour pouvoir expliquer les divergences, il est nécessaire d'étudier les différentes composantes et le rôle des divers acteurs du système touristique (destination).

Évolution du rôle des acteurs externes : échelle internationale

Les consommateurs, les touristes. Ils peuvent être classés en de nombreux groupes aux motivations plurielles en ce qui concerne leurs vacances, et il existe également de nombreuses différences au sein des groupes. Le revenu, l'expérience (notamment en matière de voyage), le niveau de formation, la sensibilité à l'environnement, le mode de vie, sont autant de facteurs engendrant des motivations variées. Si les touristes sont à la recherche de différents produits, la détente « passive » sous le soleil reste le produit le plus courant, même si le tourisme « actif », l'écotourisme ainsi que le tourisme responsable et solidaire gagnent des parts de marché. Parmi les destinations étudiées, seules quatre d'entre-elles (Cabras, Castelsardo, l'oasis de Siwa et Rovinj) semblent avoir un profil différent des stations balnéaires de tourisme de masse, mais elles reçoivent relativement peu de visiteurs, hormis Rovinj qui associe les caractéristiques d'une destination balnéaire et internationale avec la valorisation des caractéristiques culturelles et naturelles.

Les investisseurs. Une évolution importante s'est produite au cours des trente dernières années : les spéculateurs ont pris la place des investisseurs. Cette évolution se traduit par l'investissement massif de capitaux privés nationaux et internationaux dans le foncier et l'immobilier. Ces investisseurs visent un profit à très court terme, contrairement aux hôteliers qui avaient une vision à plus long terme. Ce changement a transformé le tourisme en une activité résidentielle parallèle. Les résidences secondaires et les maisons de vacances ne sont pas un phénomène nouveau : l'élément nouveau est leur production de masse au sein et aux alentours des destinations touristiques, grâce aux prêts bancaires et aux aides gouvernementales (incitations). Les propriétaires des résidences et des complexes résidentiels se comportent comme des « spéculateurs », utilisant

les sociétés immobilières pour louer leurs biens, en cherchant à optimiser le plus rapidement possible le retour sur investissement. Cette tendance est très nette dans des destinations internationales 3S, notamment à Torremolinos et Alanya, ainsi que dans certaines destinations nationales telles que le littoral de Tétouan par exemple. La situation est différente dans les destinations dite artisanales ou de caractère, alternatives au modèle dominant, où les investissements fonciers et immobiliers dans le secteur résidentiel sont plus faibles.

Les tours opérateurs (TO) ont fortement influencé le tourisme mondial, ainsi que le modèle de développement au sein des destinations depuis soixante ans. Ils ont fait découvrir des destinations (Club Med à Jerba et sur le littoral de Tétouan), les ont « poussées » à se développer, parfois de manière peu maîtrisée (Alanya et Torremolinos), ont abandonné certaines destinations lorsque leurs objectifs n'étaient pas compatibles avec les caractéristiques et/ou réglementations locales (par exemple, le littoral de Tétouan). Les TO ont également façonné les destinations par leurs interventions directes et indirectes : de grands immeubles le long du littoral avec des plages privées, des piscines dans toutes les catégories d'hébergement parce qu'elles sont devenues indispensables à la venue des clients (même quand l'hôtel est proche d'une magnifique plage), des aménagements paysagers et architecturaux sans référence aux caractéristiques climatiques et naturelles de la destination, de nouvelles infrastructures en vue de la « renaissance » ou de la diversification des destinations mais à coût économique et environnemental élevé (par exemple, les golfs, centres des congrès, plans d'eau, parcs à thème, recharge des plages en sable). Les « destinations de caractère » ne dépendent pas des tours opérateurs – même s'ils sont présents à Siwa.

Les compagnies aériennes low cost représentent un nouvel acteur influençant fortement le tourisme et les destinations résidentielles. Elles ont tendances à se substituer au rôle des TO dans l'une de leurs fonctions principales : le voyage à bas coût, avec une meilleure répartition spatiale des départs grâce à l'utilisation d'aéroports situés en périphérie des villes.

Les « destinations concurrentes » (nouvelles destinations). S'il y a trente ans, la rive nord de la Méditerranée pouvait être considérée par les touristes et les opérateurs touristiques comme la « limite » du monde civilisé, où n'importe quel touriste européen prudent pouvait voyager, ce n'est plus le cas aujourd'hui. D'une part, quasiment l'ensemble

du bassin méditerranéen est désormais considéré comme facilement accessible et sécurisé. D'autre part, de nombreuses autres régions du monde, telles que l'Amérique du sud et l'Amérique centrale, les pays des océans pacifique et indien, incitent les touristes des pays développés à les visiter, que ce soit pour la détente (en proposant l'équivalent du produit 3S à des tarifs plus bas et en version plus exotique que dans les destinations méditerranéennes matures) ou pour explorer les différentes civilisations et environnements naturels. Ainsi, l'offre augmente dans des pays qui proposent un produit international équivalent (standardisation) à des prix compétitifs voire très bas.

Les organismes internationaux et les ONG internationales sont actifs dans la protection des cultures, monuments, espèces, écosystèmes, directement ou indirectement via les acteurs locaux. L'UNESCO est de loin l'organisme qui a le plus sensibilisé les mentalités aux besoins de développement des populations locales.

Evolution du rôle des acteurs internes : échelles nationale et locale

Les acteurs nationaux (gouvernement, autorités centrales de planification) ont un rôle crucial dans la mise en tourisme des territoires, notamment dans les pays du sud de la Méditerranée ayant un système politique centralisé. Leurs priorités économiques, sociales et environnementales, exprimées par des actions concrètes – incitations aux investissements, actions environnementales, plans touristiques tels que le « *Schéma Directeur d'Aménagement Touristique* » et les « *Zones d'Expansion Touristique* » en Algérie, le « *Plan d'Aménagement Touristique* » à Jerba, le « *Plan de Développement* » et les « *Zones d'Aménagement Prioritaires* » au Maroc –, ont posé le cadre du développement touristique. Face au retard en termes de développement par rapport aux pays européens, les mesures retenues dans plusieurs PSEM ont engendré des résultats économiques à court terme : apport de devises, création d'emplois, diversification des activités économiques, développement infrastructurel régional. Cependant, l'évaluation à long terme de l'efficacité de telles mesures est rarement réalisée. Par ailleurs, on retiendra en première approximation que la planification territoriale est efficace dans les destinations sardes et à Rovinj.

Les autorités locales peuvent avoir un rôle significatif dans les pays européens où la décentralisation des décisions est effective, soit en favorisant les actions

de développement et de gestion afin d'améliorer le produit touristique, soit en faisant la promotion de la destination. À Torremolinos, la municipalité a entrepris différentes démarches (diversification du produit touristique, recharge des plages en sable) afin d'inverser la tendance négative de cette destination mais sans suspendre l'expansion de l'offre. À Cabras, les autorités locales et les acteurs privés sont à l'initiative d'un plan de développement spécifique basé sur les atouts locaux : création d'une AMP.

Les entrepreneurs locaux et nationaux participent au développement du tourisme en investissant dans l'hôtellerie - restauration et les agences de location ; ils essaient de tirer profit de la nouvelle demande créée par le tourisme. A l'échelle municipale, « l'auto-détermination » de la population locale observée à Cabras est l'un des rares exemples de réaction commune à la demande touristique grandissante.

La population locale, en particulier les femmes et les jeunes, a trouvé des opportunités d'emploi localement dans le secteur du tourisme, même si les inégalités sociales demeurent un problème dans pratiquement toutes les destinations étudiées, sauf à Cabras.

Les ONG locales (environnementales ou non) ne semblent pas particulièrement actives ou impliquées dans les destinations étudiées.

Conclusions préliminaires

Même s'il est difficile de dresser une typologie homogène, **il est possible de classer les destinations étudiées selon trois catégories :**

- **Destinations balnéaires internationales 3S :** Alanya, Jerba et Torremolinos. Ces destinations sont des stations touristiques relativement matures¹⁰, avec une organisation « industrielle » : grands hôtels, infrastructures et activités touristiques importantes, division des tâches entre les employés et les fonctions de gestion, d'encadrement et de marketing. La présence étrangère est importante : investisseurs, TO et touristes. Les trois destinations présentent des problèmes de saturation voire de déclin et cherchent à diversifier leur produit touristique (*renaissance*).
- **Destinations nationales 3S articulées à des villes préexistantes :** Al Alamein, Marsa Matrouh, le littoral de Tétouan et Tipasa. Ces destinations sont en phase de développement (ou de renouveau pour le cas de Tétouan), avec à une organisation mixte composée d'entreprises (hébergements

¹⁰ Même si le développement d'Alanya est plus récent, le modèle de développement touristique est équivalent.

notamment), un nombre réduit d'infrastructures touristiques, une extension du résidentiel et des activités autres que touristiques. La présence des acteurs nationaux est importante : investisseurs et touristes.

- **Destinations de caractère, qualifiées a priori d'artisanales, valorisant les atouts et patrimoines locaux**, sans expansion significative de la superficie bâtie : Castelsardo, Rovinj et plus particulièrement Cabras et Siwa. Ces destinations se développent grâce aux petites entreprises familiales (dans lesquelles la division des tâches n'est pas clairement définie), un nombre réduit d'infrastructures et des activités autres que touristiques. La présence des acteurs locaux est importante pour ce qui concerne les initiatives et investissements touristiques privés. Ces destinations sont intégrées aux villes et villages préexistants, et leur attractivité se base sur leurs caractéristiques culturelles et naturelles. Rovinj, en tant que destination mature, présente des différences importantes : par exemple, présence de très grands hôtels.

Les effets des tendances observées sur l'état de durabilité des territoires touristiques sont variés car les destinations présentent des caractéristiques, des modes de développement et des niveaux de maturité différents à prendre en compte dans l'analyse de leur cycle de vie. Au terme de cette première analyse du marché du tourisme et de son système d'acteurs, quels facteurs peuvent être considérés comme influençant l'état de durabilité des destinations ?

- L'augmentation de l'offre d'hébergement touristique, sans prendre en compte les évolutions de l'offre et de la demande mondiales, conduisent à des évolutions de la période opérationnelle, du phénomène de saisonnalité, du taux d'occupation, ce qui a des répercussions sur les prix et en définitive sur la durabilité économique des établissements touristiques.
- Le volume, la forme et la localisation incontrôlés des différentes installations touristiques marquent une destination de manière permanente. Cela peut être un atout pour une destination si ces constructions sont considérées comme une façon d'introduire « un nouveau style architectural » ou si elles s'insèrent dans le cadre paysager et urbanistique local, mais ceci n'est que très rarement le cas.
- La démocratisation de l'économie résidentielle par les sociétés immobilières ébranle l'économie du tourisme (concurrent direct) et l'économie nationale : développement de l'économie parallèle, emplois peu ou non qualifiés, sous-emploi. Le développement des résidences

secondaires accroît également les pressions sur l'environnement et accélère les transformations en termes d'occupation des sols, y compris dans des écosystèmes remarquables et fragiles. En outre, l'espace consommé par un résident est nettement supérieur par rapport à un touriste hébergé à l'hôtel : un lit touristique (hôtelier) occupe généralement moins d'espace et présente un meilleur taux d'occupation qu'un « lit résidentiel ».

- L'internationalisation et la standardisation d'un produit touristique peuvent être positives pour une nouvelle destination qui tente de s'établir sur le marché international afin de gagner des parts de marché. Mais cette stratégie se retourne souvent contre cette même destination lorsqu'elle devient « mature », étant donné qu'il devient nécessaire de différencier le produit de ceux proposés par les concurrents. La nécessité, selon le modèle de Butler, de la « renaissance » d'une destination, afin de rester compétitive et d'éviter le déclin, semble difficile à mettre en œuvre, car il est difficile de modifier la réputation et les produits créés par l'ancien modèle de développement. La « renaissance » et la diversification d'une destination nécessitent en outre d'importants investissements.
- La dégradation des différentes composantes de l'environnement telles que les plages, les aquifères, les zones naturelles, la biodiversité, le paysage, la qualité de l'environnement bâti peuvent avoir un coût économique et créer des problèmes environnementaux en cascade. La lutte contre cette dégradation nécessite d'importants investissements avec un résultat incertain (phénomène d'irréversibilité).

Performance et impact du tourisme dans les destinations

Deux étapes complémentaires permettent d'évaluer l'état de la durabilité du tourisme dans les onze destinations méditerranéennes étudiées : (i) la première étape concerne l'évaluation des résultats économiques, sociaux et environnementaux du tourisme (performance) ; (ii) la seconde étape concerne l'évaluation de la manière dont ces résultats influencent la durabilité de la destination (impact). Plusieurs indicateurs de performance et d'impact sont utilisés pour comparer les destinations et leurs états de durabilité. Cette approche comparative est complétée par une analyse systémique afin d'évaluer la manière dont les différentes parties prenantes influencent la durabilité des activités touristiques et des destinations.

Approche comparative des destinations

Cette analyse est basée sur les informations fournies par les études de cas et soulève des contraintes en termes de disponibilité et de fiabilité des données des différents systèmes statistiques nationaux, ainsi que des problèmes de comparabilité. Dans de nombreux cas, les données quantitatives font uniquement référence aux hôtels, dans d'autres à l'ensemble du secteur HORECA (Hôtellerie, Restauration, Cafés), et dans d'autres cas encore les experts ont inclus des estimations approximées à partir d'informations qualitatives.

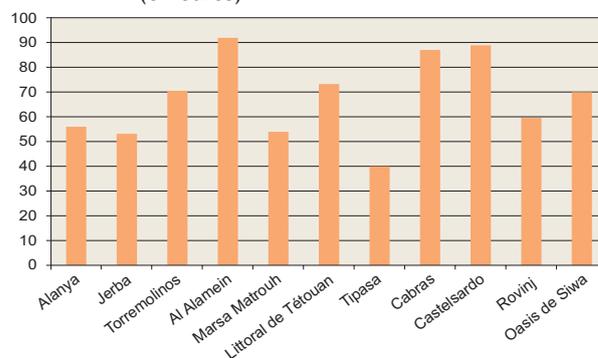
Résultats et impacts du tourisme pour l'économie locale

Les résultats et impacts économiques concernent : (i) l'effet économique direct du tourisme découlant des dépenses des touristes dans la destination (achats de biens et services) ; (ii) l'impact des activités touristiques dans leur globalité sur l'économie locale (demande directe et indirecte).

L'effet économique direct du tourisme dans une zone est fonction du nombre de touristes et de nuitées, de la durée moyenne de leur séjour et de leurs dépenses journalières. Alanya, avec 15,3 millions de nuitées, Jerba avec 8,3 millions, Torremolinos avec 4,9 millions et Rovinj avec 2,6 millions, sont de loin les destinations aux recettes touristiques les plus élevées parmi les destinations étudiées. La destination présentant le plus haut niveau de dépenses journalières est Al Alamein (92 € par touriste et par jour en moyenne), essentiellement car elle est dédiée à l'élite égyptienne (*Figure 11, Tableau 3*). Le littoral de Tétouan, présentant d'assez bonnes performances (73 €), est aussi une destination dédiée à l'élite nationale. Castelsardo (89 €) et Cabras (83 €), les deux destinations sardes basées sur un produit de caractère spécifique, génèrent également des recettes

quotidiennes importantes, en moyenne et par touriste. Castelsardo et Cabras accueillent une très faible proportion de touristes qui arrivent via un TO et leurs clients sont principalement des touristes nationaux. Par contre, Alanya et Jerba sont les deux plus grandes destinations, mais elles dépendent fortement des TO et des touristes internationaux ayant des dépenses journalières moyennes assez basses (respectivement 56 et 53 €), dépassant uniquement celles de Tipasa (40 €), destination dédiée aux touristes nationaux moins fortunés.

Figure 11 Dépenses journalières moyennes par touriste (en euros)



Source : données fournies par les experts, calculs de l'auteur. Destinations classées par type, puis par ordre alphabétique.

Des différences importantes en termes de **dépenses journalières moyennes par touriste** peuvent être observées entre les différentes destinations (allant de 40 à 92 € - *Figure 11, Tableau 3*), ainsi qu'au sein de la même destination, selon la nationalité des touristes et leurs revenus, ou le mode d'organisation du voyage. Les touristes européens dépensent plus que les nationaux dans certaines destinations, comme Jerba, en raison des différences de revenus ; le type d'hébergement utilisé par les touristes nationaux, par rapport aux touristes internationaux, peut expliquer l'écart en termes de dépenses. À l'inverse, les touristes nationaux dépensent plus que les étrangers à Alanya où le rôle des TO est majeur (tourisme international bon marché), ainsi qu'à Al Alamein et

Tableau 3 Données économiques des destinations (en euros)

	Dépenses touristiques par personne	Dépenses touristiques totales	Nombre de nuitées / an	Nombre de lits	Nuitées / lit / an	Dépenses touristiques pour l'hébergement	Revenu moyen annuel par lit
Alanya	56	876 164 707	15 286 250	147 571	103,6	8,1	5 937
Jerba	53,1	449 000 000	8 307 065	45 311	183,3	17,28	9 909
Torremolinos	70,6	294 000 000	4 916 305	17 102	287,5	38,46	17 191
Al Alamein	92	28 284 227	306 438	2 000	153,2	60	14 142
Marsa Matrouh	54	33 095 358	612 827	5 000	122,6	32,4	6 619
Littoral de Tétouan	73,3	22 550 525	307 647	3 205	96,0	40,9	7 036
Tipasa	40	9 144 960	228 624	4 688	48,8	20	1 951
Cabras	87,1	2 057 414	23 624	976	24,2	42	2 108
Castelsardo	89	9 395 730	105 570	2 113	50,0	43	4 447
Rovinj (Istria)	59,6	153 589 200	2 602 580	22 114	117,7	23	6 945
Oasis de Siwa	70	6 281 979	102 146	750	136,2	42	8 376

Source : données fournies par les experts, calculs de l'auteur. Destinations classées par type, puis par ordre alphabétique.

Marsa Matrouh où l'élite égyptienne dépense plus que les touristes étrangers qui arrivent via les TO. Il existe aussi des différences entre les touristes internationaux en fonction du type d'hébergement : à Rovinj par exemple, les étrangers dépensent en moyenne 100 € par jour quand ils sont hébergés dans les hôtels, contre seulement 55,9 € dans les B&B et 43,6 € dans les campings, la dépense moyenne étant de 59,6 €.

Deux indicateurs sont retenus pour mesurer l'efficacité économique d'une destination :

- **L'indicateur « nombre de nuitées / lit / an »** donne le taux d'occupation pour l'ensemble de l'année, indépendamment de la période d'ouverture des différents établissements. Deux des trois destinations de tourisme de masse, Torremolinos et Jerba, présentent les résultats les plus élevés : bonne performance d'un point de vue du remplissage des hébergements, avec respectivement 287,5 et 183,3 nuits par lit et par an (*Tableau 3*). Le faible résultat de la troisième grande destination, Alanya (103,6), peut être attribué au niveau de maturité de cette destination récente où l'on n'a pas encore suffisamment développé de stratégies pour faire venir les touristes en basse saison – pas encore de diversification du produit balnéaire classique ni assez de stratégies commerciales pour remplir les hébergements en basse saison. Les destinations égyptiennes et Rovinj ont un taux d'occupation plus élevé qu'Alanya (environ quatre mois) et le littoral de Tétouan (environ trois mois), tandis que Castelsardo, Tipasa et Cabras sont occupées moins de deux mois par an en moyenne.

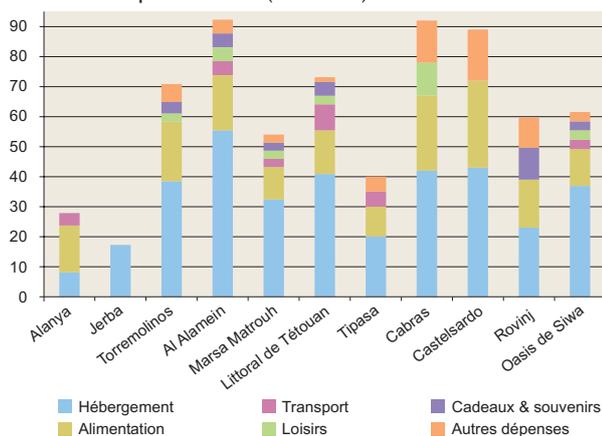
- **L'indicateur « revenu annuel moyen par lit touristique »**, résultant des dépenses touristiques moyennes par lit dans la destination, est supérieur dans les destinations présentant une saison plus longue. Pour Torremolinos, le chiffre est de 17 191 € / lit, contre 14 142 € pour Al Alamein, 9 839 € pour Jerba et 8 376 € pour Siwa (*Tableau 3*). Toutefois, à Alanya, il n'est que de 5 937 €, reflétant le faible taux d'occupation associé à de faibles dépenses journalières moyennes. L'indice est très faible dans les destinations à très forte saisonnalité, comme Cabras et Castelsardo, et particulièrement faible dans les destinations où les facteurs susmentionnés sont combinés, comme à Tipasa.

Les paramètres influençant les recettes globales et l'efficacité économique de l'activité touristique sont le nombre de touristes, la saisonnalité, le taux d'occupation et les dépenses journalières moyennes. Alanya, Jerba et Torremolinos font face à une diminution de certains de ces indicateurs : destinations internationales – matures pour les cas de Torremolinos et Jerba – en situation de saturation voire de déclin.

L'analyse des dépenses journalières par touriste (*Figure 12*) livre également des informations intéressantes. Même si les informations disponibles sont incomplètes, des niveaux de dépense très différents peuvent être observés pour la même catégorie d'hébergement. Dans les destinations comme Alanya et Jerba, au très fort pourcentage de grands hôtels haut de gamme (les hôtels classés 4 et 5 étoiles représentent 93 % du marché à Jerba), les dépenses par nuitée sont néanmoins très basses. Ceci est dû à

la pression exercée par les TO sur les hôteliers pour maintenir les prix bas, afin qu'ils puissent proposer des packages touristiques à tarif réduit. En revanche, dans les destinations avec davantage d'hébergements non classés, comme Cabras, ne comprenant pas ou peu d'hôtels haut de gamme, comme Castelsardo, Rovinj et le littoral de Tétouan, avec moins de 20 % des lits faisant partie de cette catégorie d'hôtel, le rôle des TO est très limité, alors que les dépenses moyennes pour l'hébergement sont élevées.

Figure 12 Analyse des dépenses journalières moyenne par touriste (en euros)



Source : rapports des experts, calculs de l'auteur. Destinations classées par type, puis par ordre alphabétique.

La concentration des dépenses en services basiques (hébergement, alimentation et transport) souligne les limites de l'éventail des services proposés. Ceci démontre également que dans les destinations étudiées le produit proposé est majoritairement un « produit 3S ».

L'impact du tourisme sur l'économie locale dépend principalement de la part du PIB touristique dans le PIB total de la zone. Étant donné que ce type de données est généralement inexistant pour les destinations correspondant au niveau NUTS 3, une mesure indirecte est nécessaire pour déterminer le rôle du tourisme dans l'économie locale. Une approche possible consiste à utiliser les données de l'emploi. La part des emplois représentés par le secteur des services, et notamment des services HORECA, augmente dans toutes les zones étudiées. Le tourisme joue un rôle dominant non seulement dans les destinations internationales matures telles que Jerba, Rovinj et Torremolinos, mais aussi dans des destinations plus récentes comme Alanya et Castelsardo.

La question de l'emploi touristique, et la création d'indices basés sur celui-ci, reflètent la difficulté de trouver des données fiables et comparables¹¹ :

11 Les données fournies par les experts sont, dans bien des cas, très différentes des chiffres fournis par le WTTC au

1. Certains pays utilisent les données issues des recensements, en prenant en compte uniquement les employés qui sont des résidents permanents de la zone, tandis que d'autres utilisent directement les données des entreprises ou des études sur l'emploi, prenant également en compte les non-résidents.
2. Outre la saisonnalité de l'emploi touristique et la question de son enregistrement, la proportion de l'emploi informel dans le secteur du tourisme peut être relativement élevée, et l'emploi direct dans le secteur n'est pas systématiquement enregistré par les bureaux de statistiques locaux et nationaux qui n'utilisent pas toujours la classification officielle WTTC.
3. Parfois, on ne prend en compte que l'emploi dans les hôtels ou le secteur HORECA, et dans d'autres cas un éventail plus large d'activités économiques est inclus.

Selon les données des experts, l'emploi dans le secteur du tourisme ne représente un faible pourcentage de l'emploi total que dans la destination du littoral de Tétouan (2,7 %)¹². Cela s'explique par au moins trois raisons : (i) le tourisme résidentiel et l'hébergement social représentent plus de 79 % de l'ensemble des lits ; (ii) le nombre de travailleurs non-déclarés et saisonniers est extrêmement élevé ; (iii) le tourisme des hôtels représente un poids relativement faible dans l'économie locale. A Tipasa, où d'autres activités telles que l'artisanat sont incluses, le tourisme représente 7,39 % de l'emploi total. Rovinj est dans une situation intermédiaire avec 20,5 %. À Jerba, l'emploi touristique représente environ 59 % de l'emploi total, ce qui indique une « monoculture » poussée à l'extrême. À Al Alamein, le chiffre atteint 718 %, ce qui indique un très fort pourcentage de travailleurs saisonniers et l'absence d'habitants permanents dans la zone touristique.

L'impact de l'activité touristique sur l'économie locale dépend également de l'effet multiplicateur du tourisme dans la destination. Cet effet multiplicateur indique la robustesse de l'activité qui est influencée d'une part, par le niveau de fuites directes dues aux importations et d'autre part, par les fuites économiques associées à la localisation des lieux de résidence des employés et des sièges sociaux des entreprises touristiques. Les estimations des experts

niveau national. Dans certains cas, cela s'explique par le fait que les destinations analysées ne sont pas représentatives de la situation nationale et du tourisme dans le pays. Les données sur l'emploi doivent être utilisées avec précaution.

12 La part du tourisme dans l'emploi total est bien plus importante (entre 4,8 et 10,2 %) lorsqu'elle est calculée uniquement pour les communes situées sur le littoral.

ne sont pas cohérentes entre-elles et contiennent souvent des informations qualitatives qui rendent impossibles les comparaisons directes :

- A Alanya, les fuites économiques sont importantes, tant en termes d'importations de marchandises que de transfert de la valeur ajoutée.
- A Jerba, les fuites économiques concernent le marché national, notamment en termes d'équipements, de produits et de main-d'œuvre.
- A Torremolinos, l'effet multiplicateur du tourisme est estimé à 1,09, alors qu'il est de 1,52 pour l'ensemble de la côte espagnole.
- A Marsa Matrouh et sur le littoral de Tétouan, les fuites économiques sont importantes pour ce qui concerne les grands hôtels et les chaînes internationales, car l'économie locale ne peut pas fournir la qualité et la quantité de biens requises.
- A Rovinj, les fuites économiques sont faibles, en raison des liens développés entre les entreprises touristiques et la production locale, du rôle spécifique de la principale société touristique (Maistra¹³), du fait que les petites entreprises touristiques appartiennent à des propriétaires locaux (B&B, restaurants).

Le niveau de dépenses journalières des touristes influence de plusieurs manières le PIB par habitant d'une destination. À Torremolinos, le PIB par habitant est inférieur à la moyenne espagnole. C'est l'inverse à Alanya et à Rovinj où le PIB local est plus élevé que la moyenne nationale. La concurrence qui s'est installée entre les pays méditerranéens, et entre ces pays et les nouvelles destinations *low cost*, a entraîné des effets économiques très négatifs, notamment dans des pays tels que l'Espagne au niveau de vie élevé par rapport aux PSEM.

Quelles sont les premières conclusions sur la durabilité économique ?

- Les destinations de tourisme de masse telles que Alanya, Jerba et Torremolinos ont l'avantage de présenter une saison plus longue et des dépenses totales des touristes plus élevées que les autres destinations. Mais les dépenses journalières moyennes des touristes drainés par les TO sont faibles. Dans ces destinations, le tourisme balnéaire de masse constitue une « monoculture » caractérisée par de fortes fuites économiques.
- Les destinations avec des produits touristiques spécifiques et de caractère, telles que Cabras, Castelsardo, Rovinj et Siwa, valorisent les atouts locaux sans faire appel aux services des TO, ce qui engendre de fortes dépenses journalières moyennes par touriste mais une forte saisonnalité.
- Dans plusieurs destinations telles qu'Al Alamein, Alanya et le littoral de Tétouan, les touristes nationaux dépensent plus que les touristes étrangers en voyage organisé.

Résultats et impacts du tourisme en termes d'équité sociale

Les résultats et impacts du tourisme sur l'équité sociale concernent (i) les emplois directs générés par l'activité touristique (principalement HORECA) et leurs caractéristiques : sexe des employés, type de contrat (à durée indéterminée, à durée déterminée, saisonnier), qualifications des employés (niveau de formation), lieu du domicile des employés ; (ii) les conséquences de ces emplois sur la dynamique et la structure de la population (le taux d'activité, l'activité des femmes, le niveau de formation), ainsi que le revenu moyen par personne.

Même si aucune information n'est disponible sur l'évolution de l'emploi direct, on suppose que le nombre d'employés dans le secteur du tourisme évolue dans la même direction que l'offre d'hébergement, sans toutefois avoir nécessairement le même taux de croissance. Dans certaines destinations matures comme Torremolinos, un déclin de l'emploi a été observé ces dernières années en raison de la baisse des taux d'occupation et des prix des hébergements. Ceci résulte d'une part d'une saturation de la destination et de sa fréquentation, d'autre part d'une gestion rationnelle des ressources humaines : réduction des coûts face à la diminution des recettes et à l'augmentation de la concurrence.

Le nombre d'emplois directs par lit touristique (Tableau 4 et Figure 13) donne une indication de l'intensité de la création d'emplois par lit. Cet indicateur présente des chiffres allant de 0,09 à Castelsardo à 0,88 à Marsa Matrouh. Le chiffre de Castelsardo est dû à la forte saisonnalité de l'emploi (le taux de saisonnalité est de 77,4 %), ainsi qu'à l'emploi familial dans les très petites entreprises, à la pluriactivité et aux employés non déclarés. Le chiffre élevé de Marsa Matrouh, d'un autre côté, est dû au faible coût de la main-d'œuvre en Égypte. La plupart des destinations de l'échantillon présentent une valeur assez faible : moins de 0,4 emploi touristique direct par lit. Si ces données sont correctes, l'idée généralement admise que le tourisme est un secteur nécessitant une main-d'œuvre importante et qui pourvoit un grand nombre d'emplois n'est pas confirmée, même dans des pays à faible coût de la main-d'œuvre tels que la Tunisie et la Turquie. Les PSEM présentent généralement un nombre d'emplois par lit plus élevé que ceux du nord de la Méditerranée, notamment en raison des différentiels de coût de la main-d'œuvre qui n'ont pas les mêmes répercussions sur les stratégies de rationalisation de l'usage des ressources humaines.

13 Maistra est une société locale propriétaire de la majorité des hôtels à Rovinj.

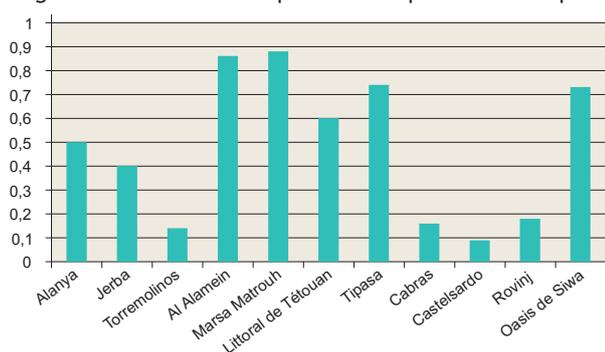
Tableau 4 Emploi et tourisme dans les destinations

	Emplois touristiques directs (HORECA)	Emplois totaux	% d'emplois touristiques directs / emploi total	Emplois par lit	Chômage (%)
Alanya	47 262	104 071	45,41	0,50	15,50
Jerba	18 124	30 579	59,27	0,40	9,30
Torremolinos*	2 385	24 399	9,77	0,14	15,10
El Alamein	1 730	241	717,84	0,86	57,20
Marsa Matrouh	4 400	42 176	10,43	0,88	7,80
Littoral de Tétouan	4 700	174 378	2,70	0,60	9,05
Tipasa	1 962	26 552	7,39	0,74	9,00
Cabras	189	1 604	11,78	0,16	-
Castelsardo	154	951	16,19	0,09	-
Rovinj	1 162	5 668	20,50	0,18	11,00
Oasis de Siwa	550	5 822	9,45	0,73	2,40

* uniquement les hôtels

Source : données fournies par les experts, calculs de l'auteur. Destinations classées par type, puis par ordre alphabétique.

Figure 13 Nombre d'emplois directs par lit touristique



Source : données fournies par les experts, calculs de l'auteur. Destinations classées par type, puis par ordre alphabétique.

Le niveau de qualification des employés varie fortement entre les destinations et apparaît peu élevé en général. C'est notamment le cas à Alanya où le tourisme attire des employés non qualifiés venant d'autres régions du pays. À Torremolinos, 33 % des employés du secteur du tourisme ont un niveau de formation bas, contre 10 % pour les autres secteurs de l'économie locale. Toutefois, à Rovinj et dans le Gouvernorat de Matrouh, les employés ont un niveau de formation moyen.

Le niveau de qualification et de rémunération des emplois touristiques dépend aussi du niveau de développement global du pays. Contrairement aux autres destinations étudiées dans les PSEM, le niveau de formation des employés dans le secteur du tourisme sur le littoral de Tétouan est élevé en comparaison avec les autres secteurs de l'économie, avec une formation spécialisée dans le secteur : une carrière

dans le tourisme est considérée comme un emploi de haut niveau par rapport aux autres opportunités d'emploi dans le pays.

La saisonnalité de l'emploi est considérée comme une contrainte majeure du secteur du tourisme ; elle est particulièrement élevée dans les stations balnéaires. Le pourcentage le plus bas d'employés permanents est observé dans le Gouvernorat de Matrouh (5 %) où la saisonnalité est très forte. Le pourcentage le plus élevé se trouve à Torremolinos (68 %) où la saisonnalité de l'activité est faible par rapport aux autres destinations. Ainsi, la présence des TO tend à faire diminuer la saisonnalité : cas d'Alanya, Jerba et Torremolinos. Dans les destinations où les TO ont un rôle mineur, à Cabras, Castelsardo, Marsa Matrouh et Rovinj, la saisonnalité et l'emploi saisonnier sont supérieurs par rapport aux autres destinations.

L'impact du tourisme sur l'évolution démographique d'une région est proportionnel à son importance en tant que force motrice de l'économie locale. Dans toutes les destinations, mais surtout dans les destinations où le tourisme est la principale voire la seule activité compétitive, à Alanya, Jerba et Torremolinos, on observe une augmentation significative de la population en raison des migrations de travail. Ceci s'explique non seulement par le besoin de main-d'œuvre dans les secteurs directement et indirectement liés à la demande touristique (HORECA, construction, immobilier, commerce, transports), mais aussi par le besoin de répondre à la demande induite par les nouvelles populations de la zone. La

natalité élevée des pays du sud de la Méditerranée est également un facteur de croissance démographique. Le faible taux d'activité s'explique principalement par un faible niveau d'emploi des femmes et par une part importante de la population de moins de quinze ans. Néanmoins, l'importance du tourisme dans une région ne se reflète pas toujours dans les changements démographiques car un grand nombre d'employés ne sont pas des résidents permanents de la destination : ils ne sont pas enregistrés lors des recensements.

L'effet multiplicateur relatif à l'emploi indirect est donné pour plusieurs destinations : Jerba (3,5 emplois indirects créés pour un emploi touristique direct), le littoral de Tétouan (1,7) et Alanya (1,5). Ce facteur pourrait également expliquer les différences en termes de fuites économiques, mais ces données ne sont pas toujours confirmées par les chiffres nationaux fournis dans les rapports nationaux WTTC (www.wttc.org).

Le tourisme semble avoir un impact sur le salaire moyen dans les destinations. À Rovinj, les salaires mensuels moyens sont supérieurs à ceux du reste de la Croatie : 775 € par rapport à 585 €, et le PIB local par habitant est de 12 463 €, alors que la moyenne nationale s'élève à 9 656 €. Toutefois, à Torremolinos, le revenu annuel moyen est de 17 620 €, contre 22 260 € dans le reste de l'Espagne.

Quelles sont les conclusions préliminaires sur l'équité sociale (résultats et impacts sociaux du tourisme) ?

- Le tourisme crée des emplois et des opportunités de revenu, principalement dans les pays et régions ayant des difficultés à créer suffisamment de nouveaux emplois (directs et indirects) pour absorber les nouveaux venus sur le marché du travail, notamment les jeunes et les femmes. Dans les pays en développement, le tourisme est considéré comme un métier porteur attirant des personnes relativement qualifiées (par rapport à la moyenne de la population), principalement dans les hôtels et les complexes touristiques.
- Cependant, le tourisme n'est pas le pourvoyeur d'emplois que l'on croit, à tout le moins pas d'emplois durables compte tenu de l'importance d'une part, des contrats à durée déterminée, des emplois saisonniers, non qualifiés voire informels et d'autre part, des fonctions d'encadrement confiées à des personnels étrangers (forme de fuite économique).
- La saisonnalité de l'emploi, associée à l'emploi non déclaré, est le principal handicap du secteur touristique.
- Dans les destinations balnéaires internationales dominées par les TO, même si la période opérationnelle s'étend sur quasiment toute l'année et même si le taux d'emplois permanents est généralement supérieur, le nombre d'emplois par lit n'est pas élevé, en raison des efforts de rationalisation des ressources humaines et de leur coût afin de concurrencer les destinations du même type : compétition nationale, régionale et mondiale entre les destinations 3S.

Résultats et impacts environnementaux du tourisme

Les résultats et impacts environnementaux du tourisme incluent : (i) la pression exercée par l'activité touristique sur l'environnement de la destination car le tourisme absorbe une partie du territoire et de ses ressources et produit différents types de déchets et externalités ; (ii) les conséquences de cette pression sur l'état environnemental d'une destination et ses ressources naturelles : la quantité et la qualité de l'eau potable, la qualité de l'eau de mer, la qualité et l'usage des sols, l'état de la biodiversité, la qualité des paysages urbains et ruraux.

La **pression environnementale** dérivant de la présence humaine peut être évaluée en fonction du nombre de personnes concentrées dans une zone. Une première estimation de la pression maximale du tourisme est mesurée par le nombre de lits touristiques dans tous les types d'hébergement par unité de surface¹⁴. Dans nos études de cas, ce nombre est très élevé pour les destinations de tourisme de masse de type 3S : entre 3 400 et 4 800 lits par km² pour les zones touristiques (Tableau 2). Il est également assez élevé à Al Alamein (1 000), Marsa Matrouh (625), Rovinj (503) et le littoral de Tétouan (472).

Une analyse approfondie est nécessaire pour examiner les pressions et impacts sur chaque composante de l'environnement, sur la base d'informations concernant les effets directs de l'activité touristique : changements dans l'occupation des sols, consommations d'eau et d'énergie, productions de déchets solides et d'eaux usées, pertes de biodiversité, nuisances sonores, etc.

L'urbanisation est l'une des retombées principales et permanentes du tourisme dans une destination. Ses effets réels dépendent principalement de l'intensité du phénomène, ainsi que du modèle de développement retenu en termes de planification territoriale et d'aménagement du territoire. La construction de nouvelles infrastructures générales et touristiques dans une zone, notamment pour l'hébergement, est un indicateur de nouvelles pressions. Elle entraîne des modifications de l'occupation des sols, transformant des espaces naturels en espaces artificialisés. Al Alamein, Alanya, Jerba et Torremolinos sont des exemples de forte urbanisation due au tourisme. Ces zones, qui présentaient, avant le développement du tourisme, un niveau de population et de superficie bâtie très faible, voire inexistant, ont connu une « explosion urbaine ».

¹⁴ La pression environnementale doit également prendre en compte les effets des résidences secondaires, tout comme les autres appartements et maisons privés loués aux touristes. Les informations quantitatives pour ce type d'« hébergement » sont manquantes pour la plupart des destinations.

Figure 14 Occupation des sols à Torremolinos (Espagne). Comparaison entre 1957 et 2001



Source: étude de cas de Torremolinos, Navarro Jurado 2011.



Le cas de Torremolinos est l'exemple le plus emblématique (Figure 14) : sur 20 km², environ 65 % des terrains sont aujourd'hui urbanisés et dotés d'infrastructures et d'équipements, ou en cours d'urbanisation, contre 47 % en 2002. La végétation naturelle se trouve aujourd'hui uniquement dans des zones inaccessibles perchées en haut de pentes raides : 29 % de la surface de la municipalité sont couverts par la garrigue (contre 43,1 % en 2002), 3,5 % par des terrains vagues (terres agricoles abandonnées), 0,15 % par la forêt et 0,59 % par les rivières.

À Alanya (Figure 15) et Al Alamein, ainsi qu'à Jerba et sur le littoral de Tétouan, l'urbanisation est importante, bien que basée sur un modèle différent : plus compacte dans les destinations turque et égyptienne, plus diffuse en Tunisie et au Maroc. A Jerba, le développement du tourisme a été réglementé à partir de 1973 par un plan d'aménagement

touristique : 11,8 km² de littoraux ont alors été dédiés au tourisme, soit 3,2 % de la superficie des deux communes, sur la base de 100 lits par hectare.

À Cabras, Castelsardo, Siwa, et même dans une destination mature comme Rovinj (Figure 16), les bâtiments touristiques ont un impact moins important sur la ville et le paysage. Le caractère et les traditions de ces villes et des zones rurales environnantes ne sont pas altérés. À Cabras et Castelsardo, même s'il y a eu une croissance rapide ces vingt dernières années, respectivement 3,1 % et 5,5 % de la superficie totale sont urbanisés. Enfin, les changements dans la Wilaya de Tipasa sont principalement dus à la croissance de la population permanente (zone métropolitaine d'Alger, la capitale administrative du pays), plutôt qu'au développement touristique qui est resté faible jusqu'à présent.

Figure 15 Alanya (Turquie)



Source : <http://www.antalyasonhaber.com/haber/eksayfalar/antalya/images/antalya/by/Alanya.jpg>

Figure 16 Rovinj (Croatie)



Source: <http://www.skyscrapercity.com>

La pression foncière des constructions touristiques tend à se concentrer sur la bande côtière et elle a bien souvent déformé le bord de mer. Torremolinos est un exemple extrême, où 85 % du littoral sont artificialisés, à tel point qu'il n'existe plus de régénération du sable, contraignant les autorités locales à intervenir pour recharger artificiellement les plages. À Al Alamein, le bord de mer a été transformé en lagons artificiels avec un port de plaisance. La même situation, bien que moins tranchée, peut être observée à Marsa Matrouh (Figure 17).

Figure 17 Plages à Marsa Matrouh (Egypte)



Source : (IDSC) Gouvernorat de Matrouh

À Alanya, 50 des 70 kilomètres de littoral sont occupés par les hôtels 4 et 5 étoiles, les villages de vacances, les restaurants, les bars et les discothèques, implantés au plus près de la plage. L'urbanisation s'exerce aussi sur le littoral de Tétouan : complexes touristiques, quartiers résidentiels, ports de plaisance, infrastructures routières parallèles au trait de côte ; l'extension des zones urbaines a éradiqué la quasi-totalité des espaces naturels et des zones humides, engendrant un déséquilibre de l'écosystème. À Jerba, tous les hôtels construits dans la zone touristique ont leur façade principale orientée sur le bord de mer, et d'autres bâtiments, liés directement ou indirectement au tourisme, ont été réalisés à proximité immédiate des constructions existantes.

Figure 18 Castelsardo (Italie)



Source : http://www.portodicastelsardo.com/component/option,com_wrapper/Itemid,88/lang,italian/

Parmi les destinations étudiées, seules Cabras, Castelsardo et Rovinj contiennent la pression urbaine sur leurs côtes. L'artificialisation des zones côtières de Rovinj est très faible, principalement visible au centre-ville où l'artificialisation a commencé il y a plusieurs siècles ; les plages situées dans les zones touristiques en dehors du centre-ville sont encore dans leur état

naturel. À Cabras, la création de l'AMP contribue à la préservation du littoral et des plages. À Castelsardo, ville côtière fortifiée, l'évolution la plus importante concerne la construction du port de plaisance.

A partir des données disponibles, la « superficie consommée par lit touristique »¹⁵ peut être calculée pour deux destinations :

- à Alanya, où les données sont fournies pour la zone occupée par les hébergements touristiques, 30,2 km² sont utilisés par les 147 571 lits des hôtels et hébergements secondaires, soit 204,7 m² par lit.
- à Jerba, où tous les hôtels (45 311 lits) sont situés dans une zone bien délimitée qui s'étend sur environ 12 km², avec 261,5 m² par lit.

La consommation d'eau augmente rapidement dans toutes les destinations, en raison de l'augmentation du nombre de résidents permanents et de non-résidents. Les touristes visitent les destinations principalement pendant la haute saison, ce qui engendre une augmentation saisonnière importante de la consommation d'eau – sans tenir compte de l'eau prélevée, souvent en toute illégalité, par de nombreux hôtels à travers des puits et forages privés. À Jerba, la consommation d'eau en 2008 était de 4,8 millions de m³, contre 4,2 millions en 2002, et la consommation des trois mois de la haute saison (juillet, août, septembre) était le double de celle de la basse saison (décembre, janvier et février), une grande partie étant utilisée pour arroser les pelouses et les espaces verts, ainsi que pour les piscines. À Torremolinos, la consommation d'eau journalière en 1999 était estimée à 42 % de plus pendant la haute saison : 10 892 m³ contre 7 624 en hiver. À Alanya, la consommation d'eau due au tourisme a augmenté de 32,8 % de 2002 à 2008. Toutefois, à Castelsardo, qui n'est pas une destination de tourisme de masse, seuls 8,9 % de l'eau consommée sont utilisés par le secteur du tourisme. À Cabras, le chiffre est encore plus faible : 1,4 %.

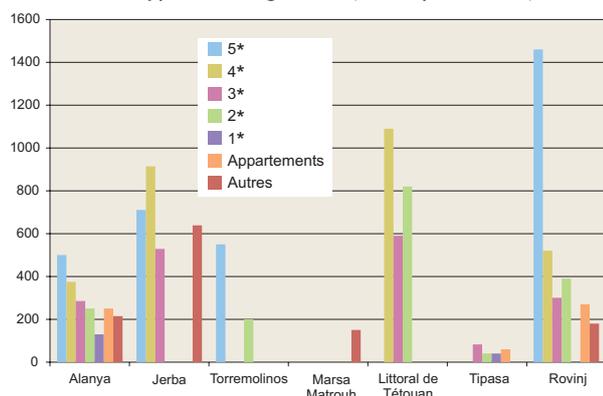
La consommation d'eau par nuitée est assez élevée dans les destinations étudiées, et dépasse dans certains cas les niveaux enregistrés dans les pays de l'Union européenne¹⁶. La consommation est

¹⁵ Cette superficie n'est pas entièrement bâtie étant donné que, dans la plupart des cas et principalement dans les hôtels-clubs, des espaces verts sont intégrés aux complexes touristiques.

¹⁶ En Europe, la consommation d'eau moyenne est de 394 litres par nuitée, allant de 355 à 594 litres par nuitée, d'après Hamele et Eckardt (2006). Les données utilisées par l'Association grecque des hôteliers pour la certification des hôtels indiquent, pour les hôtels de moyenne gamme entièrement équipés, qu'une consommation de plus de 960 litres par nuitée est excessive, qu'elle est élevée entre 600 et

extrêmement élevée dans les hôtels 5 étoiles de Rovinj (Figure 19) : 1 400 litres par nuitée en moyenne, bien que cette moyenne tienne compte de l'eau consommée dans les grands centres de thalassothérapie associés aux hôtels. Toutefois, ceci ne crée pas de problème de disponibilité de la ressource dans le contexte climatique tempéré de la Croatie où l'eau est disponible en grande quantité. La consommation d'eau est également élevée dans des destinations à faible niveau de précipitations et qui manquent d'eau, telles que Jerba.

Figure 19 Consommation d'eau touristique selon le type d'hébergement (en m³ par nuitée)



Source : données fournies par les experts. Destinations classées par type, puis par ordre alphabétique.

La disponibilité des ressources en eau est un enjeu important, le bassin méditerranéen ne recevant que 3 % des ressources mondiales en eau (Plan Bleu, 2009). Les zones côtières connaissant les problèmes les plus importants sont localisées en Algérie, en Égypte, au Maroc et en Tunisie : situations de stress hydrique ou de pénurie d'eau. La plupart des zones côtières d'Espagne, notamment de la Costa del Sol en Andalousie où se trouve Torremolinos, sont également des zones de stress hydrique, tandis que la Sardaigne demeure en situation de vulnérabilité.

Il existe deux indicateurs couramment utilisés pour mesurer les problèmes liés à l'eau : la disponibilité des ressources en eau douce et l'indice d'exploitation. L'indice d'exploitation est élevé en Égypte, en Tunisie et sur les côtes espagnoles. Une des destinations où les problèmes les plus importants sont observés est Jerba, où l'eau potable est soit importée du continent (transfert), soit obtenue par dessalement. Des problèmes sont également constatés dans le gouvernorat de Matrouh, en Sardaigne et à Tipasa. Pour Marsa Matrouh, l'eau potable est importée du

960, satisfaisante de 450 à 600, et excellente en-dessous de 450 litres. Les plafonds sont différents entre les différentes catégories d'hébergement et sont supérieurs pour les hôtels de luxe, tandis qu'ils sont bien moindres pour les hôtels d'entrée de gamme et les B&B (www.benchmarkhotel.com).

Gouvernorat d'Alexandrie, par pipeline et par camion, et depuis 2005 des stations de dessalement produisent de l'eau potable à partir d'eau de mer ou d'aquifères à forte salinité. Même si les données disponibles ne mettent pas directement en cause le tourisme, l'agriculture demeurant le plus gros consommateur, la consommation d'eau augmente en haute saison – qui coïncide avec les sécheresses estivales – et le tourisme renforce la concurrence entre les usages et aggrave les situations de stress hydrique et de pénurie d'eau.

La production d'eaux usées est directement liée aux quantités d'eau consommées. Les problèmes portent d'une part, sur les réseaux d'évacuation et d'épuration des eaux usées existants dans les destinations et d'autre part, sur les installations touristiques situées en dehors des zones urbaines qui nécessitent soit des raccordements aux réseaux existants, soit de construire des systèmes autonomes de traitement des eaux usées. Dans la plupart des destinations étudiées, le système d'évacuation et de traitement des eaux usées est déjà insuffisant pour collecter et traiter la quantité grandissante d'eaux usées rejetées par les résidents permanents : le tourisme aggrave un problème existant.

Les déficits infrastructurels en matière d'assainissement concernent presque toutes les destinations étudiées, y compris les plus matures et celles qui sont greffées ou intégrées aux villes préexistantes. À Torremolinos, la première station de traitement des eaux usées a été construite pendant les années 1980 : elle est désormais obsolète par rapport aux besoins. À Rovinj, le rejet des eaux usées directement en mer sans traitement préalable persiste aujourd'hui. Sur le littoral de Tétouan, les centres urbains le long de la côte sont équipés de systèmes d'évacuation des eaux usées ne desservant qu'une partie de la population : de 40 à 80 % selon les communes. Le reste des effluents est déversé directement dans la mer et la lagune, sans traitement préalable, ce qui engendre de la pollution et des problèmes de salubrité et de santé publique. Même dans les villes équipées de systèmes de traitement des eaux usées, la population non résidente, qui ne cesse de croître, est à l'origine de problèmes : sur le littoral de Tétouan par exemple, seuls quatre complexes touristiques disposent de systèmes autonomes d'épuration des eaux usées. A Marsa Matrouh, seuls quelques hôtels, construits après 2005, disposent de stations de traitement des eaux usées ; les effluents provenant des autres établissements et de la ville sont traités dans des fosses septiques ou rejetées directement en mer.

La situation semble meilleure à Alanya, à Jerba et en Sardaigne. À Alanya, la plupart des eaux usées sont traitées avant d'être rejetées en mer et dans les rivières. À Jerba, les trois stations d'assainissement

de l'île traitent 22 250 m³ d'eaux usées par jour et une partie de cette eau est réutilisée pour l'arrosage du golf. A Cabras et Castelsardo, le pourcentage d'eaux usées non-traitées est nul : l'ensemble des eaux usées municipales sont traitées et réutilisées, notamment par l'agriculture irriguée.

La production de déchets solides est un indicateur difficile à renseigner en raison du manque de données. Elle semble s'approcher de la moyenne européenne, où la production touristique de déchets solides est de 2 kg par nuitée en moyenne, sauf à Alanya où elle est de 1,25 kg. D'après une étude de l'Association grecque des hôteliers, la production de déchets doit être inférieure à 1 kg pour présenter de bonnes performances. Le problème le plus important semble être l'absence de systèmes de traitement efficaces dans la plupart des destinations et le fait que le recyclage soit pratiquement inexistant dans toutes les destinations étudiées.

La consommation d'énergie est difficile à évaluer dans la mesure où les hôtels et autres établissements utilisent différentes sources : électricité, propane, fioul, gaz (l'électricité est généralement plus chère). Les informations sur les différentes destinations indiquent que la consommation touristique augmente, parfois plus rapidement que le nombre de nuitées, même si les données ne sont pas directement comparables. De 2000 à 2008, Torremolinos a connu une augmentation de sa consommation d'énergie d'environ 85 %, malgré une diminution de 16,3 % en nombre de nuitées. Alanya a connu une augmentation de 13 % pendant cette même période, sans augmentation du nombre de nuitées. Dans le gouvernorat de Matrouh, la consommation annuelle des hôtels a augmenté de 181 % entre 2000 et 2009, tandis que les nuitées ont seulement doublé. La consommation d'énergie par les non-résidents a également augmenté rapidement à Cabras (63 %) et à Castelsardo (52 %) sur la période 2002-2005. Les données sont incomplètes pour Jerba, mais elles indiquent que la consommation d'énergie par le tourisme en été est trois fois supérieure à celle constatée en hiver.

L'indicateur « consommation d'énergie par nuitée » permet de comparer les destinations. A Torremolinos, la consommation a doublé en l'espace de huit années, passant de 16,2 à 35,9 kWh par nuitée entre 2000 et 2008. À Rovinj, elle est estimée à 30,2 kWh dans les hôtels, contre seulement 6,2 dans les villages de vacances et 4 dans les campings, tandis que l'estimation est de 23 kWh par nuitée à Tipasa. Hormis dans le gouvernorat de Matrouh où la consommation moyenne est forte (72 kWh par nuitée), la consommation des hôtels des destinations étudiées est proche des données européennes de référence.

L'utilisation des énergies renouvelables, comme l'énergie solaire, ou l'existence de programmes d'économie d'énergie, n'ont pas été observés de manière significative dans les destinations étudiées.

Les extensions urbaines sont provoquées soit directement par le tourisme, soit indirectement pour accueillir les migrants saisonniers ou permanents qui travaillent dans les entreprises touristiques. Ces extensions engendrent une perte des écosystèmes naturels, une dégradation des sols et une réduction de la biodiversité. Les effets négatifs sont accrus lorsque des habitats précieux, comme les forêts et les lagunes, sont touchés. Sur le littoral de Tétouan, plusieurs zones humides qui accueillait de grandes populations d'oiseaux aquatiques en migration et en hibernation ont progressivement disparu en raison du drainage des zones humides et inondables et des constructions. L'exceptionnelle forêt de Cabo Negro, qui abritait de nombreuses espèces d'oiseaux rares, est aujourd'hui menacée, car les promoteurs immobiliers cherchent à faire annuler le programme de protection actuellement en vigueur. À Torremolinos, la disparition de presque toutes les zones naturelles proches de la mer (dunes, zones humides) menace d'extinction deux espèces : le caméléon commun (*Chamaeleo chamaeleon*) et une espèce végétale (*Limonium malacitanum*).

Les extensions urbaines peuvent également avoir un impact négatif sur le **paysage** : de nombreux nouveaux bâtiments et infrastructures touristiques sont implantés non seulement près des zones urbaines existantes, mais aussi au sein des espaces ruraux et naturels environnants jusqu'ici préservés. La plupart des bâtiments ne sont pas construits dans le style architectural local, altérant les paysages et la qualité du produit touristique, notamment à Alanya, à Jerba, dans le gouvernorat de Matrouh et sur le littoral de Tétouan. La qualité de l'environnement bâti est faible dans la plupart des destinations 3S et les récents efforts pour réaliser des constructions de meilleure qualité ne suffisent pas à remédier à la dégradation des paysages.

La qualité urbaine concerne principalement les destinations intégrées à des villes nouvelles ou anciennes. La qualité de vie en ville est affectée par la forte pression humaine des touristes et des vacanciers : problèmes d'embouteillages et de nuisances sonores, de qualité de l'aménagement urbain et des espaces verts. À Torremolinos, où la densité de la population pendant la haute saison est très élevée, soit 10 000 habitants/km², les embouteillages, les nuisances sonores et la pollution atmosphérique, associés au manque d'espaces verts et à une faible qualité de l'aménagement urbain, génèrent un impact global négatif. Des problèmes similaires sont constatés dans d'autres destinations, même si parfois des mesures

sont prises pour les limiter, par exemple la création d'espaces verts et de zones piétonnes à Alanya et Marsa Matrouh. Seules quelques destinations ont appliqué des mesures pour régler ces problèmes, comme Rovinj avec l'instauration d'une protection de l'architecture locale et la création de zones piétonnes, de parcs publics et d'espaces verts.

Les nuisances sonores représentent un impact du tourisme qui est rarement évalué. Le bruit est associé à différentes installations, dont les bars avec terrasse, les refroidisseurs et les climatiseurs : plus de 60 décibels à Torremolinos, des problèmes liés au trafic automobile, à l'usage des klaxons des bus et aux embouteillages à Alanya, ainsi que les fortes densités à Marsa Matrouh et à Al Alamein qui enregistrent 56 et 53 décibels.

L'érosion des plages est importante à Alanya, Jerba et Torremolinos, où les hôtels, les autres bâtiments et l'utilisation intensive ont engendré de sérieux problèmes. Les autorités sont obligées d'intervenir par des mesures coûteuses : équipements pour empêcher l'érosion, recharge artificielle des plages en sable. La surexploitation de la côte est également préoccupante à Al Alamein, à Marsa Matrouh et sur le littoral de Tétouan : elle crée des phénomènes irréversibles. Les dunes coupées de la plage à cause des divers développements et constructions ne pourront pas être réhabilitées.

Des problèmes de **qualité de l'eau de mer** sont rapportés pour certaines destinations : à Marsa Matrouh, sur le littoral de Tétouan, à Tipasa et à Torremolinos. Sur les plages de Torremolinos, des zones de pollution apparaissent chaque année dans la mer en conséquence de l'insuffisance du traitement des eaux usées : le « Pavillon bleu » n'y a pas été accordé. Sur le littoral de Tétouan, certaines plages sont situées à proximité des rejets d'eaux usées, où la qualité de l'eau ne répond pas aux normes. Aucun problème n'a été rapporté à Alanya, Jerba et Rovinj. À Rovinj, le « Pavillon bleu » a été décerné à chacune des cinq plages principales et à Alanya le nombre de plages marquées d'un « Pavillon bleu » a connu une rapide augmentation ces dernières années.

Les écosystèmes marins ne sont pas seulement menacés par la pollution. La pêche est une menace importante, or le tourisme représente un facteur d'augmentation de la demande locale en produits de la mer. Le tourisme accentue les menaces sur des espèces en danger, telles que le phoque moine de Méditerranée (*Monachus monachus*) et la tortue marine (*Caretta caretta*), car il engendre une perturbation supplémentaire pour les individus et les colonies de reproduction.

Quelles sont les conclusions préliminaires sur les impacts environnementaux du tourisme ?

- La pression environnementale est très élevée, principalement dans les destinations balnéaires de tourisme de masse de type 3S, internationales, Rovinj compris, et nationales.
- La pression environnementale se concentre sur le littoral et a généralement défiguré le front de mer.
- L'urbanisation d'une zone est l'une des retombées principales et permanentes du tourisme dans une destination, et son impact sur les paysages, la biodiversité, la qualité urbaine et la qualité des ressources naturelles (principalement les plages) dépend du modèle de développement et de la mesure dans laquelle des règles et restrictions sont appliquées.
- Les problèmes liés à la quantité et à la qualité de l'eau potable, à la qualité de l'eau de mer, à la consommation d'énergie et aux nuisances sonores sont observés principalement dans les destinations 3S.
- Le manque de données sur les performances et impacts environnementaux du tourisme ne permet pas de fournir une analyse quantitative plus précise.

Analyse systémique et durabilité du tourisme : des acteurs aux destinations

Suite à l'évaluation des résultats et impacts économiques, sociaux et environnementaux des activités touristiques dans les destinations étudiées, il s'agit de procéder à une analyse systémique, sous l'angle de la gouvernance, en examinant le rôle des différents acteurs dans le contexte spécifique de chaque destination.

Plusieurs types de destinations selon leur implantation géographique

Il existe deux principaux types de destination en ce qui concerne le niveau d'intégration, ou de déconnexion, par rapport à une ville :

- 1. Les destinations-stations et les villes-stations** telles qu'Al Alamein, Alanya, Jerba, les complexes touristiques du littoral de Tétouan et Torremolinos, où une zone non-occupée ou presque non-occupée est construite en raison de la demande touristique internationale, qu'elle soit directe, indirecte ou induite. Dans ces destinations, le tourisme est l'activité principale, voire la seule activité compétitive, et il a marqué et marque l'économie, la société, le paysage et l'environnement. L'expansion de l'hébergement non-professionnel, principalement des résidences secondaires, des maisons individuelles et des

appartements, constitue une pression importante sur le littoral de Tétouan, à Torremolinos et à Al Alamein. Ce phénomène, qui ne cesse d'augmenter dans tout le bassin méditerranéen, engendre d'importantes extensions urbaines. Le taux d'occupation des hébergements résidentiels est faible, en comparaison avec les hébergements professionnels, et les résultats économiques sont limités, en termes de dépenses touristiques directes et d'emplois créés. Les principaux bénéficiaires de cette tendance sont les spéculateurs fonciers et les promoteurs immobiliers.

- 2. Les villes-destinations**, notamment Cabras, Castelsardo, Marsa Matrouh, Rovinj, Siwa et Tipasa, où la ville présente une histoire indépendante du tourisme et où le tourisme n'est pas la seule activité. Le tourisme influence l'évolution générale de ces « destinations mixtes ». A Cabras, Castelsardo, Rovinj et Siwa, cette évolution se produit sans défiguration du paysage, soit en raison de la réutilisation et du développement des constructions existantes, soit en raison d'extensions urbaines encore contenues et maîtrisées.

Ces situations reflètent deux modèles touristiques différents. Le premier donne la priorité aux vacances indépendamment du lieu d'accueil : les installations touristiques sont déconnectées de leur localité. Dans le deuxième modèle, le « lieu » est un important facteur de choix d'une destination par les touristes : les installations touristiques sont intégrées à la localité.

Le rôle des acteurs et parties prenantes dans cette évolution est déterminant, qu'ils soient externes ou internes. Les TO et les investisseurs ont « poussé » les destinations à augmenter leurs surfaces bâties. Ils ont souvent été soutenus par les autorités nationales et/ou locales, en fonction du niveau de décentralisation des décisions politiques, et par une population locale qui recherchait plus de revenus, d'emplois et de développement. Dans les cas où les acteurs locaux et les ONG ont influencé les décisions en matière de réglementation du système touristique local, les extensions des surfaces bâties ont été plus limitées et contrôlées.

L'urbanisation des zones naturelles est un impact permanent du tourisme, marquant à jamais une destination, en consommant des ressources non renouvelables telles que le paysage et le sol. Au-delà de l'urbanisation, le tourisme exerce une pression sur d'autres ressources naturelles : eau, habitats et biodiversité. Dans plusieurs des cas étudiés, ces considérations n'ont jamais été prises en compte,

même avec l'émergence de la notion de durabilité : la consommation, prélevée de manière légale ou illégale, ainsi que la consommation d'énergie, sont souvent élevées, l'élimination des déchets n'est pas contrôlée. En outre, la qualité des zones urbaines et la qualité de vie des touristes et des habitants permanents ne semble pas être une priorité pour les planificateurs et les décideurs nationaux et locaux.

Plusieurs modèles économiques : de la standardisation des produits touristiques globalisés à la valorisation des patrimoines et spécificités locales

Le tourisme a provoqué la croissance économique de toutes les destinations. Les principaux bénéficiaires sont le secteur HORECA et les autres services directement ou indirectement associés au tourisme, tels que le commerce et les transports, qui sont nécessaires pour satisfaire la demande locale directe, indirecte et induite. Les autres activités économiques, principalement les secteurs primaire et secondaire, bénéficient rarement de cette expansion économique et sont souvent abandonnées au motif d'être « traditionnelles » / peu compétitives et moins rentables par rapport au tourisme.

Le PIB créé par le tourisme dépend :

- du type d'activités développées localement afin d'attirer les touristes et leurs devises. L'offre locale est souvent peu diversifiée en dehors du secteur HORECA ; les autres services nécessaires pour satisfaire localement la demande touristique directe relèvent le plus souvent d'activités à faible valeur ajoutée. Le développement de l'immobilier et du « tourisme résidentiel » intensifie l'économie informelle et présente un impact quasi inexistant sur l'emploi après la phase de construction des résidents. Le « tourisme résidentiel » est caractérisé par des dépenses journalières moyennes faibles, et le PIB supplémentaire est davantage implicite que réel dans la mesure où il n'y a pas de production effective découlant de l'utilisation des résidences secondaires.
- du contrôle exercé par les opérateurs externes. La présence des TO contribue au maintien des dépenses moyennes par touriste à un niveau bas : pour l'hébergement d'abord, et plus généralement pour l'ensemble du package touristique, comme à Alanya et Jerba spécialisés dans les « packages tout compris à prix réduit ». En outre, la présence des acteurs externes participe à un niveau élevé de fuites économiques.

- du niveau de développement des destinations qui, en général, ne peuvent pas satisfaire les demandes directes des touristes et indirectes et induites à partir des productions locales. À défaut d'une forte assise économique locale, la majorité de la demande supplémentaire, notamment en termes de produits alimentaires, n'est pas satisfaite par les produits locaux et régionaux. Sur le littoral de Tétouan par exemple, les groupes hôteliers s'approvisionnent à l'extérieur de la région voire du pays. La tendance à la « mono-activité » dans plusieurs destinations renforce d'autant cette situation.

Le PIB supplémentaire créé par le tourisme ne change pas le profil économique des destinations vis-à-vis des régions plus compétitives. Les destinations ne développent pas suffisamment d'innovations ni de nouvelles activités ; elles restent dépendantes de la demande externe fluctuante. L'augmentation de l'offre touristique locale, ainsi que l'augmentation de l'offre de produits similaires dans d'autres destinations internationales, rendent les destinations méditerranéennes vulnérables dans un environnement toujours plus concurrentiel.

En fonction du système d'acteurs, de leurs rôles et interactions, les destinations peuvent être classées en trois groupes :

- **Les « destinations déconnectées » proposant un produit touristique de masse 3S international** (Alanya, Jerba et Torremolinos) dépendent fortement des acteurs externes. Leur modèle de développement repose sur un produit touristique international et standardisé, présentant bien peu d'interactions avec l'économie locale et ses potentiels. La valorisation des ressources locales (économiques, humaines, naturelles et culturelles) n'est pas un objectif. Le PIB et le nombre d'emplois touristiques sont certes élevés, mais les fuites économiques vers l'extérieur le sont aussi, en raison du rôle déterminant des TO.
- **Les « destinations mixtes » (articulées à une ville) proposant un produit 3S** (Al Alamein, Marsa Matrouh, le littoral de Tétouan et Tipasa) sont davantage basées sur le tourisme national, les résidences secondaires et le dynamisme du secteur immobilier. Ici non plus, la valorisation des ressources locales n'est pas un objectif. Par rapport au modèle précédent, le PIB et le nombre d'emplois touristiques sont faibles, tout comme le sont les fuites économiques. Rarement et difficilement prise en compte, l'économie parallèle/informelle demeure importante dans ce type de destination.
- **Les « destinations intégrées » proposant des produits touristiques spécifiques** (Cabras,

Castelsardo, Rovinj et Siwa), plus ou moins basées sur « le lieu » et ses spécificités, cherchent à valoriser les atouts locaux et à développer une offre et un produit spécifiques. Ces destinations sont caractérisées par une faible activité économique et moins d'emplois, mais les dépenses quotidiennes moyennes par touriste sont plus élevées et le niveau des fuites économiques vers l'extérieur est plus faible par rapport aux autres types de destination.

Le tourisme, un générateur d'emplois, un marqueur des sociétés locales

Les sociétés locales (populations résidentes permanentes des destinations) sont marquées par la croissance du tourisme de plusieurs manières : création de nouveaux emplois directs et indirects, augmentation de l'activité des femmes et des jeunes, évolution des activités marquée par le recul des secteurs « traditionnels » (agriculture, artisanat) délaissés en faveur des services. Ceci a pour conséquence plusieurs formes de mobilité sociale et la « modernisation » de la société, une augmentation de la population due à l'immigration saisonnière et permanente, ainsi que des revenus supplémentaires.

L'emploi demeure l'indicateur clé de l'impact du tourisme sur les sociétés locales. À partir des données sur l'emploi touristique, les destinations peuvent être classées différemment par rapport aux précédentes typologies :

- le nombre d'emplois par lit est faible dans les pays développés, en raison d'une gestion efficace et d'une rationalisation des ressources humaines relativement coûteuses, avec une part importante d'emplois saisonniers et temporaires directement liés à la saisonnalité de l'activité touristique ;
- le nombre d'emplois par lit est moyen dans les pays émergents où le tourisme est une activité « industrialisée », avec de grands hôtels haut de gamme, et où la gestion des coûts de personnel est efficace ;
- le nombre d'emplois par lit est élevé dans les pays en voie de développement où la main-d'œuvre est disponible et à bas coût.

En comparaison avec les données nationales rassemblées par le WTTC, le niveau d'emploi apparaît sous-estimé à l'échelle locale des destinations étudiées (Tableau 5), ce qui confirme les réserves quant à la fiabilité des données locales, tout en soulevant la question des différentes méthodes utilisées pour évaluer le nombre d'emplois touristiques – même si les destinations étudiées ne sont pas toujours

Tableau 5 Nombre d'emplois par lit dans les destinations et les pays correspondants

	Nombre d'emplois par lit (1)	Intensité de l'emploi direct (2)	Nombre d'emplois directs par lit dans le pays (3)	Intensité de l'emploi direct dans le pays (4)
Alanya	0,50	Moyenne	0,65	Moyenne
Jerba	0,40	Moyenne	1,07	Moyenne
Torremolinos	0,14	Faible	0,32	Faible
Al Alamein	0,86	Élevée	6,41	Élevée
Marsa Matrouh	0,88	Élevée	6,41	Élevée
Littoral de Tétouan	0,60	Élevée	5,87	Élevée
Tipasa	0,74	Élevée	3,42	Élevée
Cabras	0,16	Faible	0,39	Faible
Castelsardo	0,09	Faible	0,39	Faible
Rovinj	0,18	Faible	0,93	Moyenne
Oasis de Siwa	0,73	Élevée	6,41	Élevée

Source : (1) données fournies par les experts, (2) et (4) estimations de l'auteur, (3) données WTTC. Destinations classées par type, puis par ordre alphabétique.

représentatives du modèle touristique dominant des pays dans lesquelles elles se trouvent.

Deux points associés aux emplois touristiques sont considérés comme les principaux handicaps :

- **la forte saisonnalité de l'emploi touristique**, en lien avec la période opérationnelle de la destination et des hébergements touristiques¹⁷ ;
- **le faible niveau de formation et de qualification des employés**, ce qui freine l'émergence de nouvelles compétences nécessaires au développement d'activités compétitives. Les quelques employés qualifiés nécessaires dans le domaine du tourisme (directeurs, managers, fonction d'encadrement) sont des « immigrés saisonniers » souvent « importés » des pays développés ou des pôles économiques majeurs des pays.

Le nombre d'emplois directs :

- est supérieur, moins saisonnier et plus qualifié dans la première catégorie de destinations, à Alanya, Jerba et Torremolinos, en raison du nombre importants de lits, de l'étendue de la période opérationnelle et de la gamme supérieure des hôtels ;
- est moins important et plus saisonnier dans la deuxième catégorie de destinations, à Al Alamein, Marsa Matrouh, sur le littoral de Tétouan et à Tipasa, en raison de l'importance des résidences

17 Toutefois, l'impact négatif de la forte saisonnalité peut être nuancé dans la mesure où l'emploi touristique saisonnier, articulé à des formes de pluriactivité, a contribué, notamment dans les destinations montagnardes, au maintien sur place des populations, en limitant l'exode rural et les territoires périphériques « en friche ».

secondaires, d'une saison plus courte et des activités touristiques informelles ;

- est assez important à Rovinj et Siwa, en raison de la durée intermédiaire de la période opérationnelle, mais faible à Cabras et Castelsardo à cause de la forte saisonnalité.

Du développement touristique à la durabilité des territoires

À la lumière des profils de durabilité des onze destinations étudiées, ces dernières peuvent être réparties dans trois catégories qui ne sont pas tout à fait homogènes :

- les destinations internationales 3S matures – Saturation voire déclin de la durabilité économique, sociale et environnementale ;
- les destinations nationales 3S en développement – Menace sur la durabilité des destinations face au glissement vers le résidentiel ;
- les destinations à produit touristique spécifique – Vers le développement durable ?

Cette catégorisation ainsi que la synthèse des forces, faiblesses, opportunités et menaces majeures pour chaque groupe sont présentées ci-après, ainsi que dans les tableaux 6, 7 et 8.

Destinations internationales 3S matures : homogénéisation, saturation et déclin

Cette catégorie regroupe les trois plus grandes destinations qui accueillent le tourisme international

3S de masse, actives quasiment toute l'année et dominées par les TO : Alanya, Jerba et Torremolinos.

À partir des données fournies par les experts, on constate une stagnation voire une baisse de l'offre et de la demande qui sont le reflet de résultats économiques en baisse par rapport aux années précédentes. Ces destinations sont saturées et subissent d'importantes dégradations environnementales. Ces tendances laissent à penser que les destinations internationales matures, « déconnectées » des territoires locaux, dont l'activité principale est le tourisme, font face à une baisse d'activité qui compromet leur durabilité.

Même si les trois destinations présentent des trajectoires divergentes – Alanya est une destination plus récente comparée aux deux autres, le développement du tourisme à Jerba est encadré dès l'origine par un plan d'aménagement, Torremolinos devient une destination résidentielle – elles partagent des caractéristiques communes synthétisées dans le Tableau 6.

À la lumière de cette analyse SWOT, seront développées dans le prochain chapitre les propositions de mesures politiques à mettre en place par ces destinations afin d'inverser les tendances négatives. Reste à savoir si la « renaissance » de ces territoires est encore possible – et à quel coût – pour offrir un produit touristique compétitif dans un contexte devenu fortement concurrentiel ? Reste également à définir les modalités de cette « renaissance » pour chacune de ces destinations.

Destinations nationales 3S en croissance : glissement du tourisme vers le résidentiel, menace pour la durabilité des territoires

Cette catégorie concerne les destinations possédant la caractéristique commune et dominante suivante : une demande nationale croissante (Tableau 7). Cette croissance a conduit au développement de nombreux hébergements résidentiels à Al Alamein, à Marsa Matrouh, sur le littoral de Tétouan et à Tipasa.

À Al Alamein et sur le littoral de Tétouan, la clientèle régulière est principalement composée de l'élite nationale – même si les touristes internationaux représentent une part importante de la clientèle. La fréquentation de Marsa Matrouh est plus équilibrée en termes de clientèle internationale / nationale, ainsi qu'en termes de catégories sociales des touristes. Tipasa est une destination exclusivement nationale, plus populaire, et présente une saison touristique très courte.

À Al Alamein et sur le littoral de Tétouan, l'offre est de plus en plus contrôlée par les opérateurs immobiliers qui intègrent souvent une structure hôtelière pour justifier leurs projets résidentiels. Cette tendance donne à ces destinations un caractère différent des destinations touristiques classiques. Ce modèle est-il plus durable que le modèle précédent ? La réponse est non si l'on prend en compte le facteur environnemental car ce modèle de développement mobilise d'importantes ressources foncières et naturelles, détruisant l'écosystème local. Si les données dont nous disposons ne permettent pas de mesurer précisément les résultats économiques et sociaux des destinations résidentielles, ces dernières sont marquées par diverses formes de spéculations foncières et immobilières, avec une consommation continue des terrains non bâtis.

Destinations à produit touristique spécifique : une voie vers la durabilité ?

Les « destinations dites artisanales, de caractère, à produit touristique spécifique » regroupent les destinations valorisant leurs atouts locaux et développant leur image en fonction des spécificités locales (Tableau 8). Rovinj, la plus ancienne destination étudiée qui renoue avec la croissance après un déclin causé par la guerre en ex-Yougoslavie, et Siwa attirent une clientèle internationale, alors que Cabras et Castelsardo dépendent principalement du tourisme national.

Cette catégorie est plus hétérogène comprenant une destination non côtière (Siwa), une destination mature dépendant du tourisme international (Rovinj) et deux destinations nationales de petite taille (Cabras et Castelsardo). Ces destinations ont en commun un attrait principalement culturel et naturel, non basé sur l'offre 3S classique. Le « lieu » a de l'importance et l'activité touristique semble être mieux intégrée à l'économie locale, ce qui peut expliquer une faible dépendance vis-à-vis des TO. En comparaison avec les autres types de destination, la contrainte majeure reste le faible impact économique et social, du fait de la forte saisonnalité, notamment pour Cabras et Castelsardo.

Tableau 6 Analyse SWOT des destinations internationales 3S matures. Saturation voire déclin de la durabilité économique, sociale et environnementale

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> - PIB touristique et niveau d'emploi élevés - Hébergements de qualité : hôtels haut de gamme - Faible saisonnalité 	<ul style="list-style-type: none"> - Plusieurs indicateurs en baisse : taux d'occupation, saisonnalité, revenu par lit - Produit international sans valorisation des spécificités naturelles et culturelles locales - Forte dépendance vis-à-vis des TO et d'un nombre réduit de nationalités des touristes - Fuites économiques vers l'extérieur (pays et étranger) - Prolifération des formules « tout compris » et bon marché pour rester compétitif - Faibles dépenses journalières moyennes des touristes - « Mono-activité » basée sur le tourisme - Produit homogène standardisé, faible diversification de l'offre qui se limite aux hôtels et stations touristiques - Main-d'œuvre peu qualifiée - Forte consommation et dégradation des ressources naturelles et paysagères - Dégradation de l'environnement et de la qualité de vie - Forte pression foncière et environnementale pour continuer l'expansion - Coûts de gestion et de réhabilitation des destinations en hausse
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - Renaissance possible à travers une offre de qualité et une diversification des produits 	<ul style="list-style-type: none"> - Croissance de l'offre mondiale et de la compétitivité des autres destinations - Changement climatique

Tableau 7 Analyse SWOT des destinations nationales 3S - Menace sur la durabilité des destinations face au glissement vers le résidentiel

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> - Croissance du tourisme national - Faible pression en termes de lits/habitant et lits/superficie - Fortes dépenses journalières des touristes (sauf pour Tipasa) 	<ul style="list-style-type: none"> - Economie informelle échappant à la fiscalité - Faible qualité de l'offre - Faible part des chambres d'hôtels et importance des résidences secondaires - Faible impact sur l'économie et l'emploi - Faible taux d'emploi, main-d'œuvre peu qualifiée - Manque d'aménagement concerté et augmentation de la pression environnementale - Régulation locale limitée sur les consommations de ressources et le développement du résidentiel - Forte pression environnementale du tourisme résidentiel
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - Émergence d'une demande de tourisme durable - Articulation possible entre le littoral et l'arrière-pays - Développement de la demande touristique nationale 	<ul style="list-style-type: none"> - Croissance de l'offre touristique mondiale - Changement climatique - Croissance de la demande en logements résidentiels

Tableau 8 Analyse SWOT des destinations à produits touristiques spécifiques - Vers le développement durable ?

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> - Diversification du produit en valorisant les atouts locaux - Dépenses journalières par touriste relativement élevées - Faible dépendance aux TO - Faibles fuites économiques vers l'extérieur - Économie diversifiée - Maintien de la population locale - Faible pression environnementale - Contrôle/régulation local sur les ressources naturelles et le développement touristique 	<ul style="list-style-type: none"> - Forte saisonnalité - Faible taux d'occupation des hébergements et de la destination - Faibles revenus touristiques totaux - Marketing limité et difficulté à toucher les nouveaux clients - Peu de création d'emplois
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - Nouvelle demande en produits diversifiés de qualité - Tassement général de la demande en destinations touristiques 3S de masse - Diversification accrue de la demande touristique 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de ressources financières pour mettre en œuvre les mesures adoptées à cause de la crise financière - Présence de nouvelles destinations concurrentes proposant des produits similaires - Croissance de la demande en logements résidentiels - Changement climatique

Évaluation des politiques publiques mises en œuvre dans les destinations

Ce chapitre focalise sur :

- les actions des autorités locales et nationales pour :
 - promouvoir le développement du tourisme et répondre aux problèmes concernant l'offre et la demande ;
 - améliorer la gestion des entreprises afin d'augmenter la performance et l'impact des activités touristiques dans les destinations.
- un résumé des propositions des experts pour améliorer la durabilité du tourisme.

Politiques locales et nationales

Les autorités locales et nationales sont censées améliorer le bien-être de la population en traitant les problèmes à court terme et en mettant en place des actions à long terme qui permettront d'atteindre les objectifs de durabilité. Pour ce qui concerne le développement du tourisme, les actions des pouvoirs publics peuvent être étudiées en évaluant les politiques mises en place pour encourager l'offre et la demande, pour réguler les activités du secteur privé, et pour améliorer l'impact du tourisme sur la durabilité de la destination et du pays.

Politiques de développement du tourisme : plusieurs « écoles » et approches

Les paragraphes qui suivent s'intéressent aux politiques mises en place par les pouvoirs publics, en particulier par les gouvernements, pour encourager, développer et favoriser l'offre et la demande touristiques dans les différentes destinations étudiées. La promotion du tourisme par les pouvoirs publics, notamment pour attirer les touristes internationaux, a vocation à capter les devises étrangères, accroître le PIB et créer de l'emploi. Ce n'est que récemment que des objectifs environnementaux et de durabilité en général ont été adjoints aux objectifs économiques et sociaux de court terme.

Tourisme et aménagement de l'espace : trois approches de planification territoriale

On peut identifier trois approches de planification territoriale dans les destinations étudiées :

1. **L'approche libérale ou « l'école anglo-saxonne ».**
L'implication des pouvoirs publics en matière d'aménagement du territoire et de protection des patrimoines locaux est discrète voire absente dans le cadre des aides publiques aux projets de développement touristiques à Alanya, Al Alamein, Marsa Matrouh et Torremolinos. L'État intervient

pour encourager et faciliter les investissements privés à travers des incitations financières et l'élimination des contraintes administratives. Il n'impose pas ou peu de contraintes particulières en termes d'urbanisme et d'architecture.

Destination récente, Alanya¹⁸ fait partie des zones touristiques prioritaires que le gouvernement turc a créées en 1982 ; les investissements privés et publics n'ont pas été accompagnés d'outils de planification territoriale. Les incitations aux investissements ont servi des objectifs de court terme visant à augmenter les recettes en devises étrangères. Les revenus liés à l'activité touristique ont ainsi été multipliés par 134 en près de 34 ans (1975-2008).

Le développement de l'activité touristique entraîne une forte urbanisation des destinations. La forte demande en résidences secondaires (appartements, chalets, villas, copropriétés), appuyée par les autorités locales et nationales par le biais de différents mécanismes (principalement les prêts, comme le *Real Estate Finance* en Égypte), entraîne l'extension et la densification des zones bâties.

D'autres mesures favorisent la croissance de l'activité touristique : la libéralisation des investissements étrangers, la privatisation des services portuaires, la révision des lois relatives à la construction visant la simplification des démarches administratives en matière de création d'établissements hôteliers et touristiques, la promotion de l'achat de résidences secondaires.

La législation relative à la protection de l'environnement ne semble pas efficace ni même correctement appliquée : en Égypte, l'article de loi 4/1994 relatif à la protection de l'environnement déclare qu'il « est interdit de délivrer un permis de construire pour la réalisation d'un établissement situé à une distance inférieure à deux cents mètres des côtes sans l'autorisation de l'Autorité égyptienne de protection des plages », mais cette

18 6 489 lits en 1980, 147 571 lits en 2008 ; 88,3 % des touristes ont recours à des TO. Les étrangers représentent 96,06 % des nuitées totales en 2008.

Figure 20 Hôtel à Marsa Matrouh et complexe hôtelier à Al Alamein (Egypte)



Source : (IDSC) Gouvernorat de Matrouh



loi ne semble pas être respectée dans les régions étudiées. Selon Adel Aly Ahmed Rady (2011), « on constate une surconsommation des ressources côtières par les touristes et les infrastructures dans les villes d'Al Alamein et Marsa Matrouh ».

L'efficacité de la législation et des règlements en matière d'environnement et plus précisément en matière de protection du littoral semble moins importante que les objectifs de développement : les objectifs de croissance économique demeurent prioritaires sur les objectifs environnementaux, pour toutes les destinations et pour toute la région méditerranéenne.

La situation est particulièrement préoccupante à Torremolinos où la plaine et le littoral ont été entièrement urbanisés. La pression démographique cumule la présence de 63 077 habitants, 28 250 lits dans les établissements touristiques officiels, 64 160 lits dans les résidences secondaires, en plus des infrastructures routières et touristiques (autoroutes, ports de plaisance, parcours pédestres le long des côtes), ainsi que des services pour les touristes et les habitants (commerces, restaurants, etc.). Cette pression a eu raison des espaces naturels : les ressources en eau sont diminuées et dégradées, les mécanismes morphologiques

naturels d'accumulation et d'érosion des plages sont altérés. Le traditionnel village de pêcheur datant des années 1950 a complètement disparu et il n'en reste aujourd'hui aucun vestige.

Le développement touristique de Torremolinos a été et demeure un modèle dans les pays du sud de la Méditerranée. Or ce modèle n'est pas durable et représente « un mur vers lequel les PSEM foncent tête baissée » sans mesurer les conséquences environnementales (Berriane, 2011). Les experts soulignent les limites du tourisme balnéaire de masse dont l'attractivité principale, voire unique, est la plage. Il existe de nombreux exemples de pays et de destinations qui dépendent du tourisme de masse et qui sous-estiment l'importance de leur patrimoine. Ceci s'explique par les tendances internationales et les politiques nationales visant à attirer les touristes, peu importe les conséquences environnementales. Comment les PSEM peuvent-ils résister aux propositions des promoteurs touristiques et immobiliers lorsqu'une grande partie de leur population vit sous le seuil de pauvreté ? Comment favoriser la création d'emplois et de revenus sans détruire les potentiels sur lesquels est fondé le développement du tourisme ? Des solutions alternatives doivent être

Figure 21 Urbanisation de Torremolinos (Espagne)

Source : <http://www.delcampe.net>

recherchées pour apporter un équilibre préservant les patrimoines locaux d'une part et respectant la capacité d'accueil des territoires d'autre part.

2. L'approche « planification territoriale et aménagement du territoire » ou « l'école française ». Les plans d'aménagement du territoire et d'urbanisme résultent de l'action directe de l'État pour fixer des règles : nombre de lits au km² par exemple. Cette approche de planification territoriale est répandue dans les trois pays du Maghreb, notamment au Maroc et en Tunisie où, depuis les années 1960 (après les indépendances), sont établis des plans d'aménagement touristiques. Parallèlement les pouvoirs publics contribuent à la création d'infrastructures touristiques dans le cadre de plans spécifiques de développement du tourisme, l'objectif étant d'attirer davantage de touristes et de devises étrangères, de créer des revenus et de l'emploi.

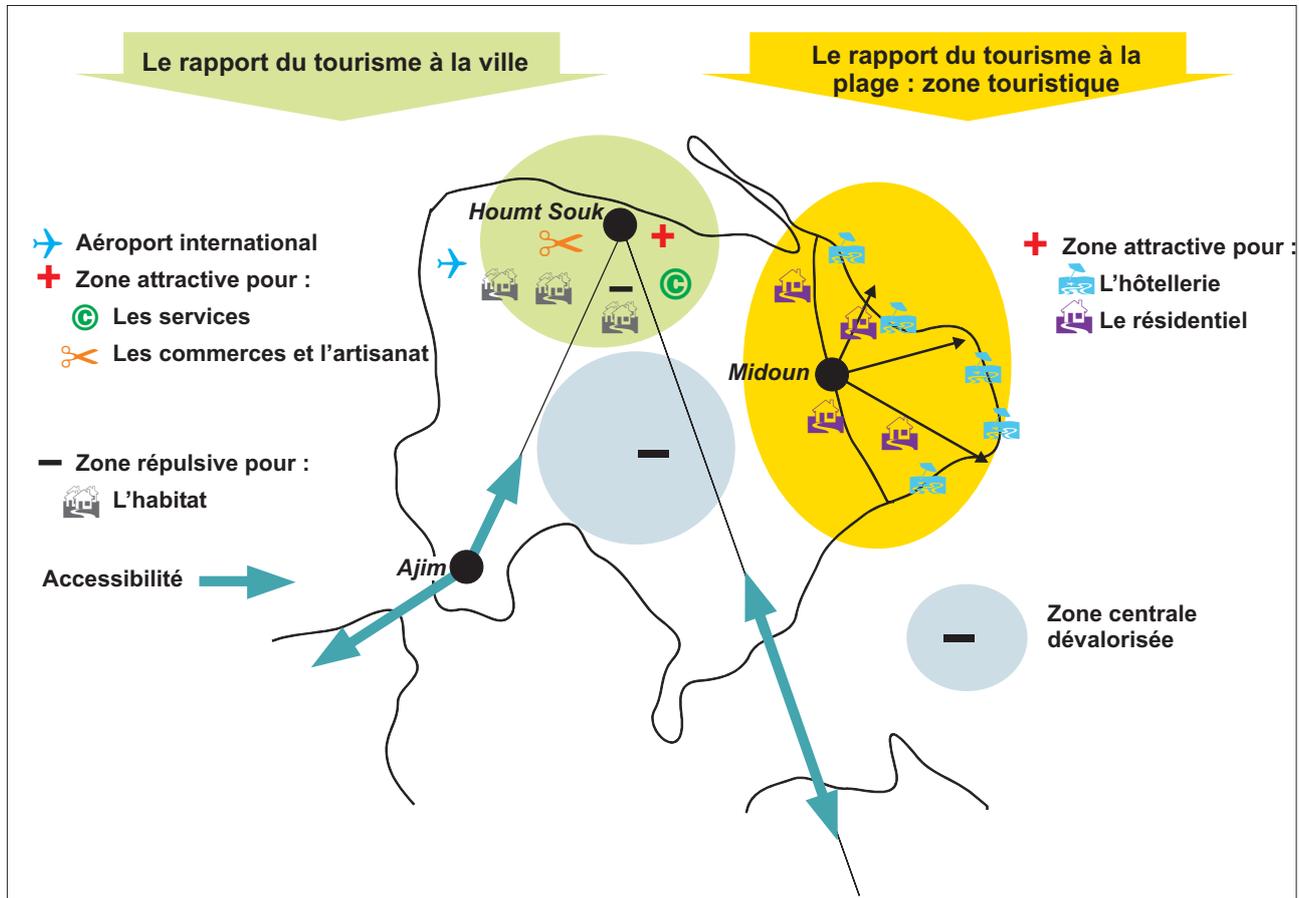
À Jerba¹⁹, seuls les investissements situés en « zones touristiques » décrétées en 1973 pouvaient

recevoir des subventions de l'État (Chapoutot, 2011). Le plan d'aménagement touristique, couvrant moins de 4 % de la superficie de l'île et 21,5 % de son littoral, prévoyait des zones dédiées à certaines infrastructures et activités comme les hôtels, équipements de loisirs, quartiers résidentiels, espaces verts et zones non constructibles. Malgré des modifications ultérieures, la densité de lits d'hôtel et la hauteur des bâtiments ont été réglementées dès la « mise en tourisme » de l'île.

Le littoral de Tétouan, destination initialement prévue pour accueillir des touristes internationaux (plan de développement des années 1960), est devenu le lieu d'accueil des vacanciers nationaux. Ces transformations sont accompagnées d'opérations immobilières d'envergure qui, avec les hébergements professionnels, occupent la quasi-totalité de la zone côtière : urbanisation linéaire, artificialisation du littoral (Figure 22). Les territoires considérés auparavant comme des zones protégées sont finalement urbanisés, malgré les différentes politiques de protection en vigueur. Aujourd'hui, seulement 12,5 % du littoral ne sont

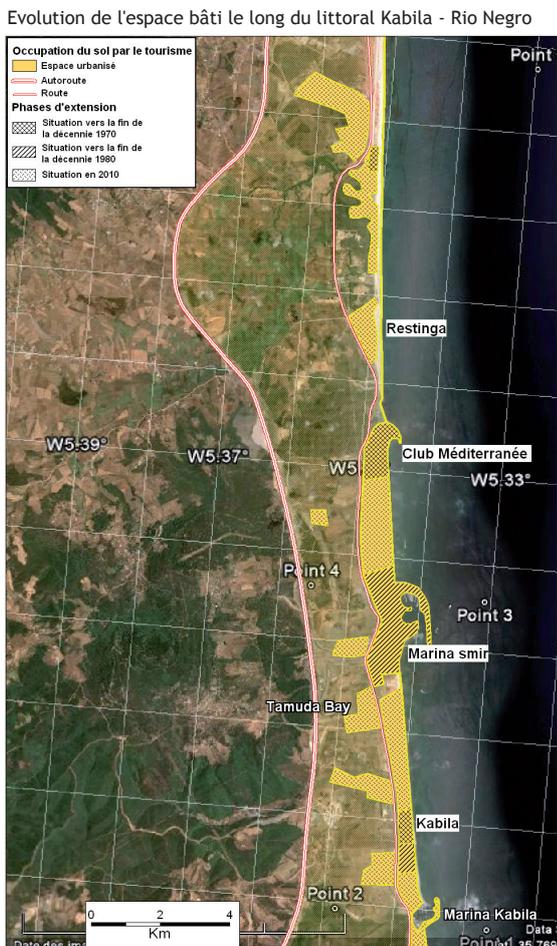
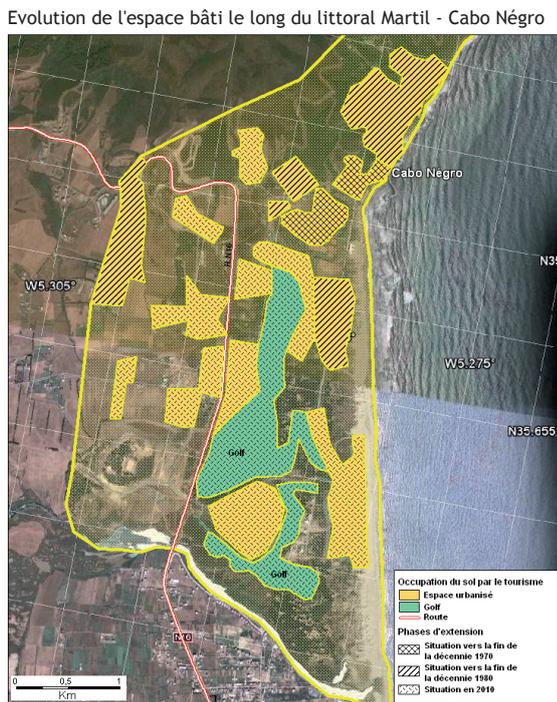
19 1 245 lits en 1968, 45 310 lits en 2008, soit près de 20 % de la capacité d'accueil de la Tunisie.

Figure 22 Mutation du territoire touristique de Jerba (Tunisie)



Source: Etude de cas de Jerba (Tunisie), Chapoutot 2011.

Figure 23 Évolution de l'occupation des sols. Littoral de Tétouan (Maroc)



Source : étude de cas du littoral de Tétouan (Maroc), Berriane, 2011.

pas encore bâtis et l'expansion de la zone bâtie est responsable de la disparition d'importantes zones humides.

Les autorités algériennes, après avoir mis entre parenthèses le développement du tourisme pour des raisons de politique intérieure dans un contexte de crise à la fin des années 1980, ont mis en place un nouveau plan d'aménagement territorial pour le tourisme. Même si l'Algérie a suspendu le développement du tourisme au cours des années 1990, le gouvernement a toujours maintenu les politiques et règlements en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme.

Depuis quelques années, on constate un retrait progressif de l'État en matière d'investissements directs à Jerba et sur le littoral de Tétouan. Malgré les réglementations et les restrictions imposées dans les zones touristiques pour limiter la densité urbaine et optimiser la localisation et l'architecture des bâtiments, la pression des résidences principales et secondaires a entraîné une urbanisation diffuse et anarchique dans l'arrière-pays proche des zones touristiques.

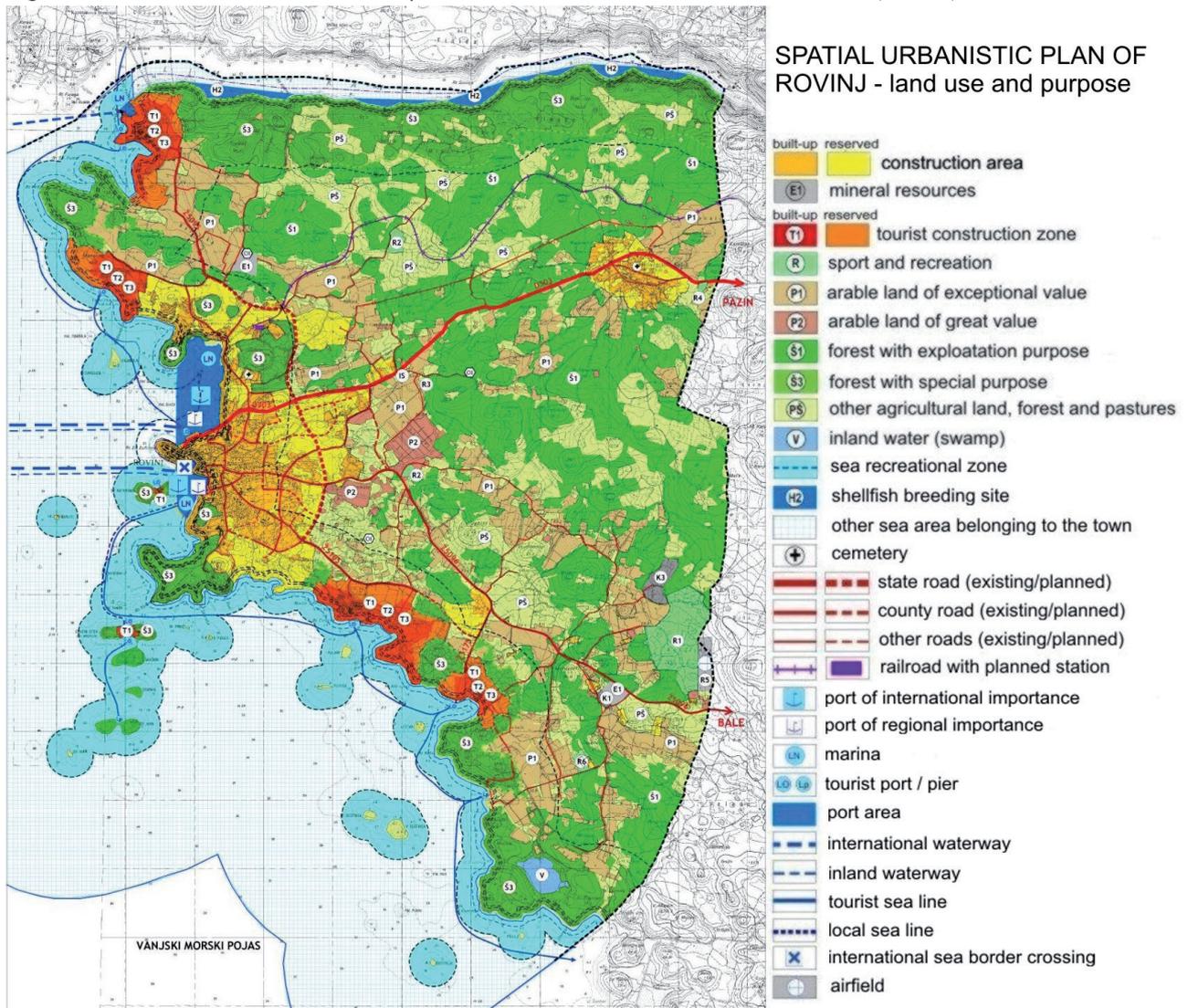
3. L'approche « protection - conservation ». À Cabras, Castelsardo, Rovinj et Siwa, les plans d'aménagement du territoire sont plus strictes et la priorité est donnée à la préservation des patrimoines naturel et culturel.

À Rovinj, la plus ancienne destination étudiée, les zones touristiques sont situées autour de la ville (Figure 24), non sans contraintes d'ordre urbanistique, ce qui permet de préserver le centre-ville. La préservation des patrimoines architectural et naturel s'explique par plusieurs facteurs inscrits dans la durée :

- la réglementation stricte de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme au cours de la période communiste ;
- la baisse de l'activité touristique pendant la guerre civile en ex-Yougoslavie ;
- la bureaucratie qui décourage les grands opérateurs étrangers ;
- l'adoption par les pouvoirs publics (depuis 1993) d'une politique visant à maîtriser la pression immobilière (due à la construction de grands immeubles résidentiels par des promoteurs immobiliers), tout en encourageant la création de nouveaux hôtels ;
- la présence et l'assise locale d'une grande entreprise (Maistra) ayant un rôle moteur dans la majorité des grands projets d'aménagement et de construction.

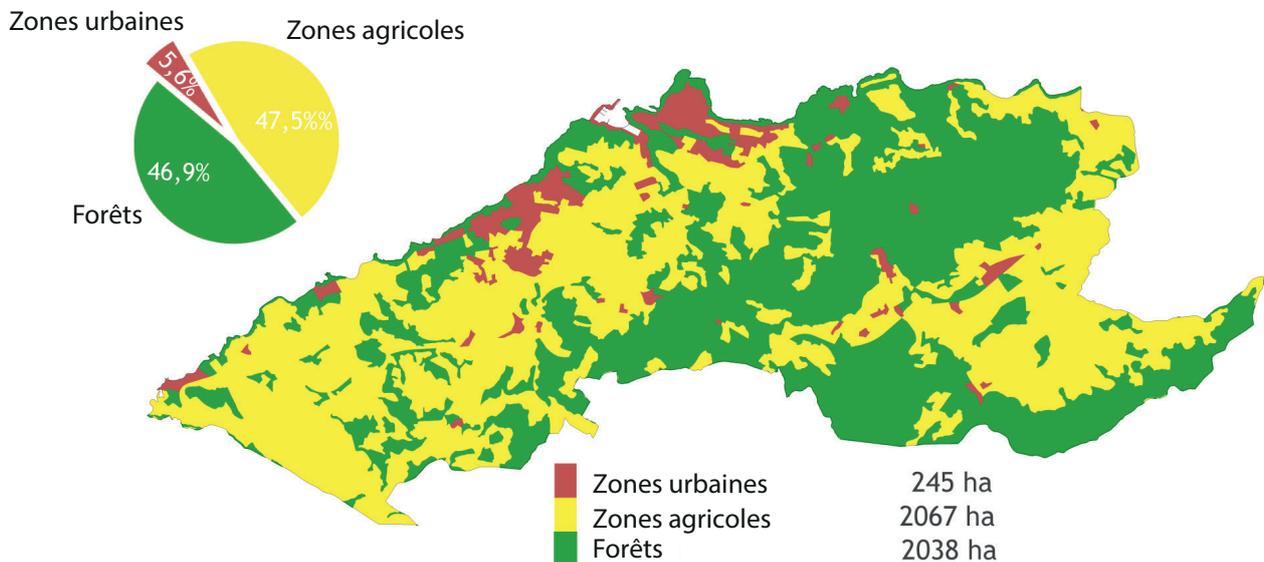
La région autonome de Sardaigne interdit les constructions trop proches du littoral, tout en

Figure 24 Localisation des zones touristiques et des centres urbains dans le comté d'Istrie (Croatie)



Source : étude de cas de Rovinj (Croatie), Klaric, 2011.

Figure 25 Occupation des sols à Castelsardo (Sardaigne, Italie)



Source : Etude de cas de Castelsardo (Sardaigne, Italie), Satta, 2011.

adoptant un plan local pour le développement du tourisme durable. Parallèlement, des mesures nationales ont été prises en faveur de la protection des sites historiques, tels que Castelsardo (*Figure 25*), et des sites naturels, tels que Cabras (AMP), et de la Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC). La protection de l'environnement a permis de préserver ces destinations, contrairement à la côte est de la Sardaigne (Costa Smeralda) aménagée avant la création de ces mesures préventives.

L'oasis de Siwa est un site culturel protégé. Situé à distance du littoral, à l'intérieur des terres et en plein désert, cette destination fait – pour l'instant – l'objet de pressions moins fortes que celles exercées par le tourisme balnéaire (*Figure 26*). Afin de préserver ce patrimoine unique, les autorités exercent un contrôle accru sur les demandes d'autorisation de construire. Toutefois, le succès récent que connaît cette destination pourrait renforcer la pression du secteur immobilier : un plan d'aménagement est donc nécessaire pour maintenir la protection des patrimoines culturel et naturel.

Figure 26 Nouvel hôtel à Siwa (Egypte)



Source : (IDSC) Gouvernorat de Matrouh

Tourisme et développement infrastructurel des territoires

Quelle que soit l'approche retenue en matière de planification territoriale et quel que soit le territoire étudié, le développement du tourisme a été un levier permettant d'améliorer les infrastructures générales (transports, approvisionnement en eau et en énergie, traitement des eaux usées, gestion des déchets) afin de rendre les destinations plus attractives pour les investisseurs et les touristes. Ces infrastructures n'auraient sans doute pas été réalisées sans l'apparition de la demande touristique qui a ouvert des perspectives de création d'emplois et de revenus, tout en contribuant à la fiscalité. Cependant,

la demande touristique peut aussi provoquer la saturation des infrastructures existantes, ce qui a conduit à la création de nouvelles infrastructures pour maintenir un niveau de services adapté à la demande des touristes et des habitants. Dans certains cas, les nouvelles infrastructures ne sont pas suffisantes ou deviennent rapidement obsolètes et/ou sous-dimensionnées pour répondre à la nouvelle demande, ce qui pose des problèmes économiques, sociaux et environnementaux compromettant la durabilité des destinations. Ces mêmes infrastructures sous-dimensionnées par rapport à la demande touristique en haute saison peuvent aussi apparaître surdimensionnées et sous-exploitées en basse saison, ce qui dénote un déséquilibre provoqué par l'attractivité touristique. Ainsi, parallèlement à l'équipement infrastructurel dû au tourisme, il est nécessaire de développer des instruments de planification territoriale et des mesures de protection des patrimoines culturel et naturel.

Le tourisme est également supposé créer de nouvelles opportunités économiques dans le cadre d'un développement diversifié. Les nouvelles infrastructures, provoquées par le tourisme, sont censées créer une nouvelle demande de services et de biens, de nouvelles compétences parmi la population locale, et l'apport de capitaux dans les destinations. Cet objectif n'est généralement pas atteint puisque les destinations développent rarement des activités autres que les services directement liés au tourisme, exception faite des « destinations de caractère » où le tourisme ne se résume pas à une « mono-activité ». A Cabras par exemple, en parallèle des activités/services dédiés à la valorisation touristique des patrimoines naturel et culturel, les secteurs de la pêche et de la production oléicole et viticole profitent du développement touristique.

Tourisme et gouvernance territoriale

La gouvernance territoriale et la maîtrise/régulation du tourisme présentent des caractéristiques différentes selon les destinations. Pour la majorité des pays du sud de la Méditerranée, l'État dispose de presque toutes les compétences ; les décisions sont prises par le pouvoir central. Dans les pays européens, tels que l'Espagne et l'Italie, où les collectivités territoriales bénéficient d'une plus grande autonomie, les décisions sont prises et mises en œuvre à une échelle décentralisée dans le cadre de la législation nationale. La Croatie est un cas particulier qui combine les héritages du régime communiste centralisé de l'ex-Yougoslavie avec des évolutions récentes conférant aux comtés une plus grande autonomie.

À Torremolinos, il existe cinq organismes décisionnaires différents, tant au niveau local que national, dans le domaine de l'aménagement et de la gestion touristiques. Depuis 1992, cette destination fait partie d'un projet pilote dans le cadre d'un plan cadre pour la compétitivité du tourisme en Espagne. Un plan d'actions de long terme, le premier pour l'Andalousie qui représente un territoire touristique mature, constitué de sept grands axes de développement²⁰ et doté d'un budget de 335,5 millions d'euros, est en cours de réalisation avec la participation des autorités locales et régionales. L'une des actions phare est l'aménagement des côtes et des plages pour offrir une meilleure accessibilité au littoral, améliorer la qualité environnementale (nettoyage des plages, qualité des eaux de baignade, protection de la flore), régénérer les voies d'eau, optimiser les infrastructures publiques et créer des points d'observation du littoral. En outre, le plan de marketing de l'office du tourisme de Malaga, chef-lieu de la province dans laquelle Torremolinos est située, a comme objectif principal de renforcer la coopération entre les acteurs publics et le secteur privé. Ce document propose une veille sur la concurrence et un programme de gestion de la qualité, en vue de réduire la saisonnalité à l'aide de produits spécifiques et ainsi créer une image de marque basée sur la qualité, l'authenticité et la diversité. D'autres outils de planification territoriale, tels que le plan d'urbanisme général, ont également un impact sur la destination. Enfin, prévoyant une croissance démographique jusqu'à 120 000 personnes via une intensification de l'urbanisation, le dernier plan d'aménagement de Torremolinos a été rejeté par les autorités régionales et nationales – ce qui montre indirectement les réelles motivations des autorités municipales : le secteur de l'immobilier comme moteur de tout projet de développement...

En Sardaigne, la collaboration entre les autorités régionales et municipales et d'autres organismes publics et parapublics est à l'origine de plans d'aménagement touristiques et promotionnels. À Cabras, l'AMP et la municipalité ont lancé un outil de gouvernance participatif dans le but d'intégrer la population locale et le secteur privé à la prise de décision, à travers un processus de gestion du tourisme durable. Cela consiste à « initier un développement participatif afin de définir un produit touristique

20 Redynamisation des centres et régions touristiques en développant les zones urbaines ; qualité environnementale de la destination (gestion de l'énergie, aménagement du territoire) ; modernisation des produits et activités touristiques ; différenciation et diversification des produits ; innovations et nouvelles technologies ; formations qualifiantes et emplois ; plan de gestion et communication.

complet, résultant de l'interaction entre les secteurs institutionnels, socio-économiques et productifs et le secteur du tourisme. Cet outil permettra de créer de meilleurs systèmes d'interconnexion dans le contexte local, régional et méditerranéen. (...) La stratégie est axée sur la préservation et la mise en valeur de l'identité et des traditions d'accueil de la ville de Cabras, ainsi que sur la valorisation des atouts majeurs de ce territoire : la nature, l'archéologie, l'histoire, la culture, les traditions, l'artisanat local et la gastronomie » (Satta, 2011). Plus qu'un simple plan d'aménagement touristique, il s'agit d'un dispositif exemplaire d'aménagement territorial intégré.

À Rovinj, la majorité des ressources du territoire sont sous le contrôle des pouvoirs publics locaux et d'entreprises privées enregistrant de bonnes performances économiques. Ces deux facteurs – autonomie des autorités locales²¹ et réussite des opérateurs économiques locaux – sont favorables à l'adoption et l'application d'une politique d'aménagement durable.

Figure 27 "Zones protégées" de Rovinj (Croatie)



Source : Office du tourisme régional d'Istrie http://www.istra.hr/en/regions_and_towns/town_and_cities/tz_rovinj/about_rovinj

Les différents programmes d'aménagement du territoire ont donné lieu à des résultats différents selon le contexte institutionnel des pays et les mesures politiques mises en œuvre localement dans les destinations. La diversité et les patrimoines locaux des destinations, ainsi que leur image méditerranéenne, semblent être mieux préservés dans le cadre d'un plan d'aménagement strict.

21 D'une manière générale et depuis 1993, le comté d'Istrie développe une politique économique relativement indépendante vis-à-vis du pays et du pouvoir central, ce qui s'explique notamment par le fait que les collectivités territoriales soient dirigées par un parti politique local.

Politiques d'amélioration des résultats et de la performance du tourisme

Les paragraphes suivants portent sur les mesures politiques visant à améliorer la performance économique, sociale et environnementale du secteur touristique, tant du côté des opérateurs privés que de celui des pouvoirs publics. D'une part, ces mesures émanent des autorités locales ou/et nationales qui fixent les objectifs à atteindre à leurs échelles respectives, tout en soutenant les PME – représentant la majorité des entreprises du tourisme – pour qu'elles puissent innover. D'autre part, ces mesures s'adressent aux grandes entreprises soucieuses de leurs résultats et de leur image auprès du public.

- **Programmes de qualité.** Il s'agit de programmes à travers lesquels les entreprises améliorent volontairement leurs installations et services afin de proposer un produit de meilleure qualité aux clients, selon les spécifications imposées par les pouvoirs publics ou par un organisme privé de certification ou de labellisation. On peut inclure dans cette catégorie les mesures visant l'amélioration de la qualité des destinations comme le *Plan Qualifica* pour l'ouest de la Costa del Sol (Espagne) qui comprend, entre autres, le financement de la modernisation des entreprises du secteur du tourisme, ainsi que des mesures en matière d'économies d'énergie et d'énergies renouvelables. Ce plan passe par l'attribution de subventions accordées sans obligation de respecter une démarche qualité ; il ne s'agit pas d'une démarche volontaire d'amélioration continue.
- **Programmes de qualité environnementale pour les services d'hébergement, écolabels et autres mesures en faveur de la protection de l'environnement.** Même si, dans certains cas, il existe des mesures mises en place par les pouvoirs publics pour améliorer l'efficacité énergétique et la gestion de l'eau, promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables, etc., les « profils de durabilité » ne font pas état de programmes spécifiques ou de dispositifs de suivi dans les destinations étudiées. Il semble que très peu d'entreprises développent de tels programmes de qualité environnementale : un hôtel à Tipasa (Corne d'Or) et un hôtel à Torremolinos. Toutefois, au Maroc, plusieurs dispositifs sont utilisés tels que le Pavillon bleu et la Clé verte, de même que des plages et marinas bénéficient du Pavillon bleu à Alanya, à Castelsardo, à Jerba et dans le comté d'Istrie (<http://www.blueflag.org>).
- **Programmes de formation pour entrepreneurs et employés.** Les « profils de durabilité »

rapportent que le niveau de formation des employés du secteur touristique est souvent peu élevé. L'accent est mis uniquement sur la formation initiale et les experts ne mentionnent pas l'existence de programmes de formation continue. À Torremolinos, 7,6 % du budget du *Plan Qualifica* est dédié à la formation pour améliorer les compétences des employés et 1,2 % pour l'innovation et les nouvelles technologies afin de promouvoir une culture propice à l'entreprenariat grâce à une innovation continue, en développant des formations tout au long de la vie. Au Maroc, il existe des programmes de formation du personnel des hébergements touristiques, mais ces formations ont peu d'impact sur le littoral de Tétouan où les résidences secondaires sont les principales structures d'hébergement.

- **Diversification de l'offre touristique, valorisation des atouts locaux et « marketing territorial ».** Il s'agit de mesures prises principalement par les pouvoirs publics dans le but d'attirer vers les destinations matures une clientèle touristique plus nombreuse et plus fortunée afin de remédier à la baisse du taux d'occupation des hébergements, aux effets de la saisonnalité et à la baisse des revenus touristiques. À Torremolinos, cette approche est axée sur des « campagnes de marketing pour des segments spécifiques de la demande à fort pouvoir d'achat (tourisme gay, salons et congrès), avec la spécialisation dans certains types de produit (sports, événements sociaux) et le développement d'activités complémentaires (notamment les événements culturels) » (Navarro Jurado, 2011). Des efforts sont fournis pour attirer les touristes espagnols, même si les retombées économiques sont plus faibles, de manière à compenser la baisse de fréquentation des touristes britanniques. Cette stratégie, en parallèle des efforts pour améliorer la qualité de l'offre en augmentant le nombre d'hôtels de luxe, a rencontré un succès mitigé car la « diversification » (ou *renaissance* selon la terminologie du modèle Butler) se limite encore trop au produit « soleil et plage » sans se démarquer de l'offre existante. C'est le cas pour toutes les « destinations 3S » étudiées : la création de parcours de golf à Al Alamein, Jerba et Tétouan, de centres culturels et de centres de conférence, n'a pas apporté de changement significatif au produit homogène proposé qui cible toujours une « clientèle 3S ». La transformation d'une destination pour qu'elle offre un produit différent est une tâche d'autant plus difficile que le produit « 3S classique » a fortement marqué les destinations en termes d'aménagement du territoire, d'architecture, de structures économiques et d'image.

- La diversification du produit proposé pour se démarquer d'un « produit 3S classique » reste possible si les atouts d'une destination (potentiels environnemental, culturel et architectural locaux) sont préservés et valorisés lors de la phase initiale de son développement – ce qui n'est pas le cas pour la majorité des destinations 3S du pourtour méditerranéen. Les destinations dites de caractère sont davantage propices à la diversification de l'offre basée sur la valorisation des patrimoines locaux. Par exemple, la commune de Cabras, l'AMP et la population locale travaillent en étroite collaboration pour proposer un « produit à forte valeur ajoutée » en s'appuyant sur le patrimoine naturel et culturel local unique. À Rovinj, malgré la construction rapide de structures d'hébergement, le charme de la ville et des espaces naturels environnants semble préservé. Le développement touristique de Siwa et de Castelsardo est orienté, pour l'instant, vers les mêmes principes.

Deux conclusions se dégagent concernant deux types d'acteurs majeurs pour la durabilité du tourisme et des territoires touristiques (destinations) :

- La première conclusion concerne le secteur privé dont le rôle est d'assurer la pérennité des entreprises dans un contexte économique, social et environnemental durable. Le secteur privé ne semble pas être conscient des problèmes et des enjeux vis-à-vis du tourisme durable ni des mesures à prendre pour atteindre ces objectifs de durabilité. La recherche de profits à court terme, en réduisant les coûts et en développant des activités aux impacts négatifs pour la population et l'environnement local, demeure une pratique courante. Seules quelques entreprises, encore trop rares, ont intégré le fait que des mesures visant la protection de l'environnement ou l'efficacité énergétique pouvaient conduire à une optimisation des coûts et à une meilleure rentabilité, tout en améliorant l'image de marque auprès des clients – alors que la protection de l'environnement peut être un atout pour le développement (raisonné, régulé) du tourisme.
- La seconde conclusion concerne les pouvoirs publics et les outils utilisés pour atteindre leurs objectifs. Les autorités ont généralement fait appel à des outils classiques (politiques incitatives) pour attirer les investisseurs et les touristes en créant des « destinations 3S » homogènes et standardisées, sans tenir compte des spécificités locales. Même si l'état de la durabilité peut être amélioré en proposant diverses politiques et ajustements institutionnels ainsi que des mesures pour optimiser les performances économiques, sociales et environnementales des entreprises et des destinations, il est difficile d'envisager une réelle diversification des destinations si elle n'est pas bien anticipée. Par conséquent, les autorités devraient mener des évaluations des différents impacts (coûts) économiques, sociaux et environnementaux, tout en repensant leur approche du développement touristique pour obtenir de meilleurs résultats en termes de durabilité. La croissance continue de l'offre d'hébergement ne peut plus être considérée comme une stratégie évidente et efficace, notamment dans les destinations matures saturées ou en déclin.

Politiques d'amélioration de l'impact du tourisme via des stratégies de développement intégré

Le tourisme peut contribuer à améliorer l'état de durabilité d'une destination si l'économie locale est diversifiée, résiliente et dynamique, avec des effets multiplicateurs importants et donc de faibles fuites économiques vers l'extérieur, si la société est plus équitable (meilleure répartition des richesses), et si le territoire est en mesure de proposer des biens et des services environnementaux sur le long terme.

Cet objectif peut être réalisé à travers une meilleure intégration du tourisme dans les stratégies de développement local. L'approche sera d'autant plus efficace quand les activités touristiques sont intégrées dès le départ aux stratégies de développement local. Pourtant, très peu de politiques publiques semblent avoir réussi cette intégration. Dans la plupart des cas étudiés, on assiste à une « déconnexion » du tourisme vis-à-vis du reste du territoire et de l'économie locale au profit d'une intégration fonctionnelle de la « zone touristique » au marché international.

- À Al Alamein, Alanya, Jerba, Marsa Matrouh et Torremolinos, cette « déconnexion/désintégration » est complète et aucune mesure ne semble être prise pour remédier à ce problème. On peut se demander s'il est encore possible d'inverser cette tendance grâce à une « renaissance/diversification » de ces destinations, ou en proposant des changements économiques locaux afin de répondre à la demande des touristes à travers des biens et services spécifiques valorisant les patrimoines et atouts locaux.
- Pour les zones côtières de Tétouan et Tipasa, des efforts sont entrepris dans le sens de l'intégration territoriale mais le produit touristique dans sa globalité reste le même. À Tipasa, il existe des circuits touristiques culturels, naturels et historiques intégrant non seulement les plages de la destination mais aussi la montagne et les sites archéologiques de la région, avec la promotion de moyens de transport alternatifs (randonnées pédestres et vélo). Sur le littoral de Tétouan, des mesures sont mises en œuvre pour intégrer le produit balnéaire à l'arrière-pays rural de la province de Chefchaouen, ce qui permettra de dé-densifier le littoral ou/et d'attirer des touristes directement vers un « produit de caractère » basé sur la culture locale des villages de montagne.

- Les destinations dites de caractère proposant un produit spécifique semblent bénéficier d'un développement plus dynamique. À Rovinj, le tourisme est mieux intégré à la ville et à ses activités culturelles. À Siwa, le paysage particulier de la région est la principale attraction touristique : désert et oasis. À Castelsardo, le patrimoine historique et culturel constitue l'attraction principale. Cabras est le meilleur exemple d'intégration du tourisme à l'économie locale : développement de l'AMP et valorisation du patrimoine naturel à travers sa protection. Mais le faible volume de l'activité touristique est autant un inconvénient qu'un avantage dans cette destination émergente : saison très courte, peu d'emplois touristiques, faibles revenus même si les dépenses journalières moyennes des touristes sont élevées.

Concernant l'impact environnemental du développement touristique dans le cadre des politiques mises en œuvre, nous faisons les constats suivants :

- Un cadre légal ambitieux pour la protection du littoral existe dans tous les pays, mais il reste inefficace faute d'application.
- Il existe des plans régionaux pour la protection de l'environnement, des évaluations des capacités de charge des destinations, des plans de protection des ressources en eau, etc., mais cette planification ne se traduit pas par une mise en œuvre concrète et efficace des politiques.
- Dans certaines destinations spécifiques « de caractère » (Cabras, Castelsardo, Rovinj, Siwa), la gestion des espaces naturels et culturels protégés semble donner des résultats positifs intéressants.

Figure 28 Aire marine protégée de Cabras (Italie)



Source : Etude de cas de Cabras (Italie), Satta, 2011.

- Les actions locales concernant la mise en œuvre de stratégies intégrées, telles que les Agenda 21 locaux, les stratégies régionales, les systèmes de suivi participatif et les pratiques de recyclage sont rares. Le cas d'étude de Cabras est le seul à en faire état de manière explicite.

Malgré le manque de données disponibles pour obtenir une vue d'ensemble et une évaluation globale des politiques d'intégration du tourisme aux autres politiques territoriales, les destinations proposant un produit touristique spécifique bénéficient d'un plus grand succès dans ce domaine, ce qui indique qu'il existe des possibilités d'adaptation aux principes du développement durable. Par contre, le faible impact des changements qualitatifs sur l'économie locale (du fait du niveau élevé des fuites économiques) et la dégradation de l'environnement (du fait du dépassement de la capacité de charge des destinations) représentent un problème commun dans les destinations balnéaires 3S, nationales et internationales, compromettant la croissance du PIB et de l'emploi à long terme. Ces destinations semblent ne pas être prêtes à développer des stratégies adaptatives pour faire face aux nouveaux défis : changement climatique, demande diversifiée, protection et valorisation des patrimoines locaux, etc.

Mesures politiques et recommandations des experts

Les recommandations des experts auteurs des études de cas peuvent être classées comme suit :

- **Renforcement et application des mesures légales (législations, réglementations, droits d'exploitation, sanctions, etc.) et optimisation de leur efficacité**

Ces recommandations concernent principalement la phase préliminaire de projets privés et publics, puisque les modifications de l'occupation des sols faisant suite aux nouvelles constructions sont irréversibles et peuvent avoir de graves conséquences sur l'environnement et l'équilibre écologique. L'impact économique et social peut également se révéler trop important pour garantir la durabilité de la destination.

- **Développement et promotion d'instruments fondés sur le marché (taxes, incitations) et de programmes volontaires pour les entreprises touristiques**

Au cours des vingt dernières années, de nombreuses mesures « alternatives » ont été créées pour compléter et appuyer des mesures légales qui semblaient peu efficaces et coûteuses : les taxes permettant d'impacter les prix du marché, la mise en place de soutiens financiers pour les entreprises utilisant les meilleures pratiques, une veille sectorielle menée par les acteurs du tourisme, des codes de déontologie, etc.

- **Campagnes de sensibilisation des touristes, des entrepreneurs et des employés au respect de l'environnement (acteurs internes et externes)**
 - Lancement de campagnes d'information et de programmes pédagogiques en collaboration avec les acteurs locaux afin d'assurer l'implication de toutes les parties prenantes ;

- Mise à disposition des touristes d'informations sur la culture locale (sensibilisation, respect et adaptation des comportements), en créant des centres d'information pour chaque destination ;
- Mise à disposition de la population locale d'informations sur les opportunités et les risques du tourisme et comment promouvoir un bon comportement des touristes.

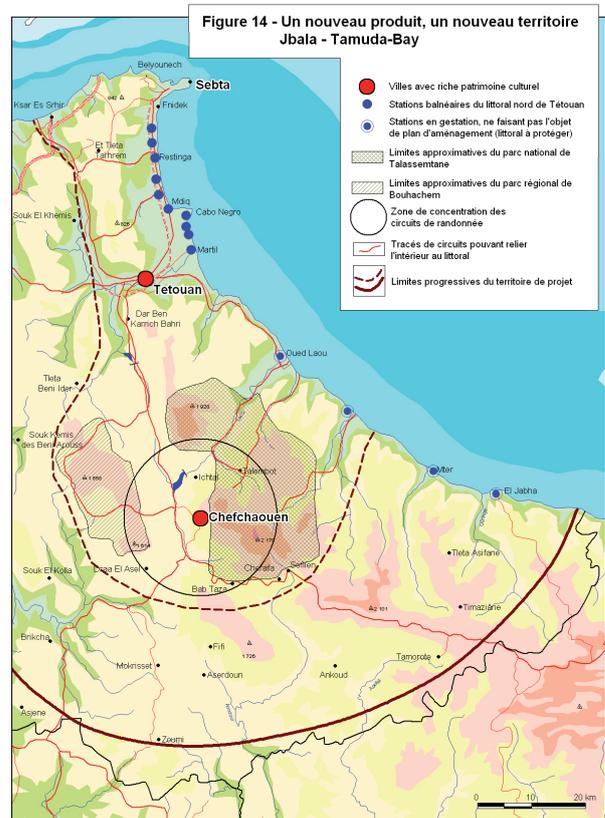
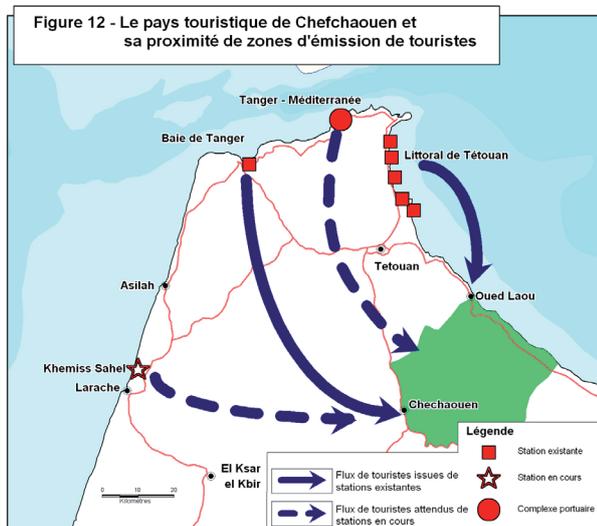
● **Recommandations adressées aux investisseurs et TO pour promouvoir un comportement plus durable envers les destinations**

Les acteurs externes (investisseurs et TO davantage que les touristes) influencent le développement des destinations. Leur influence économique et politique peut être plus importante que celle des autorités locales, comme c'est le cas dans plusieurs des destinations étudiées. Leur capacité de financement et à attirer des touristes internationaux pousse les autorités gouvernementales à revoir à la baisse leurs exigences en matière de protection de l'environnement afin de faciliter la croissance économique et générer plus de revenus. La compétition entre les destinations et les pays joue également en faveur des acteurs externes.

- **Intégration des arrière-pays pour faire évoluer ou diversifier le produit balnéaire 3S, et dédensifier le littoral, par l'ajout de produits nouveaux ou complémentaires basés sur la valorisation des patrimoines naturels et culturels locaux : limiter les fuites économiques en favorisant le « développement territorial » plutôt qu'une « intégration fonctionnelle pour le développement du tourisme »**

Comme mentionné précédemment, certaines destinations, notamment le littoral de Tétouan et Tipasa, tendent à développer de nouveaux produits associés aux arrière-pays pour promouvoir un tourisme écologique et culturel : randonnée, agro-tourisme, éco-tourisme, etc. A l'intérieur des terres, l'arrière-pays de Tétouan semble se prêter à ce type de tourisme, avec le développement de Chefchaouen en zone montagneuse grâce à l'implication des acteurs locaux pour offrir des services d'hébergement, de restauration, de guide touristique, etc. Avec l'augmentation de la fréquentation touristique tant nationale qu'internationale, l'État marocain a décidé en 2003 de créer une zone touristique afin

Figure 29 Planification territoriale et diversification du produit touristique balnéaire. Le littoral de Tétouan et son arrière-pays (Maroc)



Source : étude de cas du littoral de Tétouan (Maroc), Berriane, 2011.

de mieux contrôler le développement du tourisme. Ces objectifs ont plus de chances d'être atteints dans les destinations proposant des produits spécifiques où les efforts d'intégration territoriale sont davantage mis en avant.

Les objectifs en matière d'aménagement du territoire (intégration des activités touristiques au territoire), par opposition à une intégration fonctionnelle du développement du tourisme dans un modèle international (optimisation des bénéfices économiques pour les entreprises – nationales et internationales – plutôt que de privilégier une stratégie à long terme en accord avec les objectifs d'aménagement territorial), prennent mieux en compte les besoins locaux et peuvent offrir des résultats plus durables pour les destinations.

- **Planification décentralisée versus centralisée : gouvernance territoriale et développement local en faveur d'une meilleure intégration du tourisme**

Pour être efficace, la gouvernance territoriale doit être adaptée à la réalité du terrain. Les programmes centralisés, à caractère bureaucratique et basés sur des services administratifs, ne sont pas toujours adaptés aux destinations touristiques. La gouvernance locale/territoriale pourrait être améliorée de façon à intégrer de manière plus efficace le tourisme à l'économie locale grâce à différentes stratégies comme :

- « Développer des stratégies commerciales de marketing territorial et accompagner la professionnalisation de la filière dans les destinations émergentes » qui valorisent leurs patrimoines historiques, culturels et/ou environnementaux. Il est également recommandé aux entreprises d'utiliser davantage l'environnement dans leurs stratégies de marketing, tout en évitant les projets où l'environnement peut apparaître comme un « alibi ».
- « Consommer local et favoriser les circuits courts » dans les modes d'approvisionnement et de ravitaillement des destinations car il y a ici aussi une compatibilité entre les enjeux économiques, sociaux et environnementaux qui peuvent converger. Parallèlement à « l'industrialisation du tourisme » dans une destination donnée, les producteurs locaux ne peuvent plus répondre à la demande qui devient supérieure à l'offre. Au-delà du fait que de nombreux touristes souhaitent retrouver en vacances ce qu'ils ont l'habitude de manger à la maison, la globalisation entraîne une uniformisation / homogénéisation de la cuisine internationale – même si certaines chaînes

internationales de restauration valorisent les productions locales dans leurs établissements. Il y a lieu d'accompagner les producteurs locaux à répondre à la demande des établissements touristiques, tout comme il faudrait sensibiliser les touristes à l'intérêt de consommer local. En trois verbes, pour ce « réveil des territoires », il s'agirait d'accompagner les producteurs locaux à répondre à la demande des touristes, sensibiliser les touristes à l'intérêt, voire à la nécessité, de consommer local, convaincre les hôteliers quant à ces pratiques vertueuses.

- « Encourager les hôteliers à enregistrer leurs recettes dans les banques nationales pour limiter les fuites économiques » : les grands hôteliers ont souvent des comptes bancaires à l'étranger pour échapper à la fiscalité locale, entre autres motifs.
- « Favoriser la participation du secteur associatif dans la définition de labels ou de certifications pour les destinations durables méditerranéennes ».

A propos du « centralisme VS décentralisation » des politiques et initiatives publiques, les experts du projet expliquent que des décisions prises par les Etats pour mettre en tourisme des espaces périphériques ont pu et peuvent se traduire, dans certains cas, par des changements soudains et l'éviction des communautés locales : enjeu de justice sociale. Dans certains territoires des PSEM, dans des contextes où l'éducation reste à améliorer, tant les habitants que certains décideurs locaux manquent de capacités pour prendre en charge la planification territoriale. Dans les Etats jeunes du sud de la Méditerranée, il n'y a pas de longues expériences des pratiques démocratiques ; la décentralisation *main stream* « à marche forcée » peut se traduire par un retour inquiétant des régionalismes et des tribalismes face aux craintes que provoque la globalisation. Les capacités des autorités locales posent également question quant au manque de moyens et d'expérience : prises dans des enjeux électoralistes et clientélistes, les autorités locales peuvent commettre des erreurs irréversibles. Si la décentralisation peut se décréter, la responsabilisation des édiles municipaux demeure un processus long, qui doit s'opérer par palier avec un accompagnement dans la durée.

- **L'image, le « label qualité » : certification de la durabilité du tourisme méditerranéen**

L'objectif principal de ce label serait d'améliorer la qualité des services proposés dans une destination touristique ainsi que sa visibilité sur le marché mondial. Le développement et la mise

en place d'un « label qualité » devrait encourager les acteurs du tourisme à améliorer la qualité des services, à diversifier les activités touristiques en tenant compte du développement durable des territoires. L'attribution d'un label doit être distinguée de la réglementation en vigueur qui a également comme objectif de garantir des normes de qualité : par exemple, les étoiles pour les hôtels. Cette démarche devrait être soutenue par une campagne de communication ciblée. Au lieu de brochures génériques, il faudrait plutôt opter pour des guides nationaux qui mettent en avant la diversité du pays ainsi que les liens entre le littoral et l'arrière-pays.

- **Dispositifs d'observation, système de suivi**

La création de systèmes de suivi locaux permettrait de contrôler en permanence la performance et l'impact des activités touristiques dans une destination. De tels systèmes de suivi pourraient représenter des outils permettant d'obtenir des informations utiles pour générer des recommandations de politiques au niveau local, national et méditerranéen.

Vers la création d'un « label qualité » et un système de suivi de la durabilité du tourisme méditerranéen

L'un des principaux objectifs de la SMDD est de promouvoir un tourisme durable à l'aide des mesures suivantes : la réduction des effets néfastes du tourisme sur le territoire et l'environnement ; la promotion de produits et services touristiques durables ; l'optimisation de la valeur ajoutée de l'économie touristique pour la population locale ; l'amélioration de la gouvernance pour un tourisme durable.

Le développement durable de la région méditerranéenne ne dépend pas uniquement de l'amélioration des politiques en matière de tourisme. D'autres facteurs et politiques sont à prendre en compte : promotion de l'agriculture et du développement rural durable ; adaptation de la production industrielle et de l'artisanat ; valorisation du patrimoine et des sites culturels remarquables, préservation des paysages, des ressources naturelles, de la biodiversité et des écosystèmes pour la fourniture de biens et services environnementaux à la population locale, aux touristes et au reste du monde ; garantie d'une qualité de vie et d'un niveau de bien-être pour la population locale en pleine croissance dans les zones urbaines et côtières ; lutte contre les inégalités sociales ; respect de la diversité culturelle ; limitation des activités favorisant le changement climatique et mesures pour réduire l'impact de ces changements sur le littoral.

Pour atteindre ces objectifs, il faut : (i) un meilleur aménagement du territoire ; (ii) une meilleure intégration du tourisme au sein des stratégies de développement locales et nationales ; (iii) des entreprises mieux gérées.

Si ces recommandations peuvent être mises en œuvre dans la destination par les acteurs internes, les acteurs externes (touristes, investisseurs, TO) doivent également adopter une attitude plus responsable envers le territoire et la population locale. Il est important de rappeler les informations présentées par le schéma du système touristique (*Figure 1*) : le développement des activités touristiques et l'émergence d'une destination dépendent de la « convergence des intérêts » des autorités (locales et nationales) d'une part et du secteur privé et des investisseurs d'autre part (TO, hébergements, transports, notamment les compagnies aériennes).

Vers un « label qualité » du tourisme méditerranéen ?

Cette section présente des propositions visant à améliorer la performance et l'impact du tourisme dans les destinations méditerranéennes, ce qui renvoie à la promotion du tourisme méditerranéen et plus précisément à l'application d'actions au niveau territorial pour atteindre l'objectif de durabilité du tourisme et des territoires touristiques en Méditerranée.

Les principes du processus de labellisation / certification

Issus des études de cas du projet, les principes sur lesquels un « cahier des charges » ou un « processus de certification » de la durabilité du tourisme pourraient être construits sont les suivants :

- Développer une **offre** diversifiée basée sur :
 - la valorisation des spécificités économiques, sociales, culturelles et environnementales du territoire pour offrir un produit touristique d'excellente qualité (pas nécessairement de luxe) ;

- le développement de services touristiques authentiques (autres que HORECA) à forte valeur ajoutée permettant d'intégrer innovation et main-d'œuvre qualifiée, et de respecter la capacité de charge des destinations.

- Attirer des touristes (**demande**) désireux de découvrir des « produits touristiques » spécifiques proposés par des destinations méditerranéennes uniques : valoriser les patrimoines locaux.
- Promouvoir des « marques » locales spécifiques aux diverses destinations mais regroupées sous une marque unique « Destination méditerranéenne d'excellence », un nom réputé et reconnu, garant de la valorisation des patrimoines historiques, culturels et environnementaux des destinations méditerranéennes : *marketing territorial*.

Les lignes directrices du processus de labellisation / certification

Après avoir élaboré un cahier des charges basé sur les principes du développement durable, des lignes directrices devront être établies pour les acteurs internes et externes : entreprises touristiques, autorités locales, investisseurs, touristes.

- **Pour les entreprises**, le concept d'« **entreprise responsable** » permettrait de promouvoir :

- **La viabilité économique de l'entreprise.**

Le propriétaire ou le gérant/directeur de l'entreprise doit suivre l'évolution interne et externe de son activité via des indicateurs et des données de référence (*benchmarking*) afin d'appliquer les mesures qui s'imposent pour rester compétitif sur le long terme.

- **La satisfaction du client.** Les études indiquent que près de 50 % des nouveaux touristes entendent parler d'une destination par le biais de clients satisfaits : amis, famille, réseaux sociaux, etc. La satisfaction du client est donc le canal publicitaire le plus efficace pour promouvoir une destination ou un service (hôtels, bars, restaurants). C'est pourquoi chaque entreprise doit tout faire pour satisfaire ses clients, ce qui aura un impact positif autant sur l'entreprise que sur la destination. Une entreprise doit évaluer la satisfaction de ses clients par différentes méthodes (questionnaires) et suivre l'activité de l'entreprise de manière continue.

- **La satisfaction des employés.** Pour qu'ils donnent le meilleur d'eux-mêmes, les employés, dont dépend la réussite de l'entreprise, doivent être satisfaits de leurs conditions de travail et de leur salaire. Une main-d'œuvre intérimaire, non déclarée et non qualifiée permet de réduire les coûts d'une entreprise mais peut entraîner une perte de productivité et entacher la qualité des services proposés et la satisfaction des clients.

- **L'utilisation et la promotion des produits et services locaux** grâce aux réseaux locaux permettent de renforcer l'économie locale, de réduire les fuites économiques et de diversifier le produit touristique pour en faire un produit spécifique et trouver ainsi une place sur le marché. La théorie de la concurrence monopolistique peut s'appliquer au secteur du tourisme. Les spécificités de chaque destination peuvent être utilisées pour diversifier le produit touristique.

- **La protection de l'environnement.** Le responsable d'une entreprise doit être conscient des risques encourus par une destination si les ressources ne sont pas utilisées de manière durable et si l'environnement n'est pas en mesure de fournir des services écologiques. Il doit donc utiliser les ressources locales de manière responsable et optimiser la performance de son activité en permanence.

Les entreprises doivent mettre en place un système de contrôle interne afin de mesurer en permanence

leur performance et de trouver des solutions aux problèmes de durabilité qu'elles rencontrent dans la destination. Un « programme qualité » pour les entreprises méditerranéennes, basé sur les indicateurs présentés ci-après (radar de l'entreprise), pourrait être proposé. Il est aussi recommandé aux entreprises de prévoir la promotion des bonnes pratiques par le biais de campagnes publicitaires adaptées et de financements par des groupes d'investisseurs sensibilisés à la durabilité.

- **Pour les autorités locales**, le label « **Destination méditerranéenne d'excellence / MED-EDEN** »²² pourrait être mis en valeur, en mettant l'accent sur l'utilisation durable des patrimoines naturel et culturel et sur la mobilisation d'une main-d'œuvre qualifiée pour offrir des services de qualité : image de marque des produits touristiques spécifiques.

Un programme de qualité pour les destinations méditerranéennes, basé sur les indicateurs issus des outils présentés ci-après (radar de la destination), pourrait être proposé. En effet, l'une des recommandations de la SMDD est de travailler à la promotion d'une image différente de la région Méditerranée. Un projet similaire au projet européen EDEN (Destinations européennes d'excellence) pourrait être lancé pour la région Méditerranée (MED-EDEN), favorisant la valorisation des ressources locales pour un impact positif sur l'économie, la société et l'environnement des destinations méditerranéennes. Les modalités d'implication des bailleurs de fonds dans le cadre de la promotion des « destinations d'excellence » ou de l'attribution de labels de qualité devraient alors être étudiées.

Plus largement, dans un contexte où les orientations politiques de plusieurs PSEM retiennent le tourisme pour diversifier leurs économies nationales, il y a lieu d'accompagner ces pays en mettant à leur disposition des outils permettant d'évaluer la durabilité des projets touristiques et d'estimer la facture sociale et environnementale de la « mise en tourisme » des territoires. « **Anticiper pour ne pas regretter** » nécessite de mettre en relation résultats socio-économiques et impacts environnementaux ; il s'agit de concilier création d'emplois et de revenus avec protection de l'environnement, l'objectif étant de sortir de la pauvreté une partie de la population sans détruire les potentiels sur lesquels s'appuie le développement touristique.

Les destinations devraient également définir un système de suivi leur permettant d'avoir une vision

²² EDEN est l'acronyme de « European Destinations of Excellence », un projet faisant la promotion des modèles de développement de tourisme durable au sein des pays de l'Union européenne : <http://ec.europa.eu/enterprise/sectors/tourism/eden/>

globale de l'évolution de l'activité touristique (offre et demande), de sa performance par rapport à d'autres destinations concurrentes et de son impact. Au sein d'une destination donnée, face à la multiplicité des acteurs locaux ayant des objectifs parfois différents (et pas toujours compatibles), l'appui d'un « animateur / médiateur » pourrait faciliter leur collaboration et permettre d'atteindre les meilleurs résultats possibles.

- **Pour les touristes, le « Passeport méditerranéen »** pourrait s'adresser aux touristes qui veulent découvrir les spécificités d'une destination et qui sont sensibles au bien-être de la population locale et à la protection de l'environnement. Ce passeport pourrait inclure les thèmes suivants :
 - Préparation d'un voyage : choix de la destination, préparation des bagages, découverte de la destination, moyens de transport, durée du séjour, etc.
 - Arrivée dans une destination : choix de l'hébergement, choix de la nourriture et des boissons, utilisation intelligente des ressources, élimination des déchets, etc.
 - Préparation d'un séjour : choix d'activités spécifiques à la destination, déplacements au sein de la destination, découverte des patrimoines naturel et culturel locaux, achat de produits et services locaux, etc.

Pour sensibiliser les touristes à ces questions, il pourrait être envisagé d'organiser une campagne de communication internationale avec le soutien des TO, des offices de tourisme régionaux et nationaux, ainsi que d'autres canaux de distribution.

- **Pour les investisseurs.** A la lumière des « profils de durabilité », les investisseurs semblent pouvoir jouer un rôle clé en matière de durabilité des destinations. Les évolutions majeures²³ de l'activité touristique ont donné lieu à un recul relatif des propriétaires d'hôtels au profit de chaînes hôtelières avec des gérants. On assiste aussi à l'émergence d'opérateurs immobiliers intéressés par des bénéfices à court terme face à la demande croissante des clients en matière de résidences²⁴, ce qui représente une menace vis-à-vis des objectifs de développement durable à long terme. L'« **évaluation de la durabilité** » doit être conçue comme un outil permettant d'apprécier la pertinence de plans régionaux et de projets

nouveaux, en s'attachant non seulement à optimiser les profits à court terme mais aussi à garantir le bien-être de la population sur le long terme. Ces réflexions soulèvent l'intérêt de développer, pour les investisseurs, une grille d'analyse de la durabilité des destinations et des projets touristiques sur la base de critères d'éligibilité des projets de développement de nouvelles destinations ou de reconversion/renaissance de destinations existantes pour améliorer leurs performances. Ce niveau d'analyse stratégique a vocation à faciliter le transfert d'une « boîte à outil », rigoureuse d'un point de vue scientifique et flexible d'un point de vue politique, permettant d'opérationnaliser les propositions de mesures politiques tout en évaluant leurs répercussions sur les court et long termes. Face à la nécessité tant de pacifier les tensions sociales et politiques que de réduire les risques environnementaux afin d'articuler croissance économique, développement humain et maîtrise des atteintes à l'environnement, il conviendrait de systématiser les études d'impacts et d'évaluation des coûts tant environnementaux que sociaux et économiques des activités touristiques et de la « mise en tourisme » de territoires méditerranéens.

Dans ce contexte, il s'agit d'insister sur les points suivants :

- Le lieu géographique de l'investissement, en tenant compte de la protection des écosystèmes remarquables et du patrimoine culturel des destinations, est considéré comme un facteur clé.
- L'utilisation des ressources, des biens et des services locaux doit être encouragée pour favoriser le développement de l'économie locale.
- L'utilisation et la valorisation des ressources humaines locales doivent être renforcées au sein des systèmes productifs locaux.

Il s'agit *in fine* d'examiner les opportunités d'implication des bailleurs de fonds et des investisseurs pour la promotion d'« investissements durables » et de « plans de développement touristique durable ». Les investissements ne doivent pas être nécessairement ciblés sur un accroissement de l'offre : ils peuvent contribuer à la renaissance de destinations ou d'établissements et ainsi optimiser leur performance.

Vers un observatoire de la durabilité du tourisme méditerranéen

Un outil de suivi du tourisme méditerranéen est nécessaire pour répondre aux différentes problématiques mentionnées précédemment, tout en

23 Les évolutions mentionnées ici ne s'appliquent pas uniquement à l'activité touristique et doivent être resituées dans un contexte économique plus large.

24 Même la demande en logements résidentiels a évolué. Elle est de moins en moins attribuée à la valeur sentimentale associée à un lieu spécifique pour tendre vers un « produit 3S international » uniforme. La plupart de ces logements sont mis en location lorsque le propriétaire n'y réside pas.

prenant en compte les difficultés identifiées lors de la mise en œuvre de la méthode expérimentale testée dans le cadre du projet « Profil de durabilité dans quelques destinations touristiques méditerranéennes ».

Pour créer un outil efficace, plusieurs éléments doivent être définis :

- Une courte liste des variables et indicateurs de base, indispensables, qui devront être utilisés pour créer le tableau de bord (ou radar) permettant de définir le profil d'une « entreprise responsable » et celui d'une « destination d'excellence ».
- Une gamme plus large de variables et d'indicateurs, à usage interne pour les entreprises et les destinations, afin de définir leur système de suivi permettant de renseigner les indicateurs et de contrôler, suivre et planifier les mesures à mettre en œuvre à tous les niveaux : entreprise, destination, région.
- Les seuils des variables et indicateurs permettant aux entreprises et destinations d'évaluer leur propre activité de manière comparative : *benchmarking*.

1. D'une part, « **le tableau de bord (ou radar) des entreprises** » devrait être considéré comme un outil d'auto-évaluation permettant d'améliorer l'activité au regard du développement durable. L'outil pourrait se baser sur une quantité limitée de données qu'une entreprise peut facilement collecter, quels que soient sa taille ou son statut. La liste provisoire des variables de base pourrait être la suivante :

- Économie 1 : nombre de nuitées par lit et par an (ou nombre de clients par table, nombre de jours de location par vélo/véhicule, etc.) ;
- Économie 2 : recettes moyennes par nuitée (ou par client) ;
- Économie 3 : recettes moyennes par lit (ou par m², par table, par véhicule loué, etc.) ;
- Social 1 : nombre moyen d'emplois par lit (ou par m², par table, par véhicule loué, etc.) ;
- Environnement 1 : consommation d'eau par nuitée (ou par m²) ;
- Environnement 2 : consommation d'énergie par nuitée (ou par m²) ;
- Environnement 3 : production de déchets par nuitée (ou par m²) ;
- Environnement 4 : occupation de l'espace (par lit, par table, par véhicule, par place de bateau, etc.).

Un système de suivi plus complet pourrait aider les entreprises à mettre en place une auto-évaluation de l'évolution de leur profil d'activité ou de la performance de leurs activités par rapport à d'autres entreprises situées dans la même destination ou dans des destinations concurrentes, ou par rapport à des *benchmarks*. Un système

de suivi plus complet pourrait contenir les informations complémentaires suivantes :

- Période opérationnelle ;
- Saisonnalité : taux d'occupation par mois ;
- Commercialisation des produits touristiques - types de contrat : particulier, entreprise, agence de voyage, TO, autres ;
- Répartition des arrivées selon les nationalités des touristes ;
- Nombre moyen d'arrivées et de nuitées par lit ;
- Répartition des ventes : chambres, repas, boissons, autres ;
- Répartition des dépenses : coût des services et produits vendus, coût de la main-d'œuvre, maintenance, énergie, frais de gestion, frais généraux et administratifs, marketing, résultat d'exploitation ;
- Emplois totaux, nombre moyen d'emplois par lit ;
- Répartition des emplois en fonction du niveau de formation : enseignement de base, niveau BAC, CAP/BEP, BAC+2 et études supérieures ;
- % des emplois en contrat à durée indéterminée ;
- Nombre moyen de lits par m² de superficie bâtie, coefficient d'occupation des sols ;
- Consommation des produits locaux : % du total des produits achetés.

2. D'autre part, « **le tableau de bord (ou radar) des destinations** » devrait être considéré par les destinations comme un outil d'auto-évaluation permettant d'améliorer l'activité au regard du développement durable. L'outil pourrait se baser sur une quantité limitée de données qu'une destination peut facilement collecter, quelle que soit sa taille. Ces données pourraient également être utilisées dans le cadre d'un « radar des destinations méditerranéennes ». La liste provisoire des variables de base pourrait être la suivante :

- Économie 1 : nombre moyen annuel de nuitées par lit ;
- Économie 2 : dépenses touristiques moyennes par lit (contribution directe au PIB du tourisme) ;
- Économie 3 : contribution totale du PIB du tourisme généré par lit ;
- Social 1 : nombre d'emplois directs par lit - équivalent en emplois annuels ;
- Social 2 : nombre d'emplois totaux par lit - équivalent en emplois annuels ;
- Environnement 1 : occupation d'espace par les activités touristiques (par lit) ;
- Environnement 2 : consommation moyenne en eau des touristes par lit ;

- Environnement 3 : consommation moyenne d'énergie des touristes par lit ;
- Environnement 4 : production moyenne de déchets des touristes par lit.

Un système de suivi plus complet pourrait aider une destination à évaluer l'évolution de son profil d'activité ou la performance de ses activités par rapport à d'autres destinations ou à des *benchmarks*. Un système de suivi plus complet pourrait contenir les informations complémentaires suivantes :

- Superficie de la zone touristique ;
- Superficie de l'unité administrative ;
- Population de la zone touristique ;
- Population de l'unité administrative ;
- Nombre de lits touristiques : hôtels et établissements assimilés, résidences secondaires ;
- Nombre de lits dans les logements résidentiels ;
- Nombre de lits touristiques par millier d'habitants ;
- Nombre de lits touristiques et de logements résidentiels par km² (zone touristique) ;
- Nombre d'emplois touristiques totaux (directs, indirects et induits) ;
- Revenus associés directement à l'activité touristique (HORECA) ;
- Emplois associés directement à l'activité touristique (HORECA), et répartition par type de contrat (contrat à durée indéterminée, saisonniers) ;
- PIB total de l'activité touristique ;
- Extension des espaces bâtis à vocation touristique (et résidentielle) par rapport à la superficie totale de la zone bâtie ;
- Consommation totale en eau de l'activité touristique ;
- Consommation moyenne en eau par nuitée ;
- % de la consommation en eau associée à l'activité touristique par rapport à la consommation totale en eau ;
- % des eaux usées traitées ;
- % des eaux usées recyclées ;
- Consommation totale d'énergie par l'activité touristique ;
- % de la consommation touristique d'énergie par rapport à la consommation totale d'énergie ;
- Consommation moyenne d'énergie par nuitée ;
- % de l'énergie issue des énergies renouvelables ;
- Volume total de déchets solides produits par l'activité touristique ;
- Déchets solides produits par nuitée ;

- % des déchets solides produits par l'activité touristique par rapport à la production totale de déchets solides ;
- % des déchets recyclés.

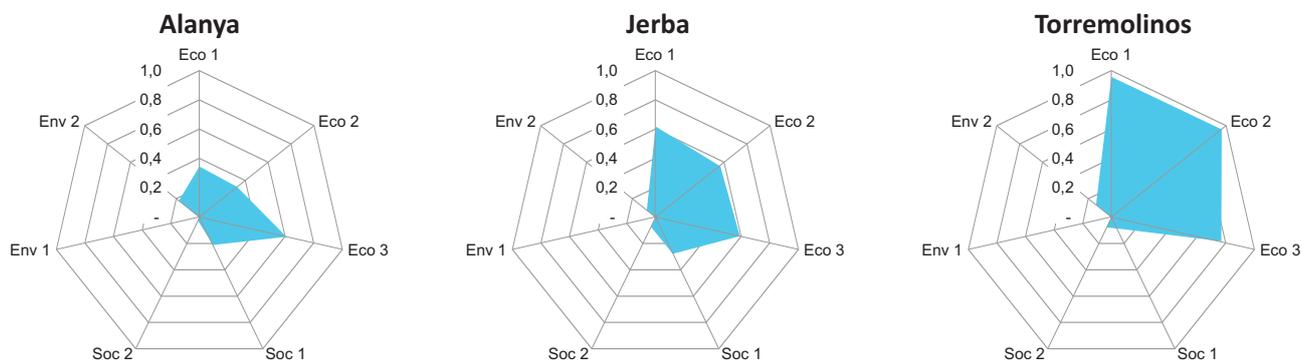
Finalement, à partir des données disponibles et comparables collectées par les experts, les « radars » suivants peuvent être considérés comme un des résultats expérimentaux du projet « Profil de durabilité dans quelques destinations touristiques méditerranéennes » (*Figure 30*).

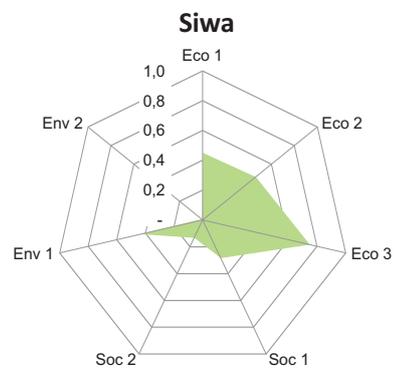
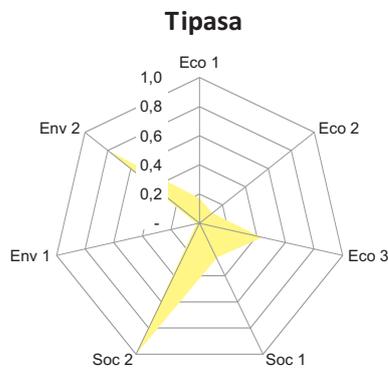
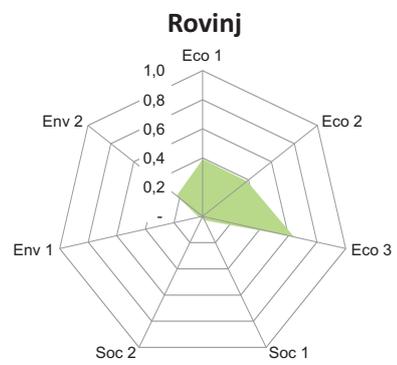
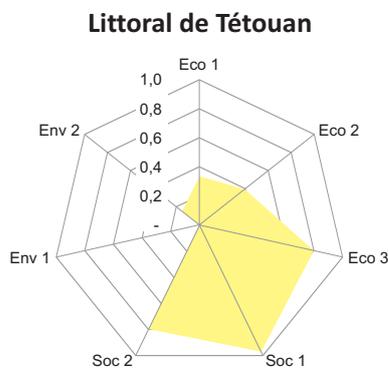
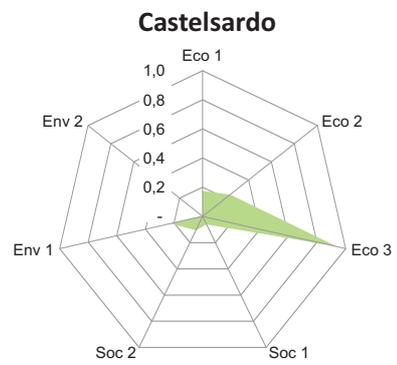
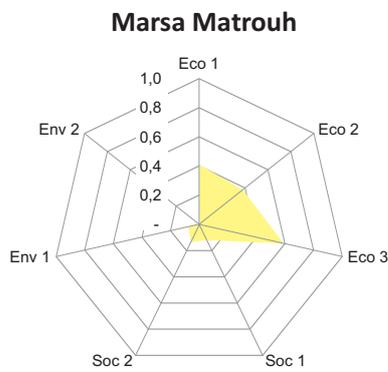
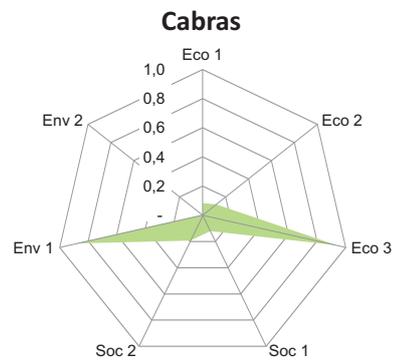
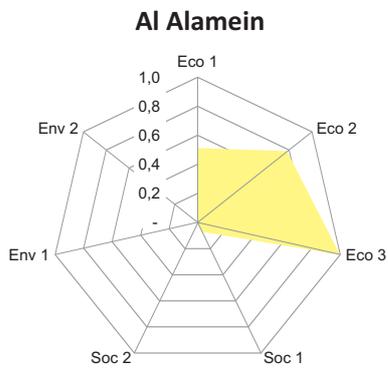
Tableau 9 Données des destinations utilisées pour la construction des « radars » - Indicateurs et indices

Indicateurs/ Indices		Turquie	Tunisie	Espagne	Egypte	Egypte	Maroc	Algérie	Italie	Italie	Croatie	Egypte
		Alanya	Jerba	Torremolinos	Al Alamein	Marsa Matrouh	Littoral de Tétouan	Tipasa	Cabras	Castelsardo	Rovinj	Oasis de Siwa
Nombre annuel de nuitées par lit	Eco 1	0,345	0,611	0,958	0,511	0,409	0,320	0,163	0,081	0,167	0,392	0,454
Dépenses touristiques moyennes par lit	Eco 2	0,330	0,551	0,955	0,786	0,368	0,391	0,108	0,117	0,247	0,386	0,465
Dépenses touristiques moyennes par touriste	Eco 3	0,609	0,577	0,767	1,000	0,587	0,797	0,435	0,947	0,967	0,648	0,761
Nombre d'emplois directs par lit (équivalent temps plein)	Soc 1	0,213	0,267	0,093	0,080	0,120	0,980	0,280	0,127	0,047	0,033	0,293
Nombre de lits touristiques / Nombre d'habitants (inversé)	Soc 2	0,025	0,074	0,087	0,008	0,133	0,800	1,000	0,200	0,114	0,015	0,129
Nombre de lits hôteliers + 20% des places de camping / surface de la zone touristique (inversé)	Env 1	0,002	0,003	0,003	0,072	0,077	0,010	0,026	0,898	0,225	0,030	0,437
Consommation touristique moyenne en eau (inversé)	Env 2	0,178	0,073	0,121			0,113	0,803			0,222	

Source: Données fournies par les experts, calculs de l'auteur. Destinations classées par type puis par ordre alphabétique.

Figure 30 Radars de durabilité - destinations étudiées





Source : Plan Bleu d'après les données fournies par les experts, calculs de l'auteur.

Conclusion générale

Dans la lignée des recommandations de la SMDD, l'objectif de ce projet était d'une part, d'évaluer la durabilité du tourisme méditerranéen à travers un échantillon varié de destinations et d'autre part, de proposer des principes et lignes directrices pour l'élaboration d'outils communs permettant d'assurer le suivi et la promotion du tourisme durable en Méditerranée. Il s'agissait aussi de proposer un cadre méthodologique innovant pour permettre aux parties prenantes d'évaluer la durabilité du tourisme et du territoire dans une destination donnée, tout en les accompagnant à définir des objectifs de développement touristique durable à court et moyen termes.

Dans un premier temps, un cadre méthodologique expérimental a été défini pour évaluer l'état de la durabilité du tourisme et pour analyser le système d'acteurs dans un territoire donné (destination) ; cette méthodologie s'appuie sur une variante de l'approche DPSIR. La destination étant considérée comme l'unité de base du développement touristique, une approche systémique et territoriale a été développée, nécessitant l'identification du rôle de chacun des acteurs internes et externes de chaque destination. La méthodologie débouche sur une sélection de variables et indicateurs économiques, sociaux et environnementaux pour mesurer l'offre et la demande touristiques (le tourisme comme force motrice), ainsi que les résultats, la performance et l'impact du tourisme sur l'état de durabilité des destinations.

Dans un deuxième temps, à partir des descriptions des destinations et de leurs principales caractéristiques et évolutions, les destinations ont été classées en trois groupes (typologie) :

1. Alanya, Jerba et Torremolinos : ces destinations balnéaires 3S proposant un produit international standardisé sont des destinations matures dont les variables économiques, sociales et environnementales indiquent une phase de saturation voire de déclin (baisse des performances économiques et sociales, graves nuisances environnementales, difficultés en matière d'attractivité touristique, coûts élevés d'une éventuelle « renaissance » pour rester attractif, atteintes à la qualité de vie pour la population locale) qui fait suite à une phase de forte croissance économique à l'origine de la transformation complète des destinations, de leur économie, de leur environnement et de leur société.
2. Al Alamein, Marsa Matrouh, le littoral de Tétouan et Tipasa : ces villes-stations balnéaires 3S sont des destinations où dominent une demande nationale croissante et un développement du secteur résidentiel au détriment de l'économie touristique classique, menaçant ainsi leur durabilité. Cette offre résidentielle, poussée par

les opérateurs immobiliers et non par un réel plan d'aménagement touristique, a un impact négatif sur l'environnement et ne présente pas des résultats économique et sociaux significatifs : économie informelle, faible création d'emplois, faible impact sur l'économie en général.

3. Cabras, Castelsardo, Rovinj et Siwa : ces destinations de caractère proposent un produit touristique particulier valorisant les spécificités locales. Ces destinations ont en commun un attrait principalement culturel et/ou naturel qui les distingue de l'offre 3S classique. Pour ces destinations, le « lieu » revêt une importance particulière : l'activité touristique semble mieux intégrée à l'économie locale et peut être considérée comme une voie vers le développement durable du territoire. Si ces destinations présentent de meilleures performances que les autres types en termes de dépenses quotidiennes moyennes par touriste, l'inconvénient majeur reste le faible impact économique et social du fait de la forte saisonnalité et d'une faible professionnalisation des opérateurs.

L'analyse du système d'acteurs – internes et externes – à l'échelle des différentes destinations montre que les contextes national et international jouent un rôle majeur dans le développement touristique :

- Les autorités nationales ont un rôle crucial, notamment dans les pays avec un système politique centralisé et en particulier dans les PSEM. Leur impact sur les destinations est variable selon les différentes approches en matière d'aménagement du territoire, même si les objectifs (résultats économiques à court terme, apport de devises, création d'emplois, activité économique, développement régional) semblent être similaires pour l'ensemble des destinations.
- Les tours opérateurs ont lancé, soutenu et contrôlé le développement du tourisme, principalement dans les destinations de la première catégorie, avec un impact à la fois positif (à court terme dans la phase de développement) et négatif (à long terme avec la standardisation et la massification

du produit touristique). Ils ont permis la promotion des destinations à l'échelle mondiale en créant une demande, des emplois et des revenus, tout en atténuant les effets de la saisonnalité à travers la diversification et les modes de commercialisation des produits touristiques. Mais ce développement a également occasionné de faibles revenus par habitant, des fuites économiques élevées, une dépendance des destinations vis-à-vis de l'extérieur, ainsi que de fortes pressions environnementales.

- Les opérateurs immobiliers (nationaux et internationaux) tendent à remplacer progressivement l'offre classique d'hébergement hôtelier. Leur émergence peu régulée par la puissance publique dans de nombreuses destinations nationales et internationales de type 3S crée une situation nouvelle compromettant non seulement le tourisme mais aussi l'économie et l'environnement local.

Les autres acteurs ont un rôle généralement moins important, même si le renforcement de l'influence des autorités locales et la sensibilisation croissante des touristes (passant d'une consommation passive à la recherche de produits différents et authentiques) sont des facteurs importants pour les années à venir.

Au terme de ces analyses, des principes et lignes directrices sont proposés :

- la création d'une offre touristique diversifiée, basée sur la valorisation des spécificités économiques, sociales, culturelles et environnementales locales pour offrir un produit touristique d'excellente qualité, proposant des services authentiques à forte valeur ajoutée, permettant d'intégrer innovations et main-d'œuvre qualifiée, et de respecter la capacité de charge des destinations ;
- l'attraction de touristes internationaux désireux de découvrir les produits touristiques différenciés et spécifiques proposés par des destinations méditerranéennes uniques ;
- la promotion de « marques » locales spécifiques aux diverses destinations mais regroupées sous une marque unique « Destination méditerranéenne d'excellence », un nom réputé et reconnu, garant de la valorisation des patrimoines historiques, culturels et environnementaux des destinations méditerranéennes : *marketing territorial*.

Enfin, des propositions s'adressent aux différents acteurs et parties prenantes pour qu'ils infléchissent leurs pratiques actuelles et adoptent une approche davantage durable :

- pour le secteur touristique privé, les principes d'une « entreprise responsable » pourraient être

respectés afin d'améliorer les performances économiques, sociales et environnementales ;

- pour les autorités locales, la notion de « destination méditerranéenne de qualité/d'excellence » pourrait ouvrir la voie aux améliorations nécessaires pour la « renaissance » des destinations ;
- pour les touristes, un « passeport méditerranéen » pourrait améliorer leur sensibilisation ;
- pour les investisseurs, l'« évaluation de la durabilité » pourrait permettre d'orienter leurs prochaines opérations.

Dans ce contexte, le Plan Bleu pourrait contribuer à :

- fournir des recommandations, des lignes directrices, des outils d'aide à la décision tels que des jeux d'indicateurs et, à la demande des parties prenantes, un appui technique auprès des organismes intéressés (pays, régions, professionnels, ONG, etc.) ;
- élaborer et mettre en œuvre des activités à l'échelon régional visant à promouvoir le développement durable en Méditerranée, ainsi qu'une image différente du tourisme méditerranéen, en mobilisant l'observatoire méditerranéen de la durabilité du tourisme en tant qu'outil de suivi.

En termes de perspectives de prolongement du projet « Profil de durabilité dans quelques destinations touristiques méditerranéennes », ces propositions pourraient être développées et déboucher sur une « charte de durabilité du tourisme méditerranéen », avec un cahier des charges à l'échelle des destinations et/ou de la région, guidée par une approche de *marketing territorial* visant à concilier création de richesse et emplois avec protection de l'environnement, appuyée par de futurs dispositifs de certification (« label ») et de suivi (monitoring, observatoire) de la durabilité des destinations. Dans une démarche d'aide à la décision, ces outils devraient permettre aux décideurs locaux et nationaux d'évaluer d'un côté les retombées économiques de la « mise en tourisme » ou de la « renaissance » d'un territoire touristique et d'un autre côté la facture sociale et environnementale des différents modes de développement du tourisme. Il s'agirait in fine de soutenir, par la promotion d'une autre image du tourisme méditerranéen, la mise en place d'actions au niveau territorial qui permettraient d'atteindre l'objectif de durabilité dans le bassin méditerranéen.

Bibliographie

- Bastakis, C., Buhalis, D. & R. Butler (2004). The perception of small and medium sized tourism accommodation providers on the impacts of the tour operators' power in Eastern Mediterranean. *Tourism Management* 25, 151-170.
- Bramwell, B. (2004). Mass tourism, diversification and sustainability in Southern Europe's coastal regions. In Bill Bramwell (ed.). *Coastal Mass Tourism: Diversification and Sustainable Development in Southern Europe* (pp. 1-31). Channel View Publications.
- Briassoulis, H. (1995). The environmental internalities of tourism: Theoretical analysis and policy implications. In H. Coccossis & P. Nijkamp (eds.). *Sustainable Tourism Development* (pp. 25-39). Avebury.
- Butler, R.W. (1980). The concept of a tourist area cycle of evolution: implications for management of the resources. *Canadian Geographer* (24) 1, 5-12.
- Butler, R.W. (1996). Alternative tourism: the thin edge of the wedge. In Valene Smith & William Eadington (eds.). *Tourism alternatives - potentials and problems in the development of tourism* (pp. 31-46). Chichester: John Wiley & Sons.
- Coccossis, H. (2000). Tourism development and carrying capacity in the islands. In Paris Tsartas (ed.). *Tourism development - multi-science approaches* (pp. 81-98). Athens: Exantas.
- Commission européenne. DG Entreprises et Industrie (2012). *Destinations européennes d'excellence (EDEN)*. http://ec.europa.eu/enterprise/sectors/tourism/eden-destination/index_fr.htm. Dernière mise à jour : 02/02/2012
- Cooper, C., Fletcher, J., Gilbert, D. & S. Wanhill (1993). *Tourism: principles and practice*. Bitman.
- Costanza R., d'Arge R., de Groot R., & al. (1997). The value of the world's ecosystem services and natural capital. *Nature* 387, 253-260.
- ECOTRANS, IER- Universität Stuttgart (2006). *Environmental initiatives by European tourism business*.
- Fennell, D.A. (1999). *Ecotourism: an introduction*. London: Routledge.
- Gartner, W.C. (2001). *Tourism development - principles, process and policies*. Athens: Ellin.
- GHK (2002). *The thematic evaluation on the contribution of the structural funds to sustainable development*. EU.
- Guijt, I. & A. Moiseev (2001). *Resource kit for sustainability assessment*. Gland: IUCN.
- Hamele H. and S. Eckardt (2006). *Environmental initiatives by European tourism businesses. Instruments, indicators and practical examples. A contribution to the development of sustainable tourism in Europe*. Ecotrans and University of Stuttgart, Life Environmental Programme of the European Commission.
- IISD (International Institute for Sustainable Development) (1997). *Barometer of sustainability*. (Developing Ideas 9).
- Inskip, E. (1991). *Tourism planning - an integrated and sustainable development approach*. New York: Van Nostrand Reinhold.
- Komilis, P. (2001). *Ecotourism - the alternative perspective of sustainable tourism development*. Athens: Propompos.
- Mathieson, A. & G. Wall (1982). *Tourism: economic, physical and social impacts*. Longman.
- Nijkamp, P. & S. Verdonkschot (1995). Sustainable tourism development: A case study of Lesbos. In H. Coccossis & P. Nijkamp (eds.). *Sustainable Tourism Development* (pp. 127-140). Avebury.
- OECD (1993). *OECD core set of indicators for environmental performance reviews: a synthesis report by the Group on the State of the Environment*. (Environment Monographs, 83). Paris: OECD.
- Peirce, M. (1998). *Computer-based models in integrated environmental assessment*. European Environmental Agency. (Technical report 14).
- Pinter, L., Zahedi, K. & D.R. Cressman (2000). *Capacity building for integrated environmental assessment and reporting: training manual*. 2nd ed. International Institute for Sustainable Development (IISD), United Nations Environment Programme (UNEP), Ecologistics International.
- Sebastian, I. & S. Mc Arthur (1998). *Introducing the sustainability barometer - a tool to measure the sustainability of tourism. Proceedings from the Ecotourism Association of Australia - National Conference*.
- Spilanis, I. & H. Vayanni (2004a). Evaluating the sustainability level of various tourism forms. In Proceedings from the Interim symposium of the Research Committee on International Tourism (RC 50) of the International Sociological Association (ISA). *Understanding tourism - theoretical advances*. University of the Aegean, Mytilini, Greece.
- Spilanis, I. & H. Vayanni (2004b). Sustainable tourism: utopia or necessity? The role of new forms of tourism in the Aegean Islands. In Bill Bramwell (ed.). *Coastal Mass Tourism: Diversification and Sustainable Development in Southern Europe* (pp. 269-291). Channel View Publications.
- Spilanis, I. (2011). *Profile of Sustainability in some Mediterranean tourism destinations*. UNEP/MAP/Plan Bleu.
- Swarbrooke, J. (1999). *Sustainable tourism management*. CAB International Publishing.
- TEEB (The Economics of Ecosystems and Biodiversity) (2009). *Integrating the ecological and economic dimensions in biodiversity and ecosystem service valuation*.
- Tsartas, P. (1996). *Tourists, journeys, landscapes: sociological approaches to tourism*. Athens: Exantas.
- Turner, R.K., Pearce, D. & I. Bateman (1994). *Environmental economics: an elementary introduction*. Harvester Wheatsheaf.
- UNEP/MAP/MCSD (2005). *Mediterranean Strategy for Sustainable Development: a framework for environmental sustainability and shared prosperity*. Athens: UNEP/MAP.
- UNEP/MAP/Plan Bleu (2008). *Promoting sustainable tourism in the Mediterranean: proceedings of the Regional Workshop*. (MAP Technical Report Series n 173).
- UNEP/MAP/Plan Bleu (2009). *State of the environment and development in the Mediterranean*. Athens: UNEP/MAP.
- Varvaressos, ST. (1998). *Tourism: meanings, size, structure - the Greek reality*. Athens: Propompos.

Rapports des experts. Projet du Plan Bleu « Profil de durabilité dans quelques destinations touristiques méditerranéennes » (2009-2011)

Berriane M., 2011, Profil de durabilité d'une destination touristique du Maroc - le littoral de Tétouan, Plan Bleu.

Chapoutot J.M.M., 2011, Profil de durabilité de la destination touristique Jerba en Tunisie, Plan Bleu.

Grimes S., 2011, Profil de durabilité de la destination touristique pilote en Algérie : la zone côtière de Tipasa, Plan Bleu.

Klaric Z., 2011, Profil de durabilité de quelques destinations touristiques méditerranéennes : Rovinj, étude de cas en Croatie, Plan Bleu.

Navarro J., 2011, Profil de durabilité de quelques destinations touristiques méditerranéennes : Torremolinos, étude de cas en Espagne, Plan Bleu.

Rady A., 2011, Profil de durabilité de quelques destinations touristiques méditerranéennes : Marsa Matrouh, Al Alamein et l'oasis de Siwa, études de cas dans le Gouvernement de Matrouh (Égypte), Plan Bleu.

Satta A et al., 2011, Profil de durabilité de quelques destinations touristiques méditerranéennes : Cabras et Castelsardo, études de cas en Sardaigne (Italie), Plan Bleu.

Tosun S. et al., 2011, Profil de durabilité de quelques destinations touristiques méditerranéennes : Alanya, étude de cas en Turquie, Plan Bleu.

L'ensemble des documents du projet (note méthodologique et annexes, comptes-rendus de réunions, rapports finaux, synthèses, tableaux de données) sont accessibles sur le site Internet du Plan Bleu : <http://www.planbleu.org/publications.tourisme.html> ; http://www.planbleu.org/themes/intro_tourisme.html

Abréviations

B&B	bed and breakfast
DPSIR	Driving forces, Pressures, States, Impacts, Responses (Forces motrices, Pressions, États, Impacts, Réponses)
UE	Union Européenne
PIB	Produit intérieur brut
HORECA	Hôtellerie, Restauration, Cafés
GIZC	Gestion intégrée des zones côtières
SMDD	Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable
AMP	Aire marine protégée
NUTS	Nomenclature commune des unités territoriales statistiques
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
3S	Sea, Sand and Sun (Mer, Sable et Soleil)
PSEM	Pays du sud et de l'est de la Méditerranée
SWOT	Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats (forces, faiblesses, opportunités, menaces)
TO	Tour-opérateurs
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
OMT	Organisation mondiale du tourisme

Table des illustrations

Figures

Figure 1	Le système touristique : parties prenantes et échelles opérationnelles.....	11
Figure 3	Localisation des destinations étudiées.....	17
Figure 4	Indice de pression sociale	23
Figure 5	Indice de pression environnementale	23
Figure 6	Période opérationnelle et saisonnalité	24
Figure 7	« Internationalisation » des destinations.....	25
Figure 8	Nuitées des cinq nationalités étrangères les plus représentées (%).....	25
Figure 9	Durée moyenne de séjour des touristes nationaux et étrangers (nuitées).....	25
Figure 10	Taux d'occupation et saisonnalité (%).....	26
Figure 11	Dépenses journalières moyennes par touriste (en euros).....	31
Figure 12	Analyse des dépenses journalières moyenne par touriste (en euros).....	33
Figure 13	Nombre d'emplois directs par lit touristique.....	35
Figure 14	Occupation des sols à Torremolinos (Espagne). Comparaison entre 1957 et 2001.....	37
Figure 15	Alanya (Turquie).....	37
Figure 16	Rovinj (Croatie).....	37
Figure 18	Castelsardo (Italie).....	38
Figure 17	Plages à Marsa Matrouh (Egypte).....	38
Figure 19	Consommation d'eau touristique selon le type d'hébergement (en m ³ par nuitée).....	39
Figure 20	Hôtel à Marsa Matrouh et complexe hôtelier à El Alamein (Egypte).....	48
Figure 21	Urbanisation de Torremolinos (Espagne).....	48
Figure 22	Mutation du territoire touristique de Jerba (Tunisie).....	49
Figure 23	Évolution de l'occupation des sols. Littoral de Tétouan (Maroc).....	50
Figure 24	Localisation des zones touristiques et des centres urbains dans le comté d'Istrie (Croatie).....	51
Figure 25	Occupation des sols à Castelsardo (Sardaigne, Italie).....	51
Figure 26	Nouvel hôtel à Siwa.....	52
Figure 27	"Zones protégées" de Rovinj (Croatie).....	53
Figure 28	Aire marine protégée de Cabras (Italie).....	56
Figure 29	Planification territoriale et diversification du produit touristique balnéaire. Le littoral de Tétouan et son arrière-pays (Maroc).....	57
Figure 30	Radars de durabilité - destinations étudiées.....	66

Tableaux

Tableau 1	Destinations touristiques méditerranéennes étudiées.....	17
Tableau 2	Indices de pression des hébergements touristiques sur les destinations (Destinations classées par type, puis par ordre alphabétique).....	22
Tableau 3	Données économiques des destinations (en euros).....	32
Tableau 4	Emploi et tourisme dans les destinations.....	35
Tableau 5	Nombre d'emplois par lit dans les destinations et les pays correspondants.....	44
Tableau 6	Analyse SWOT des destinations internationales 3S matures. Saturation voire déclin de la durabilité économique, sociale et environnementale.....	46
Tableau 7	Analyse SWOT des destinations nationales 3S – Menace sur la durabilité des destinations face au glissement vers le résidentiel.....	46
Tableau 8	Analyse SWOT des destinations à produits touristiques spécifiques – Vers le développement durable ?.....	46
Tableau 9	Données des destinations utilisées pour la construction des « radars » - Indicateurs et indices.....	66

Plan Bleu pour l'Environnement et le Développement en Méditerranée
15 rue Beethoven, Sophia Antipolis, 06560 Valbonne, France
+33 (0)4 92 38 71 30 - www.planbleu.org

